


BIBLIOTECA NAZIONALE
VITTORIO EMANUELE
6
15 D
57

# RÉPONSE

*AUX*

# RECHERCHES

## HISTORIQUES

*CONCERNANT*

## LES DROITS DU PAPE

Sur la Ville, & l'Etat d'Avignon.

MDCCLXVIII.

# RÉPONSE

*Aux Recherches historiques concernant les Droits du Pape sur la Ville, & l'Etat d'Avignon.*



L y a plus de 400. ans, que la ville d'Avignon & son territoire appartiennent au St. Siége par les titres les plus légitimes, & les plus authentiques. Ce fut le 9. juin de l'année 1348., que Jeanne prémiére Reine de Naples Comtesse de Provence & de Forcalquier, & souveraine d'Avignon, la vendit au Pape Clement VI., & a ses successeurs au Pontificat, au prix de 80000. florins d'or. L'acte original de cette vente est dans le archives de cette ville, & il est raporté par presque tous les historiens, qui en parlent (*a*). Environ trois mois avant

A cette

(*a*) Nous donnons cet acte dans nos *Preuves num.I.* quoyqu' il soit raporté par Bzovius *Annal, Ecclesiast. tom.*

cette vente Jeanne par sa fuite a Avignon s'étoit soustraite a la fureur, & a la vengeance du Roy de Hongrie son beaufrére, qui l'accusoit d'avoir fait périr Andréasse son premier mary; mais elle voyoit son royaume de Naples devenu sa proye. Elle avoit tout lieu de craindre pour ses etats de Provence, de Forcalquier, & d'Avignon; les Provençaux l'avoient arrêtée a son passage a Aix, & ce n'avoit été qu'aux vives instances de Clement VI. qu' ils l'avoient remise en liberté (*a*). Il luy falloit

*tom. XIV. ad an.* 1348. *n.* 10. par François Nouguier *Hist. chronol. de l'eglise d'Avignon pag.* 132. par Fantoni *Istor. d'Avignone tom. I. lib. 2. cap. 5. num. 22. pag.* 220. par Bouche *Hist. de Provence Tom. II. edit. Paris. an.* 1736. *pag.* 374. par Leibnitz *Cod. jur. gent. dipl. Par. I. pag.* 200. par Rousset *Supplem. au Corps Diplom. de Dumont tom. I. par. 2. pag.* 162. & par l'auteur des *Recherches histor. sur l'etat & la ville d'Avignon pag.* 100. Muratori nous a donné un ancien Catalogue des Chartes, qui se conservoient dans les archives du St. Siége dez l'an 1366., parmî les quelles on trouve, non seulment l'acte de la vente du 9. juin 1348., mais aussi *aliud Instrumentum publicum confirmationis & approbationis venditionis factæ Ecclesiæ Romanæ de civ. Avenionis per D. Johannam Reginam Siciliæ, & D. Ludovicum ejus virum utriusque sigillis sigillatum. Datum Avenione an. Domini* 1348. *die* 21. *mensis junii* (*Antiquit. Italic. med. ævi tom. VI. col.* 143.)

(*a*) Jean Villani *Istor. Fiorent. lib. XII. cap.* 114. Fantoni *Istor. d'Avignone tom. I. lib. 2. cap. 5. num.* 11. *pag.* 214.

loit d'une part reconquérir ſon royaume de Naples occupé par les troupes, que le Roy de Hongrie y avoit laiſſées en le quittant effrayé de la peſte affreuſe, qui le ravageoit, & prévenir de l'autre la perte de la Provence, qui n'auroit pas manquè de ſuivre celle de ce royaume; Elle étoit ſans troupes, & ſans argent.

Ce fut dans cette ſituation critique, & pour remplir des objets auſſi importants, qu' elle vendit Avignon a Clement VI. (*a*) trois ans avant, qu'elle obtint



(*a*) Voyez Fantoni *Iſtoria di Avignone Tom.I. lib.2. cap.5. num.*11. *pag.*214. Matthieu Villani hiſtorien contemporain (*cujus auctoritas tanti ſemper eſt æſtimata, ut ferme quicumque Italicam, immo & Gallicam, aliarumque provinciarum hiſtoriam ad ea tempora ſpectantem, ſcribere ampliſſime aggreſſi ſunt, honorem illius fidei habuerint, eumque teſtem rerum tunc geſtarum ſine trepidatione adhibuerint*, comme nous en aſſure Muratori *Script. Rer. Italic. Tom.XIV. pag.*1.,) en ecrit ainſi *lib. I. pag.* 18. *Il Re Luigi e la Reina Giovanna, havendo il conforto di ritornare nel Regno, trovandoſi poveri di moneta, richieſono d'ajuto il Papa e i Cardinali, il quale non impetrarono. Allora per neceſſità venderono alla Chieſa la giuridizione, che la Reina havea nella città di Vignone per Fiorini XXX.* (leggaſi LXXX.) *mila d'oro; e nondimeno richieſono Baroni e Comunanze e Prelati, limoſinando d'ogni parte per lo ſteſſo biſogno.*

L'ancien auteur de la Vie du Pape Clement VI. publiée par Boſquet *Pontif. Rom. qui in Gallia ſederunt hiſto-*

obtint son absolution du parricide, ou ses ennemis l'accusoient d'avoir trempé. Elle fut assistée de Louis de Tarente son second mary dans cette vente

*historia &c. Paris* 1632. *pagin.*100. & reimprimée par Baluze *Vitæ Papar. Avenion. Tom.I. c.*263. *Civitatem Avenionensem cum suo territorio, a Johanna Regina Siciliæ, ad quam per prius spectabat,* TENEBATURQUE IN FEUDUM AB IMPERIO, *Romana Ecclesia dato magno pretio emit,* CONSENSU TAMEN ET VOLUNTATE CAROLI *Regis Romanorum in Imperatorem electi, qui etiam* AUCTORIZANDO, *approbando, & confirmando emptionem hujusmodi, voluit & concessit, quod in* PERPETUUM PERTINERET AD JUS ET PROPRIETATEM DICTÆ ECCLESIÆ, *præfati Papæ, suorumque successorum canonice intrantium, quodque per eos* LIBERE TENEANTUR ET POSSIDEANTUR IN FRANCO ALLODIO, *nec pro ipsis homagium seu fidelitatem, servitium, seu recognitionem cuiquam facere imposterum teneantur; & in signum adeptæ possessionis, & translationis dominii eorundem, de Domo communi sita juxta ecclesiam s. Petri Avenionensis, Arma dictæ Reginæ in ea affixa amota fuere, & in ipsorum loco Arma ipsius Papæ apposita & affixa.*

Dans une autre ancienne Vie du même Pape, publiée par le même Baluze *loc. cit. col.*272. *Dictus Pontifex opportunis exquisitis tractatibus, & cautis intermediis viis, civitatem Avenionensem, qua, præter Urbem, ad Romanam Curiam opulenter alendam & decenter pensatis omnibus sustinendam, nullam protinus aptiorem cognovit, omni modo, jure, & meliori quo potuit, emit a Regina prædicta pro pretio invicem concordato; & civitatis ejusdem Romanus Antistes temporaliter, & spiritualiter dominatur: & dicti D. Ludovicus atque Regina per venditionem hujusmodi pecunia redundantes, simul in Regnum postea rediverunt.*

vente, qu' ils ratifiérent tous les deux le 21. juin suivant. Elle avoit été habilitée quelque tems auparavant a l'administration de ses etats, & a disposer de ce qui y apartenoit par le Pape, son seigneur suzerain pour le royaume de Naples. L'Empereur Charles IV. son autre seigneur suzerain pour la Provence, & pour Avignon, qui relevoient sans contredit de l'Empire, y donna son agrément, & la confirma expressément au mois de novembre suivant (*a*). Elle n'en reclama jamais de son vivant. Les Princes de la maison d'Anjou ses successeurs, & auteurs des Rois de France aux Comtés de Provence & de Forcalquier, n'eurent garde de s'en plaindre, moins encore les Rois de Naples de la branche de Duras, qui ne tar-

(*a*) Voyez nos *Preuves num. II.* Le diplome est tiré de son original. Il en est fait mention dans l'Inventaire des archives du St. Siége de l'an 1366. produit par Muratori *Antiq. Ital. med. ævi tom. VI. col.*143. *Litera auro bullata confirmationis & donationis cujuscumque juris habiti vel habendi in civitate & territorio Avenionis per D. Carolum IV. Imp. Sedi Apostolicæ factarum. Et est alia per omnia similis ejusdem Imperatoris suo sigillo in cera alba sigillata impendenti. Datum in oppido Gorlus A. D.* 1348. *cal. novembris anno regnorum suorum tertio.* Le même Diplome est raporté par Nouguier *loc. cit. pag.*143. & par Fantoni *loc. cit. pag.*227.

tarderent pas d'abandonner leurs prétendus droits ſur ces Comtés à ceux de la maiſon d'Anjou, à qui ils echùrent a la mort de Jeanne en vertu de l'adoption, qu' elle fit de Louis I. d'Anjou frére de Charles V. Roi de Françe. Nul des ſucceſſeurs de ce monarque juſques a Louis XIV., n' imagina d'attaquer cette vente, & de troubler le St. Siége dans ſa jouiſſance de la ville d'Avignon; & ſi ce grand Roi s'abandonnant a l'humeür, que les circonſtances des tems luy donnérent contre la cour de Rome, jugea a propos de s'emparer deux fois de cette ville, la reſtitution qu' il en fit bientôt au St. Siége donna encore plus de valeur, & de force à ſes titres ſur Avignon, & à ſa paiſible poſſeſſion de plus de quatre ſiécles, à la quelle il fut reintegré, & qui ſeule indépendamment de tout titre ſuffiroit pour aſsûrer ſes droits incontéſtables ſur cette ville contre toute éſpéce de prétenſions.

Il étoit réſervé a un ſiécle, ou l'on doute de tout, & ou l'on nie tout quand il s'agit des droits de l'Egliſe, d'attaquer le St. Siége ſur la validité de cette vente, & de révoquer en doute la légitimité des titres, ſur leſquels ſa ſouveraineté,

& ſon

& son plein domaine d'Avignon sont appuyés ! Il vient de paroitre une brochure, qui a pour titre : *Recherches historiques concernant les droits du Pape sur la ville, & l'etat d'Avignon*. L'auteur anonime de cet ouvrage a fait des efforts aussi inutiles, que téméraires pour détruire ces droits sacrés, & l'on peut dire, qu' il a été bien loin de trouver ce qu' il à cherché ; il propose plusieurs moyens presques tous surannés contre la validité de la vente d'Avignon, & contre les autres titres du St. Siége sur cette ville. J' entreprens d'en démontrer la frivolité : tout autre que moy, je l'avoüe, rempliroit beaucoup mieux cette tâche ; mais mon zèle pour la justice, & mon amour pour la vérité, ne me permettent pas de m'en dispenser : & pour procéder avec plus de clarté, & de précision, je commenceray par refuter les moyens proposés, qui regardent l'extrinséque de la vente d'Avignon. Je passeray ensuite a ceux, qui en regardent l'essence, & je finiray par détruire ceux, qui attaquent la possession du St. Siége.

La minorité de Jeanne est le grand moyen éxtrinséque, que l'auteur employe contre la validité

lidité de la vente d'Avignon. La Reine Jeanne, dit il, a peine âgée de vingt trois ans quand elle vendit Avignon, pouvoit d'autant moins le faire, que toute aliénation luy avoit été interdite par le testament du Roi Robert son grand Pére jusques a l'âge de 25. ans accomplis, sans l'avis & l'approbation du Conseil de Régence & d'administration, qu' il luy avoit assigné, & dont il n'est fait aucune mention dans le contrat.

Ce moyen, qui a été si fort rebattu, porte comme l'on voit, sur la minorité de la Reine Jeanne considérée a deux égards, relàtivement a la disposition du Droit Romain, & relàtivement a celle du testament du Roi Robert. Si je croyois devoir y répondre quant au premier raport, je fairois voir, que quoyque l'auteur des Recherches soûtienne, que Jeanne étoit a peine âgée de 23. ans, quand elle vendit Avignon, en fixant sa naissance, que nul historien contemporain n' à determinée à l'année 1326., cette Reine étoit réellement âgée alors de 24. ans passés, puisqu' elle avoit neuf ans l'année 1333. qu' elle épousa André de Hongrie, qui en avoit sept, & étoit certainement moins

moins âgé que sa femme (*a*). D'ou je conclurrois, qu' elle doit être censée majeure du tems, qu' elle vendit Avignon, par le principe que *annus inceptus habetur pro completo* : qui doit avoir lieu sans contredit dans un acte aussi favorable à Jeanne, que l'étoit la vente d'Avignon, ainsi que je le démontreray dans la suite, & je soûtiendrois même, que Jeanne, en qualité de Reine de Naples, étoit devenue majeure effectivement dèz l'âge de 18. ans, en vertu des usages de ce royaume attestés par les mêmes Historiens (*b*).

Je fairois valoir de plus la renonciation moyenant serment, qu' elle fit dans cette vente au bénéfice de minorité, qui, suivant la jurispru-

 dence

(*a*) Bouche *Hist. de Provence Tom. II. pag.*354. Degly *Hist. des Rois de Naples*. Summonte *Istorie del Regno di Napoli Tom. III. pag.*325. La Reine Jeanne mourut le 22. may de l'année 1382., âgée de 58. ans, suivant M. Bayle *Dictionn. histor. & critique à l'article* Naples : elle étoit donc dans la 25. année de son âge, lorsqu' elle vendit Avignon le 11. juin de l'an.1348. Ce qui est certain c'est, qu' aucun des anciens historiens ne nous a marqué l'année de sa naissance, & que rien ne nous empêche de croire, qu' elle nacquit avant le mois de juin de l'an 1325.; & que par conséquent, lorsqu' elle fit la vente d'Avignon, elle ne fût entrée dans sa 25. année.

(*b*) Voy. Bouche, Degly, & Fantoni *loc. cit.*

dence de ce tems là, étoit un obſtacle invincible à ſon réſiliment, & même ſuivant le droit public, qui permêt aux ſouverains de s'affranchir de toute ſorte de formalités, pourvûqu' ils le déclarent expreſſément (*a*); Je m'appuyerois ſur l'autoriſation du Pape & de l'Empereur, ſes deux ſeigneurs ſuzerains, qui valent bien le décret d'un Magiſtrat, que le Droit requiert dans les aliénations faites par les mineurs, & dont l'intervention eût été d'ailleurs indécente dans un acte muni de ces deux autoriſations: ſur l'habilitation de Louis de Tarente ſon ſecond mary, qui intervint au contrat: ſur ſa ratification, ainſi que ſur celle de Jeanne, faite douze jours après la vente, dans un acte ſéparé, & ſur celle, qui réſulte du ſilence, que cette Reine garda ſcrupuleuſement juſques à ſa mort au ſujet de cette aliénation, qui d'ailleurs étant faite de ſouverain a ſouverain, quand elle ne vaudroit pas comme un contrat de vente par le défaut de quelque formalité, ſe ſoutiendroit toujours

(*a*) Grotius *de jure belli & pacis lib.2. cap.14. §.5. num.2, & ibi Henricus de Coccey in Comment.* & dans ſa *Differt. de diverſit. actuum Regis &c. cap.4.*

jours comme un pacte (a). Mais je pense, que ce n'est pas la peine de refuter un moyen, qui à cet égard tombe de luy même, & est totalement couvert par le laps de plus de quatre siécles ; étant de régle, que la possession centenaire fait présumer toutes les formalités requises dans les contrats, & supplée entierement à leur défaut.

Je ne m'attache á y répondre, qu'en le considérant relàtivement aux dispositions du Roi Robert. Pour le faire avec clarté, je crois devoir observer en fait, que dans le testament du Roi Robert, tel qu'on le lit au *num.9. des pieces justificatives des Recherches pag.*81. on a omis une clause très essentielle, par la quelle ce Prince recommande, & met, pour ainsi dire, sa petite fille Jeanne & ses etats, sous la sauvegarde, & sous la tutéle du Pape, & du sacré Collége. Je pourrois combattre l'authenticité de ce testament par le défaut de son original, qu'on ne sauroit produire: mais je me contente de relever l'omission faite par l'auteur des Recherches, de cette clause importante ; elle fait d'autant moins hon-



(a) De Coccey *in Grot. loc. cit. §. V. in fin.*

neur à son exactitude, & à sa fidelité, que la clause dont il s'âgit est contenue dans la copie de ce testament existante aux archives d'Aix en Provence, suivant Gaillard, Bouche, Fantoni, Lunig, & Dumont, qui la raportent d'après cette copie (a). J'observe en second lieu, que la disposition, par laquelle le Roi Robert assigna un Conseil de Régence à la Reine Jeanne jusques a l'âge de 25. ans accomplis, fut cassée, & mise a néant par le Pape Clement VI. aussitôt après la mort de ce Prince, comme étant contraire aux conventions passées autrefois entre le St. Siége, & les Rois de Sicile prédécesseurs de

(a) Fantoni *Tom.I. lib.2. cap.5. pag.209.* Bouche *Hist. de Provence Tom.II. pag.357.* Ce testament du Roi Robert fut publié par Gaillard Avocat au Parlement de Provence en 1669. dans ses *Remontraces de la Noblesse de Provence au Roi pag. 59.* qui nous assûre naivement de l'avoir *extrait des Régistres* ,, COPIÆ Testamentorum Regum Siciliæ, & Comitum Provinciæ *fol. 78.* ,, . Ce n'est donc pas l'original, qu' on en conserve a Aix, mais une COPIE faite dans ces Régistres, sans que nous sachions en quel tems ou siécle ces Régistres ont été écrits, ni de quelle authenticité ils peuvent être. Dans une question si importante ne seroit-il pas necessaire de produire l'original de ce testament! Le même testament se trouve dans le *Corps Diplomatique* de Dumont *Tom. I. Par.2. pag.207.*, & dans le *Codex Italiæ Diplom. de Lunig Tom. II. col. 1101.*

de Robert ; qu' en conféquence , a la place de ce Confeil de Régence aboli , le Pape députa le Cardinal Aimeric du Titre de St. Martin aux Monts en qualité de Légat pour régir , & adminiftrer les etats de la Reine (*a*) , & que quelques mois après le

(*a*) Dans la prémiere Vie de Clement VI. ( Baluz. *loc. cit. col.* 245.) *quia pro tunc regimen & administratio Regni Siciliæ ad Ecclesiam pertinebat. , donec Joanna ad ætatem perfectam pervenisset pro regimine & administratione huiusmodi dictus Papa misit Legatum suum de latere ad Regnum prædictum D. Aymericum de Castro Lucii Tituli s. Martini in Montibus presbyterum Cardinalem.* Voy. le même Baluze *col.* 842. & Raynaldi *Annal. eccles. ad an.* 1344. *num.* 16. *& seqq.* Le Pape s'en expliqua ainfi avec le Roy André : *Aymerico Ap. Sed. Legato, cui administrationem dicti Regni , pro tempore , quo ad nos & ecclesiam memoratam eadem spectat administratio , commisimus , parebis efficaciter & intendes .* La même Reine dans fes lettres réverfales accepta & inféra la Bulle de la deputation , & des facultés de cette légation , dans laquelle le Pape s'exprime en ces termes : *Nos , qui ipsius Johannæ Reginæ superiores immediati existimus , & totius Regni & terrarum prædictorum directum & altum dominium obtinemus , & ad quos cura , dominatio , administratio , & bailia Regni & terrarum prædictorum regendi per nos vel alium seu alios idoneos per Sedem Ap. deputandum seu etiam deputandos plene , & in solidum , de jure , ac diversorum prædecessorum Rom. Pontificum observantia pacifica istis temporibus pertinebant &c. decrevimus & ordinavimus gubernationem administrationem & bailiam dictorum Regni & terrarum gubernari & regi debere , ac exercendas esse nostro nomine his temporibus*

le Pape révoqua à la priere de Jeanne cette députation du Cardinal Légat, & luy laissa la libre, & absolue administration de touts ses etats (*a*), la relevant a cet effet du serment, par lequèl elle s'étoit engagée a ne jamais contrevenir aux dispositions de son Grand Pére : Cela est prouvé par une lettre de Clement VI. au Cardinal Aimeric datée du 18. Novembre 1344. (*b*)

De ces faits ainsi établis il résulte evidemment, que la disposition du Roi Robert une fois cassée, & Jeanne ayant la libre administration de ses etats sans etre liée par le Conseil de Régence, que

*ribus & gerendas, easque tibi plene confidimus &c. certis administratoribus per Robertum Regem Johannæ & Regno de facto datis, cum de jure, præsertim pro tempore, quo ad nos eadem administratio pertinet, minime potuisset, ne se de gubernatione & administratione hujusmodi pro dicto tempore quomodolibet intromitterent, sub diversis pœnis in Processibus per nos factis super hoc contentis plenius & expressis, districtius nihilominus probibentes &c.*

Dans une autre lettre du 18. novembre de la même année 1344., ce Pape écrivant au Card. Aimeric, après lui avoir confirmé l'administration du Royaume, ajoûte : *non obstante ordinatione avi sui* (Roberti Regis), *qua quod hoc ipsam* (Johannam) *arctari nolumus, & juramento super hoc præstito, super quo etiam secum, si oporteat, dispensamus*. Raynald. *loc. cit. num.*31.

(*a*) Voyez Raynald. *ad an.* 1345. *num.*23.

(*b*) Voyez la *pénultiéme Note*.

que ſon Grand Pére luy avoit donné, put d'autant mieux vendre Avignon d'elle même, que le Roi Robert dans ſon teſtament (*a*) avoit permis aſſez clairement l'aliénation des biens appartenants à ſes etats. Cette permiſſion eſt néceſſairemant compriſe dans l'interdiction même, que le Roi Robert luy en fit, puis que cette interdiction n'eſt rien moins qu'abſolüe; Robert, n'ayant défendu a Jeanne de faire des alienations, qu'avant l'âge de 25. ans ſans l'aveu de ſon Conſeil de Régence, le luy avoit conſéquemment permis avant ce tems là de l'aveu de ce Conſeil, & après ce tems là, ſans l'aveu de perſonne. Ce Conſeil de Régence avoit été caſsé du tems de la vente d'Avignon, & il eſt certain, que la minorité des Rois ne dure, qu'autant, que leur tuteurs ont la Régence de leurs etats (*b*). La Reine Sanchette, qui étoit le chef de ce Conſeil de Régence, étoit deja morte depuis l'anneé 1345. (*c*); ainſi que quelques autres perſonnes qui le compoſoient ſoup çon-

(*a*) *Pieces juſtificatives des Recherches &c. num. IX. pag.*90.

(*b*) Puffendorf. *du droit de la Nat. & des Gens liv.*8. *chap.*10. §.3.

(*c*) Summonte *Iſt. di Napoli lib. IV. Tom. III.*

çonnées d'être complices de l'assassinat du Roi Andreasse (*a*). Giannone nous assûre, que ce Conseil n'eut jamais lieu (*b*), & Pierre Saxius (*c*) raporte plusieurs actes de la Reine Jeanne, même avant la mort d'Andreasse, *quæ solius Johannæ nomine inscribuntur*, ou ces Gouverneurs & Régens ne sont pas nommés. Est il raisonnable de douter, que dans ces circonstances Jeanne n'ait bien, & légitimement vendu la ville d'Avignon? Sur tout ayant fait cette vente avec toutes les précautions, & toutes les formalités raportées ci dessus.

Le Roi Robert avoit encore permis expressément à ses exécuteurs testamentaires d'aliéner les droits du Royaume de Naples, & des Comtés de Provence, & de Forcalquier, s'ils l'estimoient utile, & expédient, sauf l'indivisibilité de ses etats de Provence & de Forcalquier d'avec son Royaume de Naples, qu'il avoit uniquement en vûe

(*a*) Fantoni *Istor. d'Avignone Tom. I. pag. 213. &* 215.

(*b*) *Istoria Civile del Regno di Napoli Tom. III. lib. 23. pag. 220. ediz. dell' Haya.*

(*c*) *Pontificii Arelaten. cap. 95.*

vûe (*a*) ; cette diſpoſition eſt conforme a toutes les loix, qui n'ont pour objet, que l'utilité des mineurs. Certainement, ce qui étoit permis aux exécuteurs teſtamentaires de Robert, l'étoit a plus forte raiſon a Jeanne, & par ſa qualité d'héritiere, & par l'utilité des aliénations, qu'elle ſeroit dans le cas de faire. Or quelle aliénation fut jamais plus utile au vendeur, que celle d'Avignon ? Jeanne, quand elle la fit, étoit entierement dépourvûe d'argent ; elle en avoit le plus preſſant beſoin ; elle en retira 80000. Florins d'or, ſomme tres conſidérable dans ce tems la, qu'elle employa a la conquête du Royaume, dont elle venoit d'être dépouillée (*b*) : la neceſſité, ou elle étoit, & le ſuccéz de ſon entrepriſe juſtifient pleinement l'aveu ingénu, qu'elle fit dans le contrat, que cette ſomme avoit été employée a ſon evidente utilité, & a l'urgente neceſſité de ſes affaires (*c*). L'auteur des Recherches convient luy même de cette détréſſe, & néceſſité de Je-

C anne

(*a*) *Pieces juſtificatives des Recherches num. IX.*

(*b*) Voyez çi deſsús la *Not. a pag.3.*

(*c*) Voyez nos *Preuves num. I.*, & les *Pieces juſtificatives des Recherc. pag.*103. *num. XI.*

anne, qui ſont d'ailleurs atteſtées par tous les hiſtoriens (*a*).

L'authenticité de cette vente en egale l'utilité. Jeanne y fut aſſiſtée par Louis de Tarente ſon ſecond mary, & par deux de ſes Conſeillers, dont l'un étoit juriſconſulte; & elle y fut autoriſée par le Pape ſon ſeigneur ſuzerain pour le Royaume de Naples, & par l'Empereur Charles IV. ſon autre ſeigneur ſuzerain pour Avignon, qui non ſeulement y prêta d'abord ſon conſentement (*b*), mais encore au mois de novembre ſuivant donna & céda au Pape tous les droits de ſuzeraineté, de haut domaine, & de juriſdiction, qu'il avoit ſans difficulté ſur Avignon, par une Bulle datée de Gorlitz, dont on conſerve encore aujourdhui l'original dans les archives du St. Siége, & dont tous les hiſtoriens de Provence ſont mention (*c*). L'auteur des Recherches l'attaque mal a propos par le

défaut

(*a*) Voy. *la Not. a pag.*3.

(*b*) Voy. *la Not. a pag.*4.

(*c*) Nous avons jugé a propos de raporter cette Bulle dans nos *Preuves num. III.* puiſque l'auteur des Recherches qui d'ailleurs n'a pas oſé la contredire n'a pas voulu nous la donner dans les siennes, comme il auroit été neceſſaire pour l'integrité de l'hiſtoire. Voyez ce que nous avons remarqué ci deſſus *Not. a pag.*5.

défaut du consentement de l'Empire, non requis dans ce tems la dans ces sortes de concessions (a). On doit le présumer d'ailleurs par le silence, que l'Empire, qui seul auroit droit d'alléguer cette exception, a gardé pendant l'espace de 400. ans; Et c'est bien mal adroitement, que l'auteur oppose

C 2 d'un

(a) Ce seroit introduire un nouveau principe dans le droit public de l'Empire de prétendre, que toutes concessions & aliénations des Empereurs, faites sans le consentement des Princes, jusqu' au XV. siécle, sont nulles. Si ce principe avoit lieu, que deviendroit la plus part des priviléges des fiefs & des domaines, dont jouissent paisiblement & legitimement les Princes des maisons les plus illustres? Le célèbre & tres sçavant P. Geoffroy de Bessel dans son *Chronicon Gotwicense tom. I. pag.* 236. après une mûre discussion des droits Imperiaux, conclut: *OMNIUM REGALIUM JURA dependentia fuisse A SOLO ARBITRIO ET VOLUNTATE CÆSARIS. Hinc justam formamus conclusionem, ERRONEAM OMNIUM EORUM ESSE OPINIONEM, qui chimericum quendam Imperii statum fabricant, quo Regalia omnia, ex coeca Principibus quandoque viris placendi libidine, augustæ Cæsaris ac supremi domini sui majestati in dubium vocare non reformidant*. En éffet il n' y a point de loi de l'Empire, avant la Capitulation de Charles V. de l'an 1519. restrictive de ce droit des Empereurs: *jus alienandi atque oppignorandi bona Imperii sibi primis temporibus sumpserunt Impp., partim ex devotione erga Ecclesias, partim urgente necessitate . . . Nulla lege expressa hanc Imperatoribus potestatem fuisse restrictam patet ex diplomate Frider.*

d'un tel défaut. Il ne s'est pas aperçu, qu'en voulant faire revivre par là des droits imaginaires du Corps Germanique sur la ville d'Avignon, il l'invite a faire valoir les droits réels, qu'il a sur les Comtés de Provence, & de Forcalquier, qui ont toujours été dans sa mouvance (*a*), & que (a une tolé-

*der. II. &c. Strauchius quidem contendit, ante Caroli V. tempora res Imperii alienare, oppignorare, vel in feudum concedere, in arbitrio fuisse Imperatorum, cum nullam habeamus legem prohibitivam* (Struvius *Corp. Jur. pub. Imp. Rom. Germ. capit. XIII.* §. 43.); & Pfeffinger *in Vitriarium Tom. III. pag.* 616. le prouve *multis omnino, vel solius liberalitatis, qua ecclesias olim sibi constrinxerant, exemplo in contrarium monumentis extantibus*.

(*a*) Les droits de l'Empire sur le Royaume d'Arles sont attestés par tous les historiens, & ont été reconnus même par les Comtes de Provence de la race d'Anjou. Rodolfe I. Roi des Romains dans un diplome daté de Viene 5. *cal. april.* 1280. par l'entremise du Pape, donna à Charles d'Anjou & à ses fils, héritiérs, & successeurs les Comtés de Provence & de Forcalquier *in feudum, sub consuetis censu & servitiis præstandis*; confirmant toutes les donations anterieures, qui avojent été faites à ses prédécesseurs: *omnia, quæ infra Comitatus ipsos consistentia Romanorum Imperatores per eorum privilegia quondam D. Raymundo Berengario Comiti, ipsiusque prædecessoribus donaverunt* (*Reg. Vatic. Martini IV. an.* 1. *ep.* 11.); & par un privilége spécial il leur accorda de n'être point obligés de comparoître personellement a la Cour Imperiale, lors qu'ils y feroient assignés, ou qu'ils devroient y pré-

tolérance près qui ne sauroit nuire au seigneur suzerain, par les principes du droit féodal reçu en Fran-

y prêtér homage de fidelité, & qu' ils pûssent satisfaire à ces obligations par procureur (*loc. cit.*). Enfin le même Rodolfe enjoignit à Marguerite Reine de France de ne point se mêlér de ce qui regardoit les etats de Provence & de Forcalquier: *sed ius, si quod in prædictis Comitatibus habere vos creditis, prosequamini si volueritis in Curia nostra* (*loc. cit.*, *& apud* Cennium *Monum. dominat. Pontif. tom. II. pag.*464.)

La Reine Jeanne I. fit homage à Charle IV. en 1355. pour les Comtés de Provence, Forcalquier, & Piémont, l'acte est raporté par Lunig *Cod. Ital. dipl. tom. II. col.* 1117., *&* 1119. Le même Empereúr députa en 1366. le Camerlingue apostolique comme Juge Imperial d'appel dans tous le procéz dévolus à sa Cour dans le Royaume d'Arles (Petri Saxii *Pontific. Arelaten. cap.* 98.); en 1349. il conféra le Vicariat du même Royaume à Aimar de Poitiers (Christ. Godefr. Hoffmanni *Nova script. collect. tom. I. pag.*317.), & après à Charles V. Roi de France (Saxius *loc. cit.*). Le même Vicariat fut donné par l'Emp. Rupert en 1401. à Louis Comte Palatin du Rhin (Leibnitz *Cod. Jur. Gent. diplom. tom. I. pag.*317.)

La même Reine reconnut pendant toute sa vie l'Empire, comme son suzerain pour ces Comtés, & ayant adopté Louis d'Anjou, elle crût de ne pouvoir pas lui assûrer la légitime succession de ses etats, sans l'autorité de Clément VII. antipape, au quel elle obeïssoit. Lunig *loc. cit. pag.*1145. nous raporte la Bulle, par la quelle Clément confirme cette adoption, *quoad Regnum & terram* (*Siciliæ*), *auctoritate Apostolica*; *& quoad comitatus Provinciæ, Forcalquerii, & Pedimontis, tam ex superioritate quam ad ipsum Imperium habere dignoscimur, quam ex potesta-* te,

France ) ni aucun Empereur, ni l'Empire n'ont jamais cédé à leur possesseurs (*a*).

Aioûtons a tout cela, que Jeanne, & son mary ratifiérent le 21. juin 1348. la vente d'Avignon par un acte pasé devant les mêmes notaires, qui l'avoient reçue. Une telle ratification en assûre

*te, qua, eodem vacante Imperio, Imperatori succedimus*. C'est pour cela, que Gilles Bellamera célèbre Jurisconsulte s'exprimoit ainsi vers le commencement du XV. siécle : *Ludovicus Rex Jerusalem & Siciliæ, ratione Comitatus Provinciæ, est Vassallus Imperatoris, & ei subjectus : & hoc satis notorium, de quo scripsi in Clement. Pastoralis, de re judic. Comitatus Provinciæ est in Imperio, & ab Imperatore tenetur in feudum. A Comite ad Imperatorem appellari potest* ( *Consil. XV. num.7., & 8.*) ; & Thierry de Niem *in Nemore unionis tract. IV. cap.2., & tract. VI. cap.33. Ladislaus Rex Siciliæ tenet ab Ecclesia Regnum Siciliæ, ab Imperio Provinciam, quæ est de regno Arelatensi, quod est juris, & proprietatis Romani Imperii prædicti ; & tenet etiam ab ipso Imperio comitatum Forcalquerii, & terram Pedemontium, de quibus se intitulat.*

(*a*) Nous renvoyons sur cet article nos lecteurs a Schurtzfleisch *Oper. histor. pag.917. Quod Karol.IV. non dissipaverit Regnum Arelaten.* à Rousset *Interets des Princes tom. 1. supplem.*, a Ludewig dans son *Arausio vindicata tom.1. Opuscul. pag.285.*, a Conring *de finibus Imperii lib.2. cap.24.*, a Pfeffinger *in Vitriar. tom. I. pag.250.*, a Hontheim *Hist. dipl. Trevir. tom. I. pag. 633.*, a Limnœus *Jur. Publ. tom. I. lib.1. cap.9. num.9.*, a Fantoni *tom. II. lib.1. cap.6. n.6. 11. 13. 18. 22.*, a Pierre Saxius *Pontificii Arelaten. cap.78. usque ad 92.*

fûre encore plus la validité contre le moyen proposé, que le filence conſtant de cette Reine, la quelle devenüe majeüre auroit dû réclamer dans le terme de cinq ans pour pouvoir en revenir, ſuivant les principes du droit Romain (a), rend non recevable, & le laps de plus de quatre ſiecles ridicule.

L'auteur des Recherches eſt gêné par ce ſilence, que la Reine Jeanne garda réligieuſement juſques a ſa mort arrivée l'an 1382., tems, comme on voit, fort eloigné de la vente d'Avignon; & pour en éluder la force, il a recours a un acte antérieur a cette vente, ou Jeanne s'engagea avec les etats de Provence de ne faire aucune aliénation, ainſi qu'a pluſieurs autres actes poſtérieurs, par leſquels Jeanne révoqua les aliénations, qu'elle avoit fait au Royaume de Naples, & aux Comtés de Provence, & de Forcalquier. Mais je répons premiérement, que ces actes, ne parlant, que des aliénations du Royaume de Naples, & de ces deux Comtés, ne ſauroient affecter celle d'Avignon, qui dans le tems, qu'il fut vendu, étoit

(a) *Leg. fin. Cod. ſi major fact. alienat. rat. hab.*

étoit un etat tout a fait diſtinct, & ſéparé des Comtés de Provence, & de Forcalquier. Cela eſt ſi vrai, que la Reine Jeanne, & le Roi Robert luy même prenoient, outre leurs autres titres, celuy de ſouverains d'Avignon, comme l'on peut voir dans pluſieurs actes raportés par Bouche, & par la vente d'Avignon même, ou Jeanne ajoûte à ſes autres titres celuy de ſouveraine de cette ville (*a*). Si l'auteur des Recherches avoit bien fouillé dans les titres, qui régardent Avignon, il auroit trouvé, que cette ville étoit indépendante, & avoit pris la forme de République ſous le nom de Viguérie, ou Conſulat, non a l'occaſion de la guerre des Albigeois, comme il le prétend, mais dèz l'année 1136. (*b*) en cónſéquence des donations, & ceſſions du haut domaine, de cette Ville, & de toute eſpéce de juriſdiction, qui luy furent faites par Guillaume III., & Guillaume V. Comtes de Forcalquier ſes légitimes ſouverains. La ſeconde de ces donations ra-

(*a*) Voyez nos *Preuves num. I.*, & les *Pieces juſtif. des Rec. n.XI. p.*100. Voyez ſur cet article Fantoni *to.II. lib.*1. *c.*5. *n.* 65. *p.* 113. 114.

(*b*) Fantoni *Iſtor. d'Avignone lib.* 1. *cap.* 5. *num.* 1. *Tom. II. pag.*60.

raporte la premiere, & elle eſt dans les Archives d'Aix au ſixieme caiſſon (*a*).

Il n'eſt donç pas douteux, que cette ville ne devînt par là un etat libre, indépendant, & ſéparé des Comtés de Provence & de Forcalquier, & qu' elle ne ſe maintînt ſur ce pied là juſques à la convention de 1251., par laquelle elle ſe donna à Alfonſe Comte de Poitiers, & à Charles I. Comte de Provence, ſans pourtant altérer cette ſéparation, qu' un laps de tems auſſi conſidérable, que celuy de 1136. juſques a 1251., les conditions de la convention faite cette année (*b*), & le titre de ſouverains d'Avignon, qui ſans cela eût été ajoûté depuis inutilement aux autres titres de Comtes de Provence & de Forcalquier, mettent dans la plus grande evidence (*c*).

D'ou il s'enſuit, que la vente d'Avignon ne ſauroit être compriſe dans les actes révocatoires des aliénations faites par la Reine Jeanne aux Comtés



(*a*) Fantoni *Iſtor. d'Avignone lib.1. cap.4. Tom. II. num.17. pag.53. Voyez les Preuves num. VII.*

(*b*) *Pieces juſtificatives des Recherches pag.56. num.3.*

(*c*) Fantoni *Iſtor. d'Avignone lib. 1. cap.5. num.65. Tom. II. pag.213. & 214.*

de Provence & de Forcalquier, dont cette ville ne faisoit point partie, non plus que dans l'edit, ou cette Princesse s'engage a ne jamais aliéner les domaines de ces deux Provinces (*a*). Le partage, ou transaction passée l'an 1125. (*b*) entre les Comtes de Toulouse, & de Barcelone n'est nullement contraire a cette indépendance de l'etat d'Avignon, parceque la substitution réciproque, qu'il contient, n'est point du tout d'une ligne à l'autre des deux familles des parties contractantes, ainsi que le suppose l'auteur des Recherches; mais purement personnelle, étant faite sous la condition, si l'une, ou l'autre, venoit a mourir sans enfants, qui n'eut point lieu.

Je répons en second lieu, qu'il est clair par la simple lecture de ces édits révocatoires, que la Reine Jeanne n'a voulu y comprendre ni de près ni de loin la vente d'Avignon; puisqu'elle n'y parle, que des aliénations inconsidérées, & préjudiciables, qui luy avoient été extorquées a force de ruses, d'artifices, & de prépotence. Celle d'Avi-

(*a*) *Pieces justificatives des Recherches n.X.pag.92.*

(*b*) *Ibid. num.1. pag.48. & 49.*

d'Avignon, dont nous avons démontré l'avantage, & la nécessité pour cette Reine, n'est surement pas de ce genre la. On y lit tous ses titres, hors celuy de souveraine d'Avignon, qu'elle ne manquoit pas d'ajoûter avant la vente de cette ville: preuve manifeste qu'elle ne vouloit pas l'y comprendre. Dans l'édit de 1365. dont l'original est aux archives d'Aix, & l'extrait en forme a celles d'Avignon (a), cette Reine excepte les aliénations, qu'elle avoit fait en faveur du monastere de St. Victor de Marseille *par respect pour le Pape*: la clause qui contient cette exception a été omise dans l'extrait peu fidéle, que l'auteur des Recherches raporte d'après l'historien de Provence (b) qui manque d'exactitude a cet égard. Une telle exception fondée sur la vénération, que Jeanne protestoit d'avoir pour le Pére commun des fidéles, ne prouve t'elle pas evidemment, qu'elle étoit bien éloignée de comprendre la vente d'Avignon dans les édits révocatoires de ses aliénations? Quant a la prétendue Bulle, qu'on dit avoir été

D 2 faite

(a) Fantoni *Istor. d'Avignone lib.2. c.5. Tom.I. p.229.*

(b) Bouche *Histoire de Provence Tom. II. pag.382.*

faite par Clement VI. contre ces mêmes aliénations l'année 1349., elle n'existe nulle part, & supposé qu'elle fut vraye, ce seroit tomber, je ne dis pas dans l'erreur, mais dans le vrai délire avec Cesar Nostradamus (a), visionaire sur ce fait comme dans plusieurs autres endroits de son histoire, que de prétendre que le Pape ait sottement voulu y comprendre Avignon, & se condamner luy même sur la nullité d'une vente, qui luy avoit été faite un année auparavant. Nous avons une véritable Bulle de ce Pape du 30. janv. 1345. addressée au Card. Aimeric (b); mais la révocation des aliénations de Jeanne y est litteralement restrainte à celles, qu'elle avoit fait au préjudice de son Royaume de Naples, & par conséquent au préjudice du St. Siége, qui en avoit la suzeraineté.

Ce

(a) Nostradamus *Histoire de Provence lib.4. pag.396.*

(b) Voiçi les termes de cette Bulle: *Sane, cum sicut intelleximus, præfata Regina, postquam Tu gubernationem administrationem & bailiam Regni, nostro & ecclesiæ Rom. nomine suscepisti, & antea etiam post obitum dicti Regis* (Roberti), *de nonnullis bonis juribus bonoribus redditibus & proventibus, ad usum & proprietatem Regalis mensæ spectantibus seu spectare debentibus, concessiones donationes infeudationes seu alienationes diversas fecerit, in ejusdem regni & status regii læsionem enormem &c. Nos &c.*

qui

Ce moyen de la minorité de Jeanne détruit, il ne sera pas difficile de dissiper les noires couleurs, que l'auteur des Recherches tâche de répandre par tout sur la vente d'Avignon, en abusant des faits, qui la précédérent, & qui la suivirent, par le récit le plus captieux, & le plus infidéle. Pour affoiblir cette vente, il s'éfforce de diffamer & de décrier celle qui la fit; il n'oublie rien pour faire accroire, que Jeanne étoit réellement coupable de l'attentat énorme, qui fit périr son prémier mary; il assûre même d'un ton décisif, que le jugement de la postérité n'a pas été favorable a cette princesse. Je le renvoye sur ce point a un historien célèbre, qui ne peut surement pas être soupçonné de partialité pour le St. Siége (*a*). Il y trouvera la justifica-

*qui ejusdem Reginæ superiores existimus, ac Regni & terrarum earundem dominium obtinemus &c. tam pro jure nostro & ejusdem Rom. Ecclesiæ conservando, quam pro ejusdem Reginæ ac Regni & terrarum ipsorum utilitate, indempnitateque incolarum Regni & terrarum ipsorum, qui nostri & Ecclesiæ præfatæ principaliter sunt homines & vassalli &c., discretioni tuæ committimus & mandamus, quatenus donationes concessiones dationes infeudationes seu alienationes prædictas &c. usque modo factas &c. casses revoces & annulles.*

(*a*) Giannone *Istor. civile del Regno di Napoli lib.* 23. *cap.* 5. *Tom. III. pag.* 253. *ediz.*

cation de Jeanne avec l'éloge le plus accompli de son caractére, de sa conduite, & même de ses moeurs. Son absolution qu' elle obtint l'an 1351. trois ans après la vente d'Avignon sur la procédure la plus rigoureuse (a), ne put pas être le prix de la vente

*edix. dell' Haya*. Grimaldi parle aussi avec beaucoup de louanges de la Reine Jeanne; *& quanto fosse stata ella savia e prudente, ben chiaro si scorge dalle ottime leggi che promulgò: Istoria delle Leggi e Magistrati del Regno di Napoli t. III. pag.* 337. & 356. Collenuccio (*Compendio dell' Istor. di Nap. lib.* 5.) assûre, qu'elle fut *molto predicata di prudenza e di valore da molti scrittori, & esaltata da Baldo e Angelo fratelli, illustri dottori nostri, in alcuni suoi Trattati e Consigli*. L'innocence de Jeanne est pleinement justifiée par le témoignage, qu' en rend Caraccioli (illustre écrivain du XV. siécle, *gravitate summa & non vulgari prudentia præditus*, comme l'appelle Muratori *Tom. XXII. Rer. Italic. pag.* 5.) dans la Vie qu' il ecrivit de notre Reine: *constat eam justitiæ coluisse virtutem &c.; unde insignis illius jurisperiti Bartholomæi dictum recensetur, se in throno regio integriorem illustremque Johanna ad suam usque ætatem vidisse neminem* (*loc. cit. pag.* 17.) *Qui ejus meminerunt, parêsque temporum fuere, eamque res moderantem viderant, summis laudibus extulere. Hoc nimirum constare volumus, subnixi auctoritate eorum, qui verum scire potuerunt, Reginam omni labe & dedecore caruisse, & a cunctis citra odium invidiamque judicantibus, culpæ omnis insontem habitam*. (*loc. cit. pag.* 16.) On peut ajoûter a tous ces témoignages celui du sçavant auteur des *Memoires de la Vie de François Petrarque tom. II. not. XVII.*

(a) Matthieu Villani *lib.* 2. *cap.* 24. Raynald. *ad an.* 1351. *num.* 32. Fantoni *Istor. d'Avignone To. I. lib.* 2. *cap.* 5. *n.* 27.

vente de cette ville, comme l'auteur des Recherches voudroit le faire entendre; mais elle fut celuy de l'innocence de cette Princesse, & si elle plaida elle même sa cause devant le Pape, & le sacré Collége, elle le fit avec tout autant de solidité, que de graces. Les Provençaux eurent tort de desapprouver la vente d'une ville, qui leur conservoit leur bonne & légitime souveraine; & qui n'étoit point un démembrement de leur Province, dont Avignon ne faisoit point partie.

Si les Avignonois, qui ont toujours fait consister leur bonheur a être fidéles sujets du St. Siége (a) dont ils ont reçu tant de bienfaits, ne luy prêterent hommage, que neuf ans après, on ne peut pas en conclurre avec l'auteur des Recherches un desaveu de leur part de la vente de leur ville. Un tel délay peut, & doit être attribué a toute autre cause, qu' a leur prétendu mé-

(a) *Rota Aven. apud Laurent. decis.* 150. *num.* 11. Il est à remarquer, que depuis le XIV. jusqu' au XVII. siécle, a chaque nouveau Pontife, qui succéda dans la chaire de St. Pierre, les Avignonois envoiérent leurs procureurs ou ambassadeurs, pour réiterer plus expressément leurs nouveaux hommages de fidélité, & d'obeïssance au St. Siége.

mécontentement a cet égard. Ils ne tardérent pas un instant après cette vente de se soumettre a leur nouveau souverain, & d'obéir a ses Magistrats (*a*); mais jaloux des priviléges qu'ils s'é-

(*a*) Quoique les Consuls d'Avignon n'eussent pas encore prêté le serment de fidélité au Pape Clement VI., ils ne laissérent pas de luy obéir. On a deja vû *pag.*3. *not. a* que *in signum adeptæ possessionis & translationis domini, de Domo communi Arma Reginæ in ea affixa amota fuerunt, & in ipsorum loco Arma ipsius Papæ apposita & affixa*. Clement VI. le prémier jour de novembre de l'année 1348. députa pour son Vicaire ou Viguier *in temporalibus* pour la police & l'administration de la justice à Avignon, Giraud Amici (Voy. nos *Preuves num.IV.*). En 1351. le 5. may le même Pape fit publier plusieurs ordonnances & réglemens sur le cours des monnoyes, & sur l'introduction, extraction, & manufacture des métaux, *per Ugonem de Rupe Romanæ Curiæ Marescallum, & Raymbaudum de Podio Vicarium civitatis Avinionen.* (*Ex Instr. in Arch. Secr. Vatic.*). En 1354. le 1. décembre Innocent VI. confirma pour une autre année Berenger Raimond Viguier d'Avignon, qu'il confirma encore en 1355. le 13. decembre pour la troisiéme année, *non obstante privilegio vel statuto aut consuetudine seu conventionibus nostris, quibus in civitate ipsa dicebatur, prout dicitur, observari, quod nullus qui in prædicta civitate pro uno anno hujusmodi Vicariatus officium gessisset, pro uno alio anno immediate sequenti possset hujusmodi officium gerere in eadem* (Voyez nos *Preuves n.V. & VI.*). Voila donc, deux Papes qui exercérent pleinement & sans contradiction leur souveraineté dans Avignon, avant même qu'on leur eût prêté solemnellement l'hommage de fidélité.

s'étoient reservés dans la convention de 1251. ils supplièrent le Pape de leur en accorder la confirmation, qu'ils n'obtinrent qu'au bout de neuf ans du successeur de Clément. Voilà le vrai motif du retard de l'homage qu'ils prêterent alors :

Le contrat de cette vente est donc exempt de tout défaut de formalité, & hors de tout soupçon, par les circonstances, qui y sont extrinséques. Il n'est pas moins valide, & légitime dans son essence. Il faut avoüer, que le moyen, que l'auteur des Recherches a tiré des substitutions de Charles II., & de Robert, pour l'attaquer, est tout nouveau: Cela seul devroit suffire pour en faire connoître la frivolité. Nul des auteurs qui ont parlé de cette vente, même de ceux, qui ont été les plus acharnés a la combattre, ne s'étoit encore avisé de l'avancer. L'auteur des Recherches veut être plus habile, & plus clairvoyant, que les *Dupuys*, & les *Conrings*, qui n'en ont pas dit un seul mot. Je vais luy prouver, que leur silence est bien plus docte, & bien plus judicieux, que son langage, qui n'a qu'une vaine apparence, & manque totalement de solidité.

Charles II., dit il, qui institua Robert Duc de Calabre son héritier dans son testament, avoit substitué par substitution directe & fideicommissaire ses etats de Naples, ainsi que ceux de Provence, a touts les descendants mâles, & femelles de ses autres enfants, & par conséquent a ceux de Jean de Duras son dernier fils. La Reine Jeanne ne pouvoit donc pas vendre Avignon au préjudice de Charles de Duras, ni de Ladislas, & de Jeanne II. ses enfants, qui descendoient de Jean de Duras dernier fils de Charles II., & dont les Rois de France representent les droits (*a*).

Je réponds, que cette prétendue substitution expira, & fut anéantie par la mort de Robert héritier de Charles II. avec des enfants, parcequ' elle

(*a*) Il est essentiel de remarquer içi, que Charles petit fils de Jean de Duras reconnut bien solemnellement, qu' Avignon appartenoit au St. Siége, dans le serment de fidélité, qu' il prêta au Pape Urbain VI. en 1381. pour l'Investiture du Royaume de Naples, par lequel il s'obligea de défendre de tout son pouvoir les terres du St. Siége, & nommement *Civitatem Avenionensem*, & *Comitatum Venaysinum* (Lunig *Cod. Ital. Dipl. tom. II. col.* 1159. 1160. 1161. Raynaldi *Annal. Eccl. ad an.* 1381. *num.* 16.). Ladislas son fils prêta la même obligation dans son homage fait au Pape Boniface IX, (Raynald. *ad an.* 1390. *num.* 15.)

elle étoit faite sous la condition, que le même Robert vînt a deceder sans enfants. Il n' y a qu' a lire avec un peu plus d'attention, ou de discernement, que n' a fait l'auteur des Recherches, le testament de Charles II. (a), pour convenir de cette vérité! La chaîne des substitutions, qu' il contient, est attachée à cette condition: cela est si clair, qu' au cas, que Robert Duc de Calabre vint a laisser des enfants, qui est le cas contraire, le quel est arrivé, Charles II. se contenta de luy substituer ses enfants dans le Duché de Calabre, & ne fit aucune substitution de ses autres etats (b). En effet, Robert luy même, qui laissa des enfants, en disposa dans son testament d'une maniere toute contraire à la disposition de Charles II., ce qui n'est pas à présumer, qu' il eût fait, luy qui étoit si éclairé, si sage, & si juste (c), s' il n' eût été convaincu, qu' il pouvoit le faire, & que par le défaut de la condition, à la purification de laquelle les substitutions de Charles II. son

E 2 père

(a) *Pieces justificatives des Recherches n. VI. pag.66.*
(b) *Loc. cit. pag.69.*
(c) Giannone *Istor. civile del Regno di Napoli lib.2. cap.3. pag.177. tom. III.*

pére étoient attachées, ses etats étoient devenus libres en sa personne.

La substitution, que le bon Roi Robert fit dans son testament, où il institua Jeanne sa petite fille son héritiere, en faveur de Marie mére de Ladislas, ou de ses héritiers, ne porte pas plus d'atteinte a la vente d'Avignon. Nous avons deja vû, que Robert avoit donné a Jeanne la faculté d'aliéner les biens appartenants à ses etats, même avant l'âge de 25. ans, si elle y étoit autorisée par le Conseil de Régence qu'il luy avoit assigné, qu' après il luy en avoit donné la permission absolue, & qu' il l'avoit même accordée à ses exécuteurs testamentaires (a). La substitution de Marie, ou de ses héritiers ne pouvoit par conséquent être d'aucun obstacle à la vente d'Avignon, par le principe, qu' elle n' a lieu, que sur les biens, qui n' ont pas été aliénés, lorsque le testateur, qui l'a faite, en a permis l'aliénation à son héritier. Ce principe est dicté par le sens commun, & est incontestable en jurisprudence. Au reste cette substitution prouve la qualité héréditaire du fief de

(a) Voyez ci devant pag. 15.

de la Provence, & d'Avignon, qui eſt d'ailleurs préſumée de droit en France, & ſur tout dans cette Province ; d'ou il s' enſuit que, quoiqu' en diſe l'auteur des Recherches (*a*), ſuivant les régles inconteſtables du droit féodal, l'aliénation de cette ville, faite avec le conſentement de l'Empereur ſon ſuzerain, étoit permiſe à Jeanne en faveur de tout étranger au préjudice des agnats (*b*).

La vente d'Avignon eſt bien loin d'être une de ces aliénations défendües par les loix, comme étant faites ***in fraudem Fideicommiſſi***. Non ſeulement elle à été permiſe par Robert, ainſi que nous venons de voir, mais dans le cas, ou elle à été faite, elle auroit du ſe faire, quand même elle eût été défendüe. Jeanne ſon héritiere avoit perdu le Royaume de Naples, dont ſon Grand Pére avoit ſi ſoigneuſement ordonné l'indiviſibilité d'avec les Comtés de Provence & de Forcalquier. Cette ſéparation tant abhorrée par Robert étoit déja arrivée par l'invaſion de ce Royaume,

(*a*) *Recherches hiſtoriques &c. pag. 39.*

(*b*) Ludovicus Bellus *Conſil. 1. num. 92.*

me ; dont le Roi de Hongrie s'étoit emparé. Jeanne s'étoit refugiée à Avignon tremblante pour la perte de ce qu'elle avoit de plus precieux, sa vie, & son honneur. Elle vouloit, & devoit exécuter la volonté de son Grand Pére, pour la reunion de ses etats. Elle étoit sans ressource, & sans argent.

Il n'y avoit, que la vente de son petit etat d'Avignon, qui pût luy en procurer assez, pour se sauver elle même, & rentrer en possession de son Royaume de Naples. Il faut être bien insensible ou bien aveuglé pour la blâmer de l'avoir faite. Marie, qui mourut avant elle, & ses enfans, qui succédérent ensuite à la Couronne de Naples, & qui étoient ces mêmes héritiers substitués, dont l'auteur des Recherches veut faire revivre les droits, auroient bien mal entendu leurs intérêts de s'y opposer ; puisque cette vente leur conservoit un Royaume, qui sans elle eût, peut être, à jamais été perdu pour eux. Aussi nul d'eux n'en reclama-t-il, & ne s'en plaignit il jamais. Le défaut du consentement de Marie, que l'auteur des Recherches assûre, & oppose avec tant de

con-

confiance, est il vraisemblable dans de telles circonstances? Et s'il étoit vrai, qu'elle ne l'eût pas prêté, ce défaut pourroit-il après plus de quatre siècles fournir un juste moyen de résilier une vente, qui fut si utile, si précieuse & si nécéssaire aux personnes, dont on veut faire valoir les droits (a)?

Cette vente, loin d'être contraire à la disposition du Roy Robert, ne paroît avoir été faite, que pour la mieux exécuter. Elle est d'ailleurs très raisonnable à la considérer en elle même. Avignon étoit certainement bien plus à la bienséance des etats du Comte de Toulouse, que de ceux du Comte de Provence, dont il est séparé par la Durance, terme divisoire des etats de ces deux souverains fixé par le partage de 1125. (b). Les Papes étoient en possession du Comté Venaissin, autre etat totalement distinct du petit etat d'Avignon, quoiqu' il y soit attenant, & compris dans la portion échue au Comte de Toulouse, ils en étoient, dis je, en possession en vertu du fameux Traité de Pa-

(a) Grotius *de jure belli & pacis. lib. 2. cap. 14. §. 12., & ibi Coccejus.*

(b) *Pieces justificatives des Recherches n. I. pag. 44.*

Paris (*a*) fait l'an 1229., qui valut tout le Languedoc aux Rois de France, & qu'il leur est par conséquent plus aisé d'enfreindre, que de combattre. C'avoit été pour complaire à Philippe le Bel, que Clement V. avoit transféré le St. Siége à Avignon. Les Papes y avoient déja des droits incontestables par les donations d'une partie de cette ville, & de plusieurs terres, & isles adja-

(*a*) S. Louis Roi de France dans la ratification solemnelle, qu'il fit de cette célèbre Paix, entre lui, l'Eglise, & Raimond Comte de Toulouse, s'en explique ainsi: *totam aliam terram, quæ est citra Rhodanum in Regno Francorum, & omne jus si quod ipsi Raymundo competit, vel competere posset in ea, præcise & absolute quitavit nobis & hæredibus nostris in perpetuum. TERRAM autem, QVÆ EST IN IMPERIO ultra Rhodanum, & omne jus, si quod ipsi Raymundo competit, vel competere posset in ea, PRÆCISE ET ABSOLVTE quitavit dicto Legato NOMINE ECCLESIÆ IN PERPETVVM.* Cet acte fi important fut inferé dèz lors par ordre du Pape Gregoire IX. dans le Regiſtre original de ses lettres *tom. VI. pag.*81.; & il est raporté par De Catel *Hist. des Comtes de Tholose pag.* 332., par Duchesne *Rer. Francic. script. tom. V. pag.* 812., par Manriquez *Annal. Cisterciens. tom. IV. pag.*353., par Bouche *Hist. de Provence tom.II. pag.*223., par le P. Labbe *Collect. Concil. tom. XI. pag.* 415., par Fantoni *Istor. d'Avignone tom. I. pag.*135., par Sollerius *Acta SS. Aug. tom.V. pag.*504., & par D. Vaissete *Hist. de Languedoc to. III. pag.*329. *des Preuves*, qui en a tiré la copie du Trésor des Chartes du Roi.

adjacentes, que les Empereurs Louis le Débonnaire, Frideric I., Frideric II., & Charles IV. avoient fait à ses Evêques (a), droits que l'Evêque Zöen n'avoit pu céder du tems de la convention de 1251. surtout de la façon, dont il le fit, au préjudice de l'Eglise Rom. à laquelle ils étoient acquis.

Voyez à l'Errata pour une addition à cet endroit cy.

Peut on après cela attaquer le contrat de la vente d'Avignon par la lésion? Il ne suffit pas d'avancer un tel moyen; il faut le justifier par les preuves les plus palpables. L'auteur des Recherches les a t'il faites? est il dans son pouvoir de les faire? L'utilité & l'avantage de cette vente pour Jeanne & ses successeurs, que j'ai démontré évidemment, ne rendent ils pas cette preuve impossible par leur incompatibilité avec la lésion? car qui dit une vente lésive, dit nécessairement une vente nuisible & préjudiciable à celuy qui l'a faite, & le même contrat utile & lésif pour la même personne est une chimere & implique contradiction.

Le besoin que l'on a d'une chose est la juste & vraye mesure de sa valeur, laquelle augmente

 & di-

(a) Voyez nos *Preuves num. IV.*

& diminue à proportion de l'utilité & de l'avantage que l'on peut en retirer (*a*). Suivant ce principe, que les plus célèbres auteurs qui traitent du Droit public ont embrassé d'après Aristote (*b*), dans les circonstances ou Jeanne se trouvoit lors de la

(*a*) L'argent & la monnoye, considérés comme genre, valent plus ou moins selon le plus ou moins de besoin, que l'on en a Grotius *de jure belli, & pacis lib.2. cap.12. §.17. Prout res aliæ, quibus indigent homines, copiosæ sunt aut raræ, ita eadem pecunia ex eadem facta materia, eodem pondere, nunc plus, nunc minus valet*; auquel endroit de Cocceii a sagement remarqué *tom.II. pag.711. Accidere in auro & argento necesse est, ut copia vilescat, eoque in immensum rerum pretia excrescant &c. cum pro modo copiæ quæ advehitur, ejus decrescat pretium & valor &c. Tantundem igitur in bonis vel reditu nunc (nondum inventa utraque India) habuit qui auri libram, quam nunc qui decem vel viginti.* Après une longue & profonde discussion de ces matières l'auteur de *l'Essai sur les monnoyes & sur le rapport entre l'argent & les denrées Paris 1746. pag.5.* tire cette conséquence, que *depuis la découverte des Indes; il y a dix fois plus d'argent dans le monde qu'il n'y en avoit alors; il vaut aussi neuf dixièmes de moins, c'est a dire qu'il en faut donner dix fois plus, qu'on n'en donnoit il y a deux cents ans, pour acheter la meme quantité de marchandises.*

(*b*) Aristote *Ethicorum Nicomach. lib.V. cap. 8. edit. Du Vallii an. 1654. tom.III. pag.84. Unum quiddam esse oportet, quod cetera omnia metiatur. Hoc autem re quidem vera usus seu indigentia est, quæ omnia continet. Nam si nulla re egerent homines, aut si non similiter egerent, vel nulla vel non eadem esset permutatio.*

de la vente d'Avignon, les 80000. florins d'or, qu'elle en retira étoient réellement une somme inéstimable par la conquête de son Royaume de Naples, par la conservation de ses autres etats, & même de sa personne, auxquelles elle fut si heureusément employée. Il est donc non seulement absurde de vouloir rescinder cette vente par une prétendue lésion énorme dans le prix courant & ordinaire (*a*), mais il est encore inique, que les possesseurs de la Provence demandent par ce moyen le resiliment d'un contrat, sans lequel ils n'eussent peut être jamais joüi de cette province.

Un autre principe reçu par tout, ou il y a de l'équité & de la raison, nous enseigne, que pour prouver la lésion d'une vente il faut justifier precisément quelle étoit la valeur de la chose vendue du tems de la stipulation du contrat. Qui est ce qui pourra d'une part fixer la juste & véritable valeur de la ville d'Avignon le 9. juin de l'année 1348., & de l'autre, celle de 80000.

F 2 flo-

(*a*) Grotius *de jure belli & pacis lib.2. cap.12. §.14.*, & de Coccey *ibid. pag.750. tom. II.*

florins d'or, eu égard a la diverſité des tems? (*a*) Jeanne dans ce contrat ne put aliéner que la ſouveraineté ſubalterne d'Avignon, qu' on peut appeller

(*a*) L'auteur des Recherches évalue 80000. florins d'or a 672000. livres monnoye de France. Il ne ſe trompe pas moins en cela, que dans les autres points plus importants, ſur les quels nous avons déja remarqué ſon peu d'exactitude & même ſon incapacité. Le juſte poid du florin d'or de Florence étoit la 8. partie d'une once, & l'or dont on le battoit étoit de 24. carrats. Sur ce pied là il ne falloit pas moins, que 833. livres 4. onces du plus fin or, pour battre 80000. florins; lesquels, quand même on leur donneroit la valeur de l'or d'aujourdhuy, & non celle de 1348., iroient bien au delà des 672000. livres, auxquelles il a plû a l' auteur des Recherches de fixer le prix de la vente d'Avignon. Nous le renvoyons pour ſon inſtruction au livre intitulé *il Fiorino d'oro antico illuſtrato* du Commandeur Vettori imprimé à Florence l'an. 1738., a l'ouvrage du Comte Carli *delle Monete d' Italia tom. I. pag.* 313., a Ignace Orſini *delle Monete Fiorentine pag.*13., a l'auteur *della Decima Fiorentina to. I. pa.*114. & 116., & a la diſſertation 5. de Mr. Targioni Tozzetti qu' on trouve dans les *Memorie della Societa Colombaria tom. II. pag.*127. Nous obſerverons ſeulement en paſſant, que les Papes voulurent, qu' a leur Monnoye on ſuivit exactement le pied de la Monnoye de Florence, tant pour le poid, que pour la qualité du florin d'or, juſques a tout le XV. ſiécle; & qu' à cet effet Jean XXII. écrivoit à la Republique de Florence de lui envoïer *Marchum juſti & recti ponderis in Sicla veſtra, ubi aureos facitis cudi florenos, diligenter examinatum, probatum, & diſcuſſum ſubtiliter (Reg. Secret. Joh. XXII. anno VI. ep.* 733.)

peller domaine utile, puisque le haut domaine, qui ne doit par conséquent pas entrer dans le prix de la vente, en appartenoit à l'Empereur, dont le St. Siége l'acquit en même tems. Ce domaine utile d'une ville, dont le territoire n'est rien, avoit été restraint au point, qu'il n'étoit prèsque rien aussi par la convention de 1251. (a), qui fut confirmée dans l'hommage que les Avignonois firent de leur ville au successeur de Clement VI. & qui a toujours été observée. Un des articles de cette convention étoit, que les révenus de la ville fus-

(a) On peut voir les articles de cette Convention dans Fantoni *to.II. pag.*109. Nous en raportons les suivans : *Omnes cives Avenionis præsentes & futuri, conventione expressa & concessione dominorum Comitum prædictorum, liberi remaneant in perpetuum, & immunes a tallia, quista, & touta, & omni ademptio forsato, tam in mutuis dandis Dominis, vel eorum Locumtenentibus, quam in equis emendis, vel aliis quibuscumque exactionibus ; Ita quod novum pedagium, vel superindictum quodlibet, non licebit dictis dominis vel eorum Locumtenentibus facere in civitate prædicta vel territorio civitatis ipsius.*

*Item pascua & patua civitatis, & usus eorum, salva remanent Universitati Avenionis. Singulis etiam civibus salva remanent propria sua pedagia, & usatica, lesdae, & portus, dominia etiam, & jurisdictiones, quæ habent infra civitatem vel extra, in prædiis rusticis vel urbanis, & eorum allodia eis*

fussent administrés par ses Magistrats ; & de là vient, que les Papes n'en ont jamais rien retiré, & qu'Avignon leur a toujours été plus à charge qu'à lucre.

Avignon étoit il d'ailleurs du tems de sa vente ce qu'il est devenu depuis, par la continuation de la résidence des souverains Pontifes? cette résidence le fit, pour ainsi dire, changer de face, par le concours des personages les plus qualifiés & les plus illustres, par l'affluence des étrangers que le St. Siége y attira dans la suite, par la quantité de beaux édifices publics & privés, qui y furent construits depuis, & par une beaucoup nombreuse population : avantages qui le firent appeller *altera Roma*, & le rendirent une ville des plus considérables de l'Europe : Les restes & les

*eis remaneant libera, sicut hactenus extiterunt.*

*Item non licebit dictis dominis Comitibus, vel eorum Locumtenentibus, cives Avenionis compellere bladum suum, vel vinum, vel res alias certo pretio vendere, vel aliquod ei pretium limitare. Sed nec interdicere poterunt dictis civibus bladum suum, vel vinum, vel res alias de civitate extrahere, vel exportare vendendas, vel exportare volentibus vendere, nisi fint hostes manifesti dominorum Comitum vel alterius eorumdem: quibus dicti cives vendere poterunt prohiberi.*

les effets de cette grandeur, qui n' eut jamais existè, si Avignon n'eut pas été vendu à Clement VI., doivent ils entrer dans le juste prix de la vente, qui en fut faite à ce Pape?

La ville d'Antibes, Port de Mer considérable, & place frontiére de la France, fut vendue l'an 1608. à Henri IV. pour la somme de 250000. livres par la maison Grimaldi (a). Je demande à l'auteur des Recherches, si les successeurs de ceux qui en firent la vente seroient fondés à vouloir la résilier par la lésion dans le juste prix, sous prétexte, que cette ville par le bénéfice du tems vaut quatre fois plus aprésent, qu' elle ne valoit quand elle fut vendue? Ce moyen est bien moins proposable contre la vente d'Avignon. Le pacte ou donation de plus value, qu' on lit dans le contrat (b), la renonciation de Jeanne a la lésion, & la

(a) Voyez Du Puy dans son *Traité touchant les droits du Roi tres Chrestien &c.* Paris 1655. *pag.* 700. Bouche *Hist. de Provence tom. II. pag.*843. Longuerue *Description. de la France Part. I. pag.* 367.

(b) Voyez les *Pieces justificatives des Recherches num. XI. pag.*103. & 109. & nos *Preuves num. I. Quidquid dicta civitas Avinion. cum eius territorio, pertinentiis, & districtu ac juribus supradictis valet seu in futu-*

& la paisible possession du St. Siége pendant plus de quatre siécles, le rendent inepte, & non recevable.

C'est cette possession sacrée par son antiquité & par la qualité des possesseurs, qui inquiéte l'auteur des Recherches. Il ne l'appelle que du nom odieux de prescription, & il reproche aux partisans du St. Siége d'en faire l'apologie pour la défense de ses droits (*a*). Mais jamais possession ne fut plus juste, & plus légitime. Elle est appuyée sur un contrat du droit des Gens, dont nous avons dé-

*futurum plus valebit pretio antedicto, considerantes quod secundum Apostolum verba Domini Jesu memorantem, beatius est dare quam recipere, hoc ideo præfato Domino summo Pontifici, & dicto ejus Procuratori recipienti & stipulanti ut supra, & dictæ Ecclesiæ Romanæ, ex certa scientia, donatione pura simplici & irrevocabili facta cum insinuatione præsentium solemniter inter vivos, in totum illud plus, meliori modo & forma quibus possumus, damus, cedimus, concedimus, ac perpetuo penitusque quittamus ac donamus &c. Ceterum nos dicta Regina certificata prius legitime quid sonant renunciationes sequentes, & de effectibus earum, renunciamus deliberate, consulte & expresse omni exceptioni doli & fraudis, læsionis, & venditionis per nos non factæ &c. actioni, & exceptioni in factum & juri, per quod læsis & deceptis ultra dimidium justi pretii vel aliter quomolibet subvenitur, beneficio minoris ætatis, & restitutioni in integrum &c.*

(*a*) *Recherches pag.* 29.

démontré la validité, & la bonne foy ; sur l'acquiescement constant de ceux, qui auroient eu le plus de droit à le résilier, s'ils y eussent été fondés, ainsi, que de leurs successeurs ; & sur les reconnoissances les plus positives, & les plus précises, que les uns & les autres ont fait, dans toutes les occasions, des droits incontestables du St. Siége sur Avignon.

L'acquiescement constant de ceux, qui étoient les plus intéressés a en résilier la vente, résulte du silence des Princes de la maison de Duras, & de la maison d'Anjou. On ne trouvera surement pas dans l'histoire, qu' aucun d'eux en ait jamais reclamé. L'auteur des Recherches, qui n' a rien oublié pour faire cette découverte, en convient par les efforts inutiles, qu' il fait pour pallier leur silence (*a*). Celuy des Rois de France successeurs de la maison d'Anjou n' est pas moins certain. Ils l'ont tous gardé inviolablement jusques à Louis XIV. Il est ridicule de vouloir prouver le contraire par les édits de Charles VIII., & de François I., qui n' avoient pour objet, que la



(*a*) *Recherches pag. 21. 22., & 23.*

réintegration du domaine de la Provence (a), dont Avignon ne faisoit point partie avant la vente de la Reine Jeanne, comme nous avons vû; & encore moins après; d'autant plus, que l'édit de Charles VIII. excepte les aliénations de cette Province faites par les Comtes de Provence prédécesseurs du Roi Louis XI. (b) : & François I. dans son troisiéme édit excepte la possession centenaire (c). Or de ce temps là il y avoit deux cents ans, que le St. Siége possédoit paisiblement Avignon.

Il en est de même des autres actes avancés par l'auteur des Recherches pour exclurre cet acquie-

(a) *Pieces justificatives num. XXII. pag. 175., & num. XXVII. pag. 181.*

(b) Edit de Charles VIII. *Notre bon plaisir & intention a été & est de retirer, reprendre & réunir à notre domaine les terres & choses aliénées en nos pays & comtez de Provence & Forcalquier, PAR NOTRE DIT FEU SIEUR ET PERE TANT SEULEMENT, ET NON PAR LES FEUS ROIS, reines, comtes, & comtesses ses prédécesseurs & les notres. ( Pieces justificatives des Recherches num. XXI. gag. 157.)*

(c) Edit de François I. *Que nos juges n'ayent aucun égard a quelque possession, jouissance, & prescription que ce soit, & pour quelque laps de temps qu'elle aye durè, HORS QU'ELLE EXCEDAT CENT ANS. ( Pieces justif. des Recherches pag. 180. num. XXVI.)*

acquiefcement des Rois de France. Les lettres de naturalité accordées par Henri II. a un nâtif d'Avignon (*a*) contiennent, il eft vrai, la referve des pretendus droits de ce Monarque fur cette ville; mais cette referve porte fur l'opinion erronée, à la quelle quelques hiftoriens peu exacts avoient donné lieu, & qui étoit alors en vogue, que l'aliénation d'Avignon étoit moins une vente, qu'un acte de fimple engagement: erreur evidemment contraire à la lettre du contrat de 1348.. Cela eft prouvé, par les deux autres priviléges de naturalité de Charles IX. (*b*), ou il eft dit, que les Papes poffédoient Avignon ***par engagement*** des prédéceffeurs de ce Monarque, qui n'auroit fûrement pas fait une telle referve, non plus qu'Henri II., fi ces deux Rois euffent été inftruits, que l'aliénation d'Avignon en faveur du St. Siége étoit une vente belle, & bonne, & non un fimple contrat d'engagement! En effet leurs fucceffeurs plus eclairés n'ont jamais imaginé de la faire, dans de pareilles lettres

 de

(*a*) *Pieces juftificatives des Recherches n. XXVIII. pag.*186.

(*b*) *Pieces juftificatives des Recherches num.XXIX. pag.*190., *n.XXX. pag.*194.

de naturalité, comme nous verrons bientôt. On doit donc faire autant de cas de cette reserve, que de l'érreur, qui y a donné lieu. Il faut la regarder comme non faite, & comme ne formant aucun obſtacle à l'acquieſcement des Rois de France aux droits du St. Siége ſur Avignon.

Cet acquieſcement tacite de plus de quatre ſiécles à la vente d'Avignon ſuffiroit pour fermer la bouche à tout Souverain, qui voudroit faire valoir des droits réels ſur cette ville; puiſque, ſuivant les principes du droit naturel, & du droit des gens (*a*), un ſi long ſilence fait préſumer l'abbandonnement de tout droit, & aſſûre ſans contredit celuy du poſſeſſeur contre toute eſpéce de pretenſions: ſur tout dans le cas, dont il s'agit, ou la paiſible poſſeſſion d'Avignon, dans laquelle le St. Siége s'eſt maintenu pendant plus de quatre ſiécles, tient à un contrat d'aliénation de cette ville, fait par ſon légitime Souverain en faveur du St. Siége, & confirmé par l'Empereur, n' étant pas douteux, que cette aliénation n'empêche la tranſ-

(*a*) Grotius *de iure belli, & pacis lib.2. cap.4.* §.1. 3., & 4., & §. 11., Puffendorf *du Droit de la nature & des Gens liv. 4. chap.12.* §.8. 10, & 11, Barbeirac *ibid, not.* 11.

tranſmiſſion du droit abdiqué, à ſes ſucceſſeurs (*a*) ; & ou l'on ne ſauroit attribuer leur ſilence, & leur inaction, qu' à une reconnoiſſance formelle des droits du St. Siége ſur cette ville. Et quelle autre interprêtation pourroit on leur donner ? Les Rois de France n'étoient ils pas les maîtres de s'emparer d'Avignon quand ils vouloient, s'ils croyoient y avoir des droits ? Le St. Siége n' a jamais été en état de s'y opoſer, ni de défendre contr' eux une ville enclavée dans leur Royaume, qu' ils auroient pû prendre avec tout autant de facilité (*b*), qu' elle à été priſe par Louis XIV., & par ſon Auguſte ſucceſſeur. Ce n' eſt donc, ni une force ſupérieure, ni l'impuiſſance, ni la crainte, mais le juſte ſentiment de ne point envahir le bien d'autruy, qui les en à empêché.

Mais les droits du St. Siége ſur Avignon ont été bien autrement reconnus, que par cet acquieſcement tacite. Les ſucceſſeurs de Jeanne, qui luy vendit cette ville, ont paſſé condamnation ſur ces droits de la maniere la plus claire, & la plus poſitive

(*a*) Puffendorf *ibidem*, §.10. & *not*.8.

(*b*) Puffendorf *ibid*.§.8., & *ibi* Barbeirac *not*. 8.

tive toutes les fois, que l'occasion s'en est présentée (*a*). En voici quelques actes formels parmi une infinité, qu' on pourroit en alléguer.

L'année 1368., vingt ans après la vente d'Avignon, Charles V. Roi de France, frére de Louis d'Anjou adopté par la Reine Jeanne I., le quel fut Grand Pére de René adopté à son tour par la Reine Jeanne II., donna au Pape Urbain V. une certaine partie du pont d'Avignon encore existant sur le Rhône (*b*) entre Villeneuve appartenante au même Roi Charles, & Avignon appartenant au St. Siége. Ces sont les termes de ce Monarque, qui s'exprime ainsi; *Certam partem pontis inter villam suam de Avenione, ac villam nostram VILLENEVVE Gallicé nuncupatam*, avec toute éspèce de jurisdiction, haute, moyenne, basse justice, & superiorité, qu'il y avoit. Les droits du St. Siége sur Avignon ne sont ils pas assûrés par une reconnoissance aussi trenchante?

Et

(*a*) On n'a pas cru devoir répéter içi les reconnoissances de Charles de Duras, & de Ladislas son fils, dont il a été fait mention ci devant a la *Note* de la *pag.* 34.

(*b*) Bullaire d'Avignon *Edit. de Lyon Constit.* 13. *pag.* 57. Voyez nos *Preuves num. IX.*

Et les Rois de France ſes ſucceſſeurs n'ont-ils pas dû, & ne doivent t'ils pas la reſpecter ?

L'an 1464. ſous le Pontificat de Pie.II. du tems des guerres, que les prétenſions des Anjouins & des Arragonois excitoient en Italie, il fut queſtion de les accorder pour avoir la paix. On eut recours à Pie II., & on luy propoſa, entre autres conditions du Traité, qui n'eut pas lieu, l'échange de l'etat d'Avignon avec celuy du Comté d'Aquila au Royaume de Naples, qui eſt de plain pied avec l'Etat eccleſiaſtique, & tout à fait à ſa bienſéance. Ce Pontife jugea à propos de le refuſer par les raiſons, qu'on peut lire dans une belle lettre du célébre Cardinal de Pavie (*a*). Cette échange offerte à Pie II. n'eſt elle pas une reconnoiſſance préciſe, qu'Avignon appartenoit au St. Siége en toute propriété de la part des Princes des maiſons d'Anjou & d'Arragon, que les Rois de France repreſentent pour les Comtés de Provence & de Forcalquier ? Nous ne faiſons certainement point d'échange contre ce qui nous appartient.

Le

(*a*) *Card. Papienſ. ep.94. pag.*131. *Edit.Francofurt* 1614.

Le 26. septembre de l'année 1470., & le 15. juin de l'année 1472., Louis XII. supplia le Pape Paul II. de donner la Légation d'Avignon au Cardinal de Bourbon, & fit caution pour une bonne administration, & pour une entiére soumission de la part de ce Cardinal aux ordres & à la volonté de ce Pape (a), & de ses successeurs, déclarant, qu' il seroit amovible à leur gré; Et l'an 1501. dans l'acte d'investiture, que ce Roi reçut d'Alexandre VI. de la moitié du Royaume de Naples, il s'obligea precisément à ne rien usurper, ni acquérir des biens appartenants au St. Siége à Avignon, & au Comtat Venaissin a quelque titre que ce put être (b). Charles IX. se fit la même caution pour un'autre Cardinal de Bourbon, & mit de plus la ville d'Avignon, & le Comtat Ve-

(a) Voyez nos *Preuves num.X.*

(b) Voiçi la formule de son serment, raportée par Lunig *Cod. Italiæ diplom. tom. II. col.*1329. *Ego Ludovicus Dei gratia Rex &c. De civitate Beneventana &c. Ferrariensi, Avinionensi aut Comitatu Venaissini seu aliis terris quibuscumque vestris & demaniis, seu feudis ipsius Ecclesiæ, ubilibet constitutis, ex successione vel legato seu donatione aut venditione, vel alio quovis titulo seu contractu, nihil unquam nobis acquiremus vel vindicabimus &c.*

Venaiſſin ſous ſa protection, & Sauvegarde (a). Henri III. dans le tems des guerres civiles voulut garantir Avignon en faveur du St. Siége dans la tréve qu'il fit avec le Roi de Navarre, ainſi que l'atteſte M. de Thou (b), qui rapporte un édit fait en conſéquence par le même Roi de Navarre, dans lequel il ordonne a ſes ſujets de ne point moleſter ceux du St. Siége a Avignon, & dans le Comtat.

Le même Henri III. dans le temps, ou il étoit le plus mécontent de la Cour de Rome par l'Excommunication, dont Siſte V. le frappa après le meurtre du Duc & du Cardinal de Guiſe, ne voulut pas ſuivre l'inique conſeil, qu' on luy donnoit, de s'emparer d'Avignon, & du Comtat, comme l'aſſûre le même hiſtorien (c) en ces termes remarquables : *Præterea conſultum videri, ajebat, ut Rex Avenionem, & Venaſcinenſem Comitatum occupet, evulgato ſtatim, ſe jure ſuo id feciſſe, ut ditiones illas, quæ in Regni patrocinio ſemper fuerunt, Sanctitati ſuæ conſervaret, im-*

H *pedi-*

(a) Voyez nos *Preuves num.XI.*

(b) *Thuani Hiſtor. lib.95.*

(c) *Idem loc. cit.*

*pediretque , ne eæ in aliorum manus , qui majorem privati emolumenti , quam Sanctitatis suæ rationem habeant , per hos motus devenirent .* Sous le regne d'Henri IV. dans le Concordat fait en 1603. avec le St. Siége pour le sel a fournir aux habitants d'Avignon il est dit , qu'ils étoient les vrais *subjects de notre saint Pere le Pape* (*a*) . Ces faits parlent d'eux mêmes , & sont autant d'aveux, & de reconnoissances expresses faites par ces Rois, des droits de propriété,& de possession du St. Siége sur Avignon .

L'an 1534. François I. accorda des lettres de naturalité aux citoyens d'Avignon a la requête de cette ville , en considération des services signalés , qu'elle venoit de luy rendre pendant le séjour , qu'il y avoit fait , & qu'elle avoit de tout tems rendu au Royaume de France , ainsi que de son attachement a sa personne , & a celle de ses prédécesseurs . Ce privilége fut confirmé par presque tous les successeurs de ce brave , & savant Monarque . Il seroit trop long de raporter toutes ces lettres . Les citoyens d'Avignon y sont ap-

(*a*) Voyez nos *Preuves num.XII.* -

appellés *fuiets de sa Sainteté*, & ces Rois plus éclairés, que Henri II., & Charles IX., sur la nature du contrat de l'aliénation d'Avignon, n' y font aucune reserve de leurs prétendus droits sur cette ville. Il suffira de raporter celles, que Louis XIII. accorda en 1611. a l'exemple de ses prédécesseurs (*a*). Elles contiennent une reconnoissance non équivoque, que les Avignonois sont sujets de sa Sainteté, & que leur ville par conséquent luy appartient sans difficulté. Sous le regne de ce Monarque, a l'occasion des différents survenus entre les Avignonois & les Provençaux, au sujet des limites des deux etats, au moyén d'une ligne de séparation, qui fut tirée par les Commissaires a ce députés, les deux Cours, passérent un traitè entr' elles, dans lequel il fut convenu, que tout ce qui étoit en deça & au dela de cette ligne, appartiendroit *a la souveraineté du Pape*, & du Roi résspectivement. Peut on mieux reconnoitre les droits du St. Siége sur la ville d'Avignon, & son territoire (*b*)?

 Louis

(*a*) Voyez nos *Preuves num. XIII.*

(*b*) Fantoni *Istor. d'Avignone tom. I. pag.* 467. Bullar. *Rom.*

Louis XIV. mit le comble a cette bonne foy des Rois tres chrétiens, & a la justice, qu' ils avoient rendu successivement a ces droits du St. Siége, par les actions même, qui sembloient y être les plus contraires. Ce grand Roi, qui a d'ailleurs si bien mérité de l'Eglise, crut l'an 1662. devoir s'emparer d'Avignon, & du Comtat. Ses ordres furent éxécutés par un Arrêt du Parlement de Provence, qui fut dicté par le ressentiment, & par l'érreur de l'inaliénabilité du domaine de Provence, avant qu' elle appartînt a la Couronne, & qu' elle y fut incorporée. Erreur refutée par Louis XIV. luy même dans son édit de 1668. (*a*). Aléxandre VII., qui étoit alors sur la chaire de St. Pierre, appaisa & éclaira en même tems Louis XIV. Ce Monarque rendit Avignon & le Comtat a ce Pontife par l'article XIV. du Traité de Pise, qui ne tient a aucune condition (*b*), & par lequel le St. Siége fut reintegré dans tous ses droits sur Avignon. On ne sauroit douter de cette pleine, & ab-

*Rom. novissimæ edit. tom.V. par.V. pag.*112. & nos *Preuves num.XIV.*

(*a*) *Pieces justificatives des Recherches num.XXXIV. pag.*223.

(*b*) Voyez nos *Preuves num.XV.*

& abſolue réintegration, puiſque Louis XIV. fit rendre un autre Arrêt, qui caſſa & annulla l'Arrêt rendu pour la priſe d'Avignon, ainſi que tous les actes, qui avoient été faits en conſéquence (*a*). L'article du Traité de Piſe au ſujet de Caſtro & Ronciglione, n' a rien de commun avec la reſtitution d'Avignon. C'étoit à ceux, qui croyoient avoir des droits ſur cet etat, à remplir les conditions, qui leur furent preſcrites dans ce Traité, que la Cour de Rome n' a enfreint en aucune facon. La Cour de France l'a reconnu elle même pluſieurs fois ; de la maniere la plus authentique & particuliérement dans le Traité de Vienne de 1738. (*b*) par ſa garantie en faveur du St. Siége.

Ce

(*a*) Voyez nos *Preuves num. XVI.*

(*b*) En ſuite de la promeſſe, que l'Empereur Charles VI. avoit fait a la ſollicitation de S. M. très chrétienne dans les articles préliminaires de la Paix de Vienne de 1735. ſignés le 3. octobre de cette année, qu' il ne pourſuivroit jamais la diſincamération de Caſtro & Ronciglione; par un article ſecret, qui fut ſtipulé dans l'acte même du Traité definitif ſoûſcrit a Vienne le 18. novembre 1738., ces deux Monarques en vue du reſpect particulier qu' ils proteſterent d'avoir pour le St. Siége, s'obligérent de garantir a perpetuité le Duché de Caſtro, & le Comté de Ronciglione en ſa faveur, & d'empêcher qu' il ne fût jamais moleſté pour ces deux etats.

Ce même Monarque irrité dans les démélés, qu' il eut en suite avec le Pape Innocent XI., passa par dessus les engagements, qu' il avoit contracté dans le Traité de Pise, & s'empara pour la seconde fois d'Avignon & du Comtat, le 3. octobre de l'année 1688.. Mais sa justice, & sa piété ne luy permirent pas de les garder long tems. La restitution, qu' il en fit l'an 1689. à Alexandre VIII. successeur d'Innocent XI. d'abord après son election, prouve, que cette seconde affaire étoit encore plus personnelle, que la premiere, & que ce n'avoit été, que par humeur contre Innocent XI., qu'il avoit repris Avignon. La façon dont il fit cette restitution ne laisse aucun doute sur les droits du St. Siége. Le 3. novembre de la même année il rendit un Arrêt (a) dans son Conseil privé, qui cassa & aneantit celuy du Parlement de Provence, ainsi que tout ce qui avoit été fait en conséquence de la prise d'Avignon. Et cet arrêt fut exécuté par ce Parlement suivant sa forme & teneur le 17. du même mois.

L'Auteur des Recherches prétend, que des actes

(a) Voyez nos *Preuves num.XVII.*

actes aussi solemnels, & aussi trénchants, ne sont dans le fond, qu' une renonciation a l'exercice momentané de la faculté, que les Rois de France ont de retirer Avignon des mains du Pape, quand il leur plait (a), & qu' ils n'ajoûtent rien aux droits du St. Siége sur cette ville. La renonciation a l'exercice momentané de la faculté de retirer Avignon est une convention d'une éspéce si singuliere, qu' il ne faudroit pas moins, qu' une démonstration géométrique pour l'acréditer. Je défie l'auteur des Recherches d'en faire la moindre preuve, & de la trouver ailleurs, que dans son imagination Provençale. Le contraire résulte evidemment de la cassation des Arrêts du Parlement de Provence, & de tous les actes faits dans les entredeux des prises, & des restitutions d'Avignon. Il n' est pas possible de concilier cette cassation avec les prétendus droits des Rois de France sur cette ville. Si Louis XIV. les avoit estimé tels, que l'auteur des Recherches veut faire accroire qu' ils sont, il n'auroit certainement pas cassé, & declaré nuls & non avenùs des actes, qui eussent été

(a) *Recherches pag. 35.*

été valides, & légitimes, étant faits en conséquence de ces droits; & comment ce Monarque auroit t' il pu s'en persuader la realité, s' il avoit positivement reconnû la souveraineté du St. Siége, avant ces deux invasions, par un Arrêt rendu l'an 1655. dans la cause de jurisdiction territoriale du Sr. Maillane, & de son fils (a) ?

Nous convenons, que ces deux restitutions de Louis XIV. n' ajoûtent rien aux droits intrinséques du St. Siége sur Avignon; mais l'auteur des Recherches doit convenir aussi, qu' ils ajoûtent beaucoup a leur preuve, & qu' ils la mettent dans le plus grand jour. Il n'attaque point ceux qu' il a sur le Comté Venaissin, & qui sont appuyés sur d'autres titres encore plus clairs, s'il étoit possible. Le St. Siége a beaucoup moins à craindre de l'animosité de ces sortes d'écrivains, qu' il n' a à éspérer de la justice, & de la réligion du Roi très chrétien, qui imitera jusqu' au bout la conduite de son glorieux prédécesseur, en rendant au Vicaire de Jesus Christ une ville, & un etat, qui, ainsi que sa Majesté l'a déja reconnu elle

(a) Voyez nos *Preuves num. XVIII.*

elle même dans le Concordat de l'année 1734. (*a*) ſur le tabac & toiles peintes d'Avignon, luy appartiennent ſi légitimement, & conſacrés une fois au Patrimoine de S. Pierre comme au ſervice de ſon Egliſe, ſont garantis par les ſaints canons, & par les diſpoſitions, préſcriptions, & cenſures, qui de tout tems ont été en vigueur pour l'indemnité, & la conſervation des Biens Eccleſiaſtiques (*b*).





(*a*) Voyez nos *Preuves num. XIX.*

(*b*) Les Bulles des ſouverains pontifes Gregoire XI. Martin V. Nicolas V. Calixte III. Pie II. Paul II. Innocent VIII. , & même des antipapes Clément VII. & Benoit XIII. contre les invaſeurs, occupateurs, détenteurs, vendeurs, engageurs de la ville d'Avignon, & du Comtat Venaiſſin en tout ou en partie, ſe trouvent dans le Bullaire d'Avignon *edit. Lugdun. typis Joh. Amati Candy an.* 1657. *pag.* 128. 129. 130. & *depuis la page* 156. *iuſqu'a* 178. Elles ont été toutes publiées, & conſtamment obſervées. Nous y renvoyons le lecteur. Cependant nous en raportons deux dans nos *Preuves num. XX.* & *XXI.* aux quel les l'on pourra ajouter celle d'Alexandre VII. qui eſt dans le *Bullar. Roman. Tom. VI. par. V. pag.*330.

# PREUVES
## DE LA RÉPONSE
### Aux Recherches historiques concernant les Droits du Pape sur la Ville, & l'Etat d'Avignon.

---

NUM. I.

*Vente de la Ville d'Avignon faite par la Reine Jeanne I. au St. Siége Apostolique.*

1348. 9. juin.

IN NOMINE DONINI, AMEN.



NIVERSIS præsentes litteras seu præsens instrumentum publicum inspecturis; Joanna, Dei gratia, Hierusalem & Siciliæ Regina, Provinciæ & Forcalquerii comitissa, & *Domina civitatis Avinionensis*, salutem & præsentibus perpetuam dare fidem. Notum facimus, quod in præsentia notariorum publicorum ac testium infrascriptorum ad & propter infrascripta coram nobis accersitorum specialiter vocatorum, personaliter existentes, gratia, sponte, & non coacta, non seducta, nec ab aliquo in aliquo cir-

cumventa, sed ex mera libera & spontanea animi voluntate nostra super hoc ducta, & ex certa nostra scientia, *de & cum voluntate & consensu* illustr. viri domini Ludovici de Tharento comitis Provinciæ, legitimi viri & mariti nostri, ibidem ad hoc præsentis & *ad infrascripta licentiam & auctoritatem, si & quatenus in hac parte indigemus, nobis super omnibus, & singulis sequentibus præstantis*; vendimus cedimus concedimus ad perpetuum, & quittamus pro nobis & hæredibus ac successoribus nostris quibuscumque, sanctissimo & beatissimo patri & domino nostro domino Clementi divina providentia Papæ VI. sacrosanctæ Romanæ ac universalis ecclesiæ & successoribus suis, ac venerabili viro magistro Guillielmo de Malosicco clerico cameræ ipsius domini nostri Papæ ac procuratore in hac parte per eundem dominum nostrum Papam, tam pro se quam etiam nomine dictæ Romanæ Ecclesiæ, ad hæc legitime constituto, ibidem præsenti & recipienti, ac pro ipso domino nostro Papa ejus successoribus ac ecclesia memoratis, super singulis infrascriptis solemniter stipulanti; ac in ipsos dominum summum pontificem ejusque successores & ecclesiam prælibatam, titulo puræ perfectæ venditionis transferimus irrevocabiliter pleno jure, ad habendum tenendum & perpetuo ac pacifice possidendum per dictum dominum nostrum Papam & ejus successores ac Romanam ecclesiam supradictos, & aliàs ad faciendum eorum omnimodam voluntatem; videlicet civitatem nostram Avinionensem cum suburbiis & toto territorio ac con-

confinibus, quæ prætendunt inter territoria & confinia castrorum Pontis Sorgiæ, & de Vedena, Castrinovi, & de Cavismontibus ex parte una, & comitatum Venayssin. ex altera, & territoria Castri Novarum, Castri Raynardi & Castri de Berbentana ex alia; & territoria castrorum Rupe Mauræ, Podii alti, Ripe fortis de Sado, & de termino ac flumine Rhodani, quantum ad nos spectat, secundum confrontaciones & limites civitatis ejusdem ac territorii ipsius & reliqua; ac cum omnibus & singulis villis, castris, burgis, locis, adjacentiis, pertinentiis & sequelis universis, hominibus, vassallis, emphiteotis, homagiis, feudis, retro feudis, proprietatibus, edificiis fortalitiis, ingressibus & egressibus, ac omni dominio, & omni jurisdictione, & justitia, alta media & bassa, mero & mixto imperio, superioritate, omnique actione reali & personali, ad nos pertinentibus ratione prædictæ civitatis Avinionensis & aliorum præmissorum vel alicujus ex his, infra fines territorii & districtus ipsius civitatis consistentium; & cum omnibus & singulis censibus, redditibus, residentiis, juribus, deveriis, honoribus, servitiis, emolumentis, & explectis, quos quas & quæ habemus & habere possumus & debemus, quoquo modo & ad nos spectant & pertinent, quacumque causa seu ratione in civitate prædicta ejusque territorio & districtu ac pertinentiis eorumdem; nihil actionis, petitionis, possessionis, proprietatis, dominii, jurisdictionis, meri & mixti imperii, honoris, ressorti, superioritatis, servitutis, emolumenti

seu

ſeu expleti, ſeu cujuſcumque alterius juris nobis ſeu ſucceſſoribus noſtris in prædictis prædictornm aliquo penitus retinendo: pro pretio videlicet octuaginta millium florenorum auri de Florentia, boni & legitimi ponderis.

Quos quidem octuaginta mille florenos auri, nos dicta Regina venditrix, recognoſcimus publice & in veritate legitime confitemur, nos habuiſſe & recepiſse plenarie pro pretio antedicto a domino noſtro Papa prædicto, per manum reverendi patris in Chriſto domini Stephani Dei gratia epiſcopi ſancti Pontii Thomeriarum camerarii ejuſdem domini noſtri Papæ & apoſtolicæ Sedis, in bona & electa pecunia numerata. Et de quo quidem pretio præfatum dominum Papam, & ejus ſucceſſores, atque eccleſiam Romanam, pro nobis hæredibus & ſucceſſoribus noſtris in perpetuum ſolvimus, & quittavimus omnino, cum pacto ſolemni & valido per nos ſuper hoc interpoſito, de ulterius ab eiſdem domino Papa, ejus ſucceſſoribus & eccleſia Romana, cauſa vel ratione hujuſmodi aliquid non petendo. Cujuſmodi pecuniam nos dicta Regina *recognoſcimus in evidentem utilitatem noſtram ac pro neceſſariis & utilibus negotiis fuiſſe converſam.*

Et ex nunc, *quidquid dicta civitas* Avinionenſis, cum ejus territorio pertinentiis & diſtrictu ac juribus ſupradictis, *plus valet ſeu in futurum plus valebit pretio antedicto*, conſiderantes, quod ſecundum apoſtolum verba Domini Jeſu memorantem, beatius eſt dare quam accipere; ideo præfato domino ſummo Pontifici & dicto ejus pro-

procuratori recipienti & ſtipulanti ut ſupra, ac dictæ eccleſiæ Romanæ, ex certa ſcientia, donatione pura, ſimplici & irrevocabili facta cum inſinuatione præſentium, ſolemniter inter vivos *totum illud plus* meliori modo & forma quibus poſſumus, damus cedimus concedimus ad perpetuum, ac penitus quittamus & donamus.

Cedentes nihilominus & quittantes nos dicta Johanna regina prædicto ſanctiſſimo patri & domino noſtro Papæ, ejuſque ſucceſſoribus, ac Romanæ eccleſiæ prælibatis, ac in eos transferentes titulo & cauſa prædictis, perpetuo, totaliter, pleno jure, omnia jura, nomina, & actiones quaſcumque, & quidquid juris, actionis, juriſdictionis, dominii, meri & mixti imperii, honoris & ſuperioritatis, reſſorti, cenſus, redditus, reſidentiæ, ſervitii, emolumenti & explecti, proprietatis, cognitionis, poſſeſſionis & deverii habemus, habere poſſimus & debemus, quacumque cauſa ſeu ratione, in dicta civitate Avinionenſi, ejuſque territorio ac diſtrictu, villis, burgis, locis, adjacentiis, confinibus, ſequelis & pertinentiis eorumdem, ratione civitatis Avinionenſis, ac in & cum omnibus vaſſallis, ſubditis noſtris, civitatis, territorii & diſtrictus ipſius, cujuſcumque conditionis exiſtant, necnon omnes actiones reales & perſonales, mixtas, utiles, prætorias ac civiles, nobis & noſtris quomodolibet competentibus & competituris in præmiſſis, ſeu pro præmiſſis omnibus & ſingulis, ac contra quaſcumque perſonas, ratione & occaſione præmiſſorum ſeu alicujus ex eis.

Ac

Ac insuper prædictum dominum nostrum summum Pontificem, ejusque successores ac Romanam ecclesiam memoratos, ex nunc facimus & constituimus in omnibus & singulis prædictis veros dominos, proprietarios, possessores, procuratores, actores, ut in rem suam propriam, & devestientes nos de civitate prædicta, ejusque territorio, districtu, pertinentiis, & sequelis, ac omnibus aliis universis & singulis sicut præmittitur per nos venditis perpetuo & quittatis, & de omni jure nobis & nostris in præsenti & in futurum quomodolibet competente & competituro in eisdem, prefatum dominum nostrum Papam in personam dicti procuratoris sui ibidem præsentis & recipientis, ac vice loco nomine & autoritate ipsorum domini nostri Papæ, ejus successorum, & Romanæ ecclesiæ in hac parte solemniter stipulantis per traditionem annuli nostri de eisdem liberaliter investimus; constituentes nos nihilominus ex nunc præmissa omnia & singula sic per nos vendita ut præfertur, ipsius domini nostri Papæ & ejus successorum & ecclesiæ Romanæ precario nomine & vice, & non aliter nec alias, amodo tenere & etiam possidere, donec possessio vel quasi dictæ civitatis fuerit per ipsum dominum nostrum Papam vel successorem suum, vel alium seu alios nomine ipsorum realiter apprehensa; dantes & concedentes plenam & liberam potestatem memorato domino nostro Papæ, amodo per se vel alium seu alios dictæ civitatis & territorii ac districtus, villarum, locorum, homagiorum, recognitionum, & aliorum præmissorum, ju-

juriumque & pertinentiarum eorumdem possessionem vel quasi, pacificam, liberam & quietam, auctoritate propria quandocumque voluerit apprehendendi, & perpetuo penes se retinendi.

Mandantes nihilominus per præsentes hominibus & vassallis, emphiteutis, ac subditis universis & singulis prædictæ civitatis, & ejus territorii mandamenti & districtus pertinentiarumque ipsius, cujuscumque fuerint conditionis, ut amodo eisdem domino nostro Papæ, e usque successoribus ac ecclesiæ Romanæ prælibatæ respondeant, pareant, obediant efficacitet & intendant, tanquam vero domino civitatis ejusdem, territorii, districtus, pertinentiarumque ipsius, ac cum ipso, ejusque successoribus & ecclesia Romana prædicta deinceps in omnibus & per omnia perpetuo sequantur; prædictos vassallos, emphiteutas, homines & subditos, cujuscumque conditionis existant, a sacramento fidelitatis & ab aliis juribus quibuscumque, ad quæ nobis ratione dictæ civitatis & territorii districtus & pertinentiarum ejusdem quoquomodo, sive ratione eorum quæ tenent infra civitatem territorium seu districtum eosdem, ex quacumque causa tenebantur ac teneri possent & debent, ex nunc pro nobis & nostris prædictis, solvimus, liberamus penitus, perpetuo, atque quittamus: cum pacto valido & solemni per nos super hoc legitime interposito, de ulterius aliquid ab eis seu eorum aliquo amodo in perpetuum non petendo; quod si faceremus, quod absit, volumus non audiri aliquatenus, nec admitti, imo perpe-

tuum silentium nobis & nostris prædictis successoribus imponimus in hac parte.

Promittimusque insuper nos dicta Johanna regina præfato domino Papæ, & ejus procuratori prædicto pro ipso domino ac ejus successoribus & ecclesia prædicta, solemniter interposita super hoc stipulatione, prædicta omnia & singula sicut prædicitur, per nos eis vendita & quittata, tam in proprietate, quam in possessione legitime defendere & perpetuo guarentire, & ea in pace tenere ab omnibus & contra omnes, & ab omni domino, dominio, communi, collegio, & universitate, lite & quæstione, causa, calumnia, briga, controversia, saisina, evictione universali & particulari, amparamento, perturbarione, & alio impedimento quocumque. Promittimus etiam (ut supra) litem, debatum seu controversiam non facere aut fieri permittere aut procurare in futurum, per nos vel alium seu alios, contra dominum Romanum Pontificem memoratum, qui nunc est, & qui pro tempore erit, seu ecclesiam Romanam prædictam, aut eorum gentes vel officiales quoscumque, quoquo modo ratione præmissorum seu aliquo eorumdem, causa vel occasione quacumque; imo omnem causam, litem, brigam, controversiam, si quæ in posterum moverentur per aliquem seu aliquos contra prædictum dominum Papam seu ejus successores ac ecclesiam Romanam, ratione præmissorum seu aliquorum ex eis, in nos totaliter assumere, & in expensis nostris propriis, ac sine ipsius domini ejusque successorum ac ecclesiæ Romanæ

manæ aliquibus custibus & expensis, usque ad finem debitum prosequi & finire; nihilominusque omnia & singula damna interesse pariter & expensas, quæ & quas memoratus dominus Papa, seu ejus successores, aut ecclesia Romana, ob causam & defectum guarentiæ hujusmodi quomodolibet facerent seu substinerent in futurum, promittimus legitime & bona fide eidem domino nostro, & dicto ejus procuratori ut supra stipulanti, reddere, solvere, emendare, refundere, & resarcire omnino; quodque simplici verbo dicti domini Papæ, seu ejus successorum, de damnis interesse & expensis hujusmodi stare, credere efficaciter & parere, pro omni & sufficienti probatione, non obstante jure dicente, quod aliquis in causa sua propria judex testis vel arbiter esse nequit, cui juri certiorate & exprefse renunciamus in hac parte.

Ceterum nos dicta Regina *certificata prius legitime, quid sonant renunciationes sequentes, & de effectibus earum,* renunciamus deliberate & consulte ac exprefse omni exceptioni doli, fraudis, *læsionis, & venditionis prædictæ, per nos sicut præmittitur de prædictis non factæ,* & non habitæ nec receptæ per nos nec numeratæ pecuniæ ob causam prædictam, & omni speciei numerationis & exceptionis futurarum, actioni & exceptioni in factum, *& juri per quod læsis & deceptis ultra dimidium justi pretii vel aliàs quomodolibet subvenitur,* beneficio minoris ætatis, & restitutionis in integrum, si nobis forsan competeret in hac parte, & L. Juliæ de fundo dotali non alienando, & omni

K 2 alii

alii juri & privilegio in favorem mulierum introducto quomodolibet & introducendo, & omnibus juribus, legibus; authenticis, & glossis in toto corpore utriusque juris canonici & civilis contentis, ac etiam cavillationibus, obviationibus, & cautelis, *statutis, & consuetudinibus patriæ sive loci quibuscumque*, per quæ præsens venditio & donatio hujusmodi possent cassari, infringi, irritari aut aliàs quomodolibet annullari in totùm, vel in aliqua parte sua etiam minima, de quibus in præsentibus litteris seu instrumento publico expressam oporteret fieri mentionem; & specialiter illi juri, per quod censetur invalida renunciatio generalis, nisi quatenus in contrarium esset expressa.

Pro quibus omnibus & singulis sicut præscriptum est tenendis per nos & faciendis, complendis, attendendis, & inviolabiliter observandis, nos dicta Regina venditrix, hæredes & successores nostros jure pignoris & hypothecæ obligamus, afficimus, & constituimus, ac specialiter & exprefse Regna nostra Hierusalem & Siciliæ, ac comitatus nostros Provinciæ & Forcalquerii, & alias terras nostras omnes & singulas ubicumque sint & existant, & omnia alia bona nostra mobilia & immobilia, præsentia & futura, quocumque nostro nomine dici possint: quæ quidem regna, bona, terras, & alia supradicta constituimus nos pro dicto domino nostro Papa emptore & successoribus suis ac ecclesia Romana prædicta precario nomine possidere, donec possessio dictæ civitatis per ipsum dominum Papam vel successores suos, vel alium seu alios, ejus & dictæ ecclesiæ Romanæ nomine, fuerit apprehensa. Præ-

Præterea si aliquod dubium vel obscurum esset, vel forsitan emergeret in futurum in & super præmissis & ea tangentibus, nos dicta Regina volumus pro voluntate nostra, & ex certa scientia concedimus, quod memoratus dominus noster Papa illa & illud possit interpretari declarare & intelligere: ac insuper prædictis clausulis addere, corrigere, & detrahere pro libito voluntatis ac beneplacito Sanctitatis ejusdem: quorum interpretationem declarationem & intellectum haberi volumus pro voluntate nostra, ac legis habere vigorem, efficaciamque perpetuam obtinere, perinde ac si ore nostro proprio expressissemus.

Volumus etiam & concedimus, quod fiant super his litteræ aut instrumenta sigillo nostro sigillanda, melioribus modo & forma, quibus fieri poterunt & dictari de & cum consilio sapientum, volentes & consentientes insuper nos supra dicta Regina, si cum quando & quoties opus fuerit, nos, & hæredes, ac successores nostros quoscumque, cogi & compelli ad observantiam omnium & singulorum prædictorum per auditorem, vice-auditorem, locumtenentes, officiales, & commissarios curiæ Cameræ domini nostri Papæ, & per quascumque alias ecclesiasticas personas, ecclesiastica censura, & per brachium sæculare, strictiori & fortiori modo quo fieri poterit, conjunctim & divisim, semel & pluries, uno & eodem tempore vel diversis, prout melius visum fuerit expedire, & per solam exhibitionem seu ostensionem præsentium litterarum.

Jurantes nihilominus nos dicta Johanna Regina tactis sacro-

ſacroſanctis Evangeliis manu noſtra, contra præſentem venditionem & donationem ac contractum, ratione minoris ætatis vel aliàs, ullatenus in poſterum non venire, nec aliquid per nos vel alium ſeu alios facere vel procurare, clam vel palam, directe vel indirecte, propter quod venditio, donatio, translatio, ceſſio & quittatio hujuſmodi poſſent aliquatenus in toto vel in parte infirmari vel etiam irritari.

Poſtque incontinenti nos memorata Regina, pro ſecuritate & cautela præfati domini noſtri ſummi Pontificis & eccleſiæ Romanæ, tenore præſentium facimus & conſtituimus Procuratores noſtros veros & legitimos in meliori forma, videlicet venerabiles & diſcretos viros dominum Bernardum de Vexonio archidiaconum Autrepicen. in eccleſia Cameracenſi, præpoſitum & ſacriſtam eccleſiæ Beatæ Mariæ de Dompno, decanum & ſacriſtam eccleſiæ ſancti Agricoli Avinionenſis, decanum eccleſiæ Beatæ Mariæ Villen. Avinionen. diœceſis, qui nunc ſunt, & qui pro tempore erunt, magiſtrum Petrum de Menanto Cadurcenſis, & Gullielmum de Bordis Agennenſis eccleſiarum canonicos, & Joannem de Nayboro licentiatum in legibus, licet abſentes tamquam præſentes, & eorum quemlibet in ſolidum, ita tamen, quod non ſit conditio melior occupantis, ſed quod per unum eorum inceptum fuerit, per alium ſeu alios eorumdem proſequi & mediari valeat & finiri; ad comparendum pro nobis & noſtro nomine ad omnes dies loca & horas, quandocumque quotieſcumque & ubicumque, ad confitendum & reco-

recognoſcendum coram dicto Auditore curiæ cameræ domini noſtri Papæ, ejuſque locumtenente & commiſſario quolibet ipſius, ſeu judice & judicibus aliis quibuſcumque & eorum quolibet, omnia & ſingula ſuperius in præſenti inſtrumento contenta, cum omnibus expenſis, damnis & intereſſe, ſi quæ eſſent vel fierent per dictum dominum noſtrum ſeu ejus ſucceſſores ac Romanam eccleſiam in futurum, prout ſupra tactum eſt, occaſione præmiſſorum, & juriſdictionem omnium & ſingulorum judicum prorogandi: in quos & in eorum quemlibet ex nunc tanquam in proprios judices conſentimus, ut poſſint nos & hæredes ac ſucceſſores noſtros prædictos condemnare, mulctare & excommunicare, & omnem juriſdictionem pro præmiſſis in nos ac noſtros prædictos exercere eccleſiaſticam vel civilem; & eſſe ſubmittendum nos, & hæredes ac ſucceſſores noſtros ſæpedictos, ac Regna noſtra, comitatus prædictos, terras noſtras, & alia bona noſtra quæcumque, eccleſiaſtico Interdicto, & aliàs juriſdictioni & mero examini eorum & cujuſlibet eorumdem; & ad audiendum & recipiendum pro nobis & noſtro nomine ac noſtris ſupradictis omnem condemnationem, præceptum, monitionem, novumque terminum longum vel brevem, ac excommunicationis ſententiam in nos & noſtros prædictos, & Interdictum in ipſa regna ac terras noſtras quaſcumque & comitatus prædictos, & alia remedia, quæ de jure poſſent ſuper hoc adhiberi, de omnibus & ſingulis ſupradictis, loco & tempore, per dictos judices ſeu alterum eorumdem; & ad volendum & con-

ſen-

sentiendum, quod dicti auditor, vice-auditor, locumtenens & commissarius, & alii judices in & contra nos hæredes & successores nostros prædictos excommunicationis sententiam ferant, ac in regnis, comitatibus, terris & aliis bonis nostris supradictis Interdictum ecclesiasticum apponant, ac censuram ecclesiasticam aggravent & promulgent, & quoscumque alios processus faciant pro præmissis; & generaliter ad omnia alia universa & singula faciendum & dicendum, quæ nos faceremus & facere possemus, si personaliter præsentes essemus: promittentes nos dicta Regina notariis publicis infrascriptis ut publicis personis, necnon dicto procuratori ut supra stipulanti solemniter nomine illorum omnium quorum intererit, pro nobis ratum & gratum habituros, quicquid per dictos procuratores nostros aut eorum alterum actum, dictum, factum, recognitum, confessatum, submissum, concessum, receptum, susceptum & gestum fuerit, vel aliàs quomodolibet procuratum; & eosdem procuratores non revocare, imo præmissa omnia & singula tenere & inviolabiliter observare, & contra non facere aliquatenus in posterum vel venire per nos vel interpositam personam, sub omnium bonorum nostrorum præsentium & futurorum obligatione & hypotheca.

Ceterum nos Ludovicus de Tharento supra nominatus, comes Provinciæ, & maritus legitimus præfatæ Joannæ Reginæ comitissæque, omnibus universis & singulis, dum prout superius scripta sunt per eandem consortem nostram charissimam, *de & cum licentia & authoritate*, *assensu* *pari-*

*pariter & consensu nostris per nos eidem penitus in hac parte personaliter præstitis & concessis* ageremus & fierent: ibidem in præsentia notariorum publicorum ac testium infrascriptorum, personaliter existentes & ea audientes pleniusque intelligentes, ac recognoscentes & confitentes publicè & legitimè penitus esse vera, sponte provide & scienter ac deliberate consulte ac expresse in eisdem omnibus universis & singulis nostrum liberum impartimus assensum pariter & consensum. Et nihilominus ad instantiam & requestam præfatæ Reginæ comitissæque consortis nostræ, quantum in nobis est & ad nos pertinet, melioribus jure modo & forma quibus possumus, eadem omnia universa & singula ex certa scientia nostra laudamus, approbamus, emologamus, authorisamus, & ratificamus expresse pro nobis ac hæredibus & successoribus nostris quibuscumque, & ea volumus valere & tenere ac habere perpetuam roboris firmitatem; & in singulis prædictis nos efficaciter obligamus sub omni juris & facti renunciatione, securitate pariter & cautela: eaque bona fide tenere promittimus & inviolabiliter observare, & contra in aliquo nunquam facere vel venire, ratione minoris ætatis vel aliàs, seu aliquid attentare quoquo modo, nec contra venire volenti aliquatenus consentire, seu aliàs dare opem, operam, consilium, auxilium vel favorem verbo vel facto per nos, vel alium seu alios, clam vel palam, directe vel indirecte, sub bonorum nostrorum omnium præsentium & futurorum obligatione, & hypotheca: procuratore supranomi-

 nato

nato ac notariis publicis infrascriptis, vice & nomine dicti domini nostri Papæ & ejus successorum ac Ecclesiæ Romanæ prælibatæ, super omnibus & singulis prædictis & infrascriptis solemniter stipulan. in hac parte.

Et si forsitan aliquid contra prædicta seu aliqua ex eis (quod absit) in futurum nos seu hæredes ac successores nostros facere vel attentare quoquomodo contingeret, volumus & expesse concedimus, nos & hæredes ac successoras nostros prædictos de evictione totali supradicto domino nostro Papæ præfato, ejusque successoribus ac sanctæ Romanæ Ecclesiæ teneri omnino, & per hoc totaliter repelli. Ac insuper nos Ludovicus comes præfatus modo simili, quemadmodum prædicta Regina comitissaque charissima consors nostra cohercitioni & compulsioni Curiæ cameræ domini nostri Papæ & aliorum judicum ecclesiasticorum & secularium quorumcumque se supposuit ac voluit compelli per auditorem, vice-auditorem, locumtenentem, & commissarios eorumdem, & per alios quoscumque judices ecclesiasticos & seculares, conjunctim & divisim, prout superius plenius habetur; nos etiam pari modo & forma compulsioni & cohercitione prædictæ nos & nostros ante dictos atque terras nostras quascumque supponimus ac submittimus, & volumus per eosdem auditorem, vice-auditorem, locumtenentem & commissarios, & quoscumque alios prælibatos ac eorum quemlibet cogi & compelli. Et nihilominus ad actus omnes & singulos supra notatos, ad quos, & prout dicta Regina comitissaque consors nostra prænominatos

tos procuratores suos fecit & constituit, nos ipsosmet omnes & singulos ac quemlibet eorum in solidum pro nobis facimus & constituimus procuratores nostros in meliori forma per præsentes : quos quidem procuratores nostros promittimus, ut supra, nullatenus revocare, imo præmissa omnia atque singula servare, sub bonorum nostrorum omnium præsentium & futurorum expressa obligatione.

In quorum omnium præmissorum testimonium nos Johanna regina comitissaque, & Ludovicus comes consortes præfati, præsentes litteras seu præsens publicum instrumentum fieri fecimus & mandavimus per notarios publicos infrascriptos, ac sigillorum nostrorum una cum sigillis, signis & subscriptionibus solitis notariorum eorumdem, nostrum quilibet fecimus appensione muniri. Acta vero fuerunt hæc Avinione, in domo habitationis nostræ consortium prædictorum, videlicet die nona mensis junii anno a nativitate Domini 1348., indictione prima, pontificatus præfati domini nostri Clementis Papæ VI. anno septimo : præsentibus dicto reverendo in Christo Patre Stephano episcopo sancti Pontii Thomeriarum ipsius domini Papæ camerario, Nicolao de Atherolis milite, & Johanne de Laucano jurisperito in legibus, consiliariis nostris Reginæ & comitis prædictorum ; magistris Bertrando de Channaco clerico cameræ apostolicæ ac canonico Tornacensi, & Johanne Regis scriptore pœnitentiariæ domini nostri Papæ, ad præmissa vocatis specialiter & rogatis.

Tenor autem Procuratorii seu Mandati supranominati magistri Guillermi de Malosicco Procuratoris domini nostri Papæ prædicti, pro eodem ejusque successoribus ac Ecclesia Romana memoratis, super prædictis omnibus & singulis superius ut præmittitur stipulantis, sequitur sub his verbis.

CLEMENS Episcopus Servus Servorum Dei. Dilecto filio Guillermo de Malosicco canonico Lingonen. Cameræ nostræ clerico, salutem & apostolicam benedictionem.

De tuæ circumspectionis & fidelitatis industria, quam in commissis tibi negotiis laudabili experimento probavimus utilem, plenam in Domino fiduciam obtinentes, te nostrum verum & legitimum syndicum yconomum procuratorem actorem factorem negociorum gestorem & nuntium specialem, tenore præsentium facimus constituimus creamus ac etiam ordinamus; dantes & concedentes tibi plenam & liberam potestatem & speciale mandatum, cum plena libera generali & speciali administratione, nostro & Ecclesiæ Romanæ nomine, ac pro nobis & eadem Ecclesia, emendi, & emptionis ac alio quocumque titulo acquirendi a carissima in Christo filia nostra Johanna Regina Siciliæ illustri civitatem Avinionensem, cum ejusdem civitatis territorio districtu juribus fructibus redditibus proventibus, jurisdictione alta & bassa, mero & mixto imperio, hominibus vassallis emphiteotis, aquis aquarumque decursibus, pascuis terris possessionibus, denariis & emolumentis, & pertinentiis & sequelis, quocumque nomine cen-

censeantur, ad dominium & jurisdictionem spectantibus, ac omne jus quod dicta Regina habet vel ejus prædecessores habuerunt, & habere consueverunt in civitate territorio districtu, hominibus, emphiteotis, aquis aquarumque decursibus, pascuis terris & possessionibus & vassallis prædictis, ac aliis quibuscumque. De pretio quoque emptionis hujusmodi faciendæ, conveniendi & concordandi, Instrumenta insuper litteras & quascumque cautelas alias, cum opportunis obligationibus renunciationibus ypothecationibus promissionibus juramentorum interpositionibus stipulationibus & pœnarum adjectionibus, quæ in contractibus consueverunt apponi, super hujusmodi emptione fieri faciendi; ipsamque emptionem firmandi vallandi & roborandi, prout melius & validius fieri poterit, pro cautela nostrum & Ecclesiæ Romanæ prædictæ, ad sensum sapientis. Investituram præterea desemparationem traditionem dationem cessionem translationem concessionem & assignationem, nec non corporalem possessionem & tenutam civitatis territorii & districtus, jurium fructuum reddit
uum proventuum obventionum jurisdictionis altæ & bassæ, meri & mixti imperii, hominum vassallorum emphiteotarum, & aliorum emolumentorum prædictorum, & omnium jurium quæ Regina habet & habere visa est & prædecessores sui prædicti habuerumt & habere consueverunt in civitate territorio districtu pertinentiis & sequelis, juribus fructibus redditibus proventibus, jurisdictione alta & bassa, mero & mixto imperio, hominibus vassallis emphiteotis ob-

obventionibus denariis & emolumentis prædictis, ex dicta causa recipiendi, ac hujusmodi corporalem possessionem & tenutam intrandi nanciscendi adipiscendi & retinendi, homagia præterea & fidelitates & alia quælibet juramenta consueta & debita ab hominibus civibus habitatoribus & vassallis emphiteotis civitatis territorii & districtus prædictorum, petendi exigendi & recipiendi; necnon consensum assensum & auctoritatem dilecti filii nobilis viri Ludovici de Tharento mariti ipsius Reginæ, si & in quantum futura emptio rerum prædictarum facienda ipsum tangit vel tangere poterit nunc & in futurum, petendi & requirendi; ac pro nobis ac Ecclesia Romana prædicta solemniter super præmissis & singulis stipulandi & celebrandi super prædictis omnibus & singulis omnem contractum, quacumque efficacia seu firmitate vallatum; ac alia & singula faciendi gerendi procurandi & libere exercendi, quæ in præmissis & quolibet præmissorum & circa ea fuerint quomodolibet oportuna, & quæ veri, & legitimi procuratores sindici & yconomi facere possunt & debent, etiamsi mandatum exigeret speciale, & nosmetipsi facere possemus, si præsentialiter essemus in illis; ratum & gratum & firmum perpetuo habituri quicquid per te actum factum gestum & procuratum fuerit in præmissis & quolibet præmissorum. Datum Avinione VIII. idus junii pontificatus nostri anno VII,

Et ego Symon de Variis clericus Lemovicensis diœcesis publicus apostolica & Imperiali authoritate notarius, qui licen-

licentiæ & auctoritatis, assensus pariter & consensus præfatorum præstationi & concessioni, venditionique, donationi, divestitioni & investituræ, pactis, conventionibus, renunciationibus, juramentis, præstationibus, obligationibus, ratificationibus, & aliis omnibus & singulis præfatis, ut & ubi superius continentur, dum inter contrahentes præfatos agerentur, una cum prænominatis testibus ac notario publico infrascripto præsens interfui, eaque manu propria scripsi, notavi, & in hanc publicam formam redegi, de mandato dominorum Reginæ, & Ludovici Comitis consortium præfatorum, ac signo meo solito signavi Instrumentum hujusmodi, una cum appensione sigillorum consortium eorumdem, rogatus in testimonium veritatis.

Et ego Joannes Palaisini clericus Caturcen. diœces. publicus apostolica authoritate notarius præmissis omnibus & singulis, ut & ubi superius continentur, dum per eos Reginam & Ludovicum Comitem consortes prædictos ut præmittitur agerentur, una cum præscripto publico notario, ac testibus suprascriptis præsens interfui, & de mandato ipsorum consortium hic me manu propria subscripsi, ac signum meum huic Instrumento publico apposui consuetum, una cum appensione sigillorum eorumdem, rogatus in testimonium veritatis.



Num. II.

## Num. II.

### *Diplome de l'Empereur Charles IV. portant confirmation de la vente d'Avignon, & concession de la Suzeraineté de l'Empire sur cette ville a Clement VI. & ses successeurs.*

1348. 1. Novemb.

SAnctissimo in Christo patri & domino suo, domino Clementi divina providentia sacrosanctæ Romanæ ac universalis Ecclesiæ summo Pontifici, Carolus Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus, & Bohemiæ Rex, cum reverentia debita, devota pedum oscula beatorum. Etsi deceat munificentiam Regiam, Ecclesiis, ecclesiasticisque personis, pro reverentia Jesu Christi, qui est caput Ecclesiæ, & a quo bona cuncta suscepimus quæ habemus, exhibere se liberalem, erga Romanam tamen Ecclesiam, Ecclesiarum omnium matrem, tanto se debet impendi largius, quanto ad id & devotio nos amplior excitat, & ratio debiti potioris astringit. Immensa igitur beneficia & honores, quæ nobis & Imperio Romano collata per Beatitudinem vestram & eamdem Romanam Ecclesiam recognoscimus & fatemur humiliter, debita gratitudine intuentes, & piæ devotionis studio meditantes, quantum civitas Avinionensis situ sit & fertilitate accommoda, & aliàs multipliciter opportuna pro statu Romanæ Curiæ, cum qua ibidem per annos plures Beatitudo vestra & nonnulli

nulli prædecessores vestri Romani Pontifices resederunt, sicut & vos præsentialiter residetis; ac indecens non immerito æstimantes, ut locus, quem vestra & eorumdem prædecessorum decoravit præsentia & decorat, sub cujuscumque existat dominio temporali, ad laudem & gloriam Regis regum, & in recognitionis signum duplicium talentorum, ac in reverentiam & honorem beati Petri Apostolorum Principis, cujus Vos Divina clementia constituit successorem, necnon pro nostra ac prædecessorum nostrorum Romanorum Regum aliorumque fidelium animarum salute, *quidquid feudi, homagii, & superioritatis, necnon directi dominii, proprietatis, actionis, & juris cujuslibet*, quodcumque & qualecumque sit, & quocumque nomine censeatur, habemus quomodolibet ac habere possemus seu debemus, ex quacumque ratione vel causa *in civitate Avinionensi, districtu, ac territorio, juribus & pertinentiis suis omnibus*, & ad nos, Imperium, seu Regnum Romanorum pertinet quoquomodo, eidem Apostolorum Principi, & per eum vobis, & successoribus vestris Romanis Pontificibus canonice intrantibus, ac præfatæ Romanæ Ecclesiæ, de certa nostra scientia *in perpetuum, donatione mera, puta, ac libera, quæ dicitur inter vivos, damus, tradimus, concedimus, ac donamus*. Ut autem hæc donatio Regia perpetuis maneat illibata temporibus & firma, rata ac inconcussa perduret, præsentis nostræ donationis & concessionis paginam, bullæ aureæ typario nostræ majestatis impressæ fecimus appensione muniri.

Datum & actum in oppido nostro Gorlicz anno Domini millesimo trecentesimo quadragesimo octavo, kalend. novembris, regnorum nostrorum anno tertio.

Et ego Nicolaus decanus Coloniensis, Aulæ Regiæ Cancellarius vice & nomine reverendi in Christo patris domini Gerlaci Archiepiscopi Moguntini Sacri Imperii per Germaniam Archicancellarii recognovi.

## NUM. III.

*Lettre de Clement VI. a Charles IV. par la quelle ce Pape remercie cet Empereur de son Diplome sur la vente d'Avignon.*

1349. 24. Janv.

CLEMENS EPISCOPUS

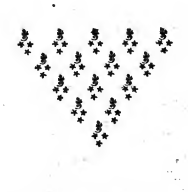
SERVUS SERVORUM DEI

*Cariſſimo in Christo filio Carolo Regi Romanorum Illustri salutem & apostolicam benedictionem.*

GAudemus cariſſime fili, quod de tua erga nos & Romanam Ecclesiam matrem tuam devotione sincera conceptæ spei fructus colligimus, & fiduciæ solitæ argumenta sentimus, dum sicut benedictionis & gratiæ filius vota nostra & ipsius Ecclesiæ studio devotæ actionis exequeris, & comples favoribus opportunis. Tu enim, sicut dil. filii Mag. Alioti de Narnia canonici Narniensis cappellani no-

nostri, quem ad te pro *negotio Civitatis nostræ Avinion.* transmisimus, grata nobis relatione & effectu operis attestante comperimus, tu eum, sicuti soles nuntios nostros, contemplatione nostra benigne recipiens, hujusmodi negotium expedivisti placide favorabiliter & votive: super quo serenitatem tuam dignis gratiarum actionibus prosequentes, & intendentes quantum cum Deo possumus adesse favorabiliter votis tuis in negociis Ecclesiæ Uratislaviensis, & aliis pro quibus dilectum filium Mag. Nicolaum de Bruna Præpositum ecclesiæ Pragen. cancellarium tuum ad nos & Sedem Apostolicam destinasti, tuæ condescendimus voluntati, sicut ipsius cancellarii tui, qui ad te revertitur expeditus, plenius relatione cognosces.

Datum Avinione 9. kal. februarii pontificatus nostri anno septimo.



## Num. IV.

*Lettres de Clement VI. antérieures a l'homage prêté par les habitants d'Avignon au St. Siége, ou le Pape députe Giraud Amici pour la Viguérie ou Gouvernement de cette ville, & fait part de cette députation aux Avignonois.*

1348. 1. Novemb.

CLEMENS EPISCOPUS

Servus Servorum Dei

*Dilecto filio nob. viro Guiraudo Amici domino Castri novi, Domicello Cavallicen. diœcesis, Vicario civitatis nostræ Avinion. salutem & apostolicam benedictionem.*

ETsi quaslibet civitates, & terras Ecclesiæ Romanæ immediate subjectas, sub prudentum Rectorum cura gubernari prospere, conservarique feliciter cupiamus; *ad civitatis tamen nostræ Avinion.* statum prosperum & tranquillum propensior nos cura sollicitat, ut quæ apostolicæ Sedis honoratur præsentia, sub cultu justitiæ ac opulentia quietis & pacis, votivis semper successibus gratuletur. Ad te igitur, quem de nobilitate generis probitate ac fide aliisque virtutibus apud nos testimonia fide digna commendant, considerationis nostræ oculos dirigentes, & sperantes

tes eandem civitatem & cives illius sub provida regiminis tui cura, status incrementa prosperi suscepturos, te Vicarium in civitate prædicta usque ad annum unum a data præsentium numerandum, ad gagia Vicariis, qui civitatis ejusdem regimen exercuerunt, pro tempore solita exhiberi, tenore præsentium constituimus ac etiam deputamus. Quocirca nobilitati tuæ per apostolica scripta mandamus, quatenus ad eandem civitatem te personaliter conferens, sic hujusmodi officium *ad honorem & fidelitatem nostram ac ipsius Ecclesiæ*, ac statum prosperum & tranquillum civitatis & civium prædictorum, sollicite exequaris, quod digne laudis præconia exinde merearis. Nos enim omnia & singula, quæ ad hujusmodi officium pertinent, exequendi libere plenam tibi concedentes tenore præsentium potestatem, *pœnas & sententias, quas rite tuleris seu statueris in rebelles*, ratas habebimus, & faciemus auctore Domino usque ad satisfactionem condignam inviolabiliter observari.

Datum Avinione kalend. novembris pontificatus nostri anno septimo.

CLEMENS Episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis universis *civibus civitatis nostræ Avinion.* salutem & apostolicam benedictionem.

Etsi quaslibet &c. (*ut supra &c. usque* gratuletur). Igitur ad dilectum filium nob. virum Guiraudum Amici dominum Castrinovi domicellum Cavallicensis diœcesis Vicarium *civitatis nostræ* prædictæ, quem de nobilitate generis probitate ac fide aliisque virtutibus apud nos testimonia fide-

digna

digna commendant, considerationis nostræ oculos dirigentes, & sperantes eandem civitatem & vos sub provida regiminis ejus cura status incrementa prosperi suscepturos, ipsum Guiraudum *nostrum in civitate præfata Vicarium* usque ad unum annum a data præsentium numerandum, ad gagia Vicariis, qui civitatis ejusdem regimen exercuerunt, pro tempore solita exhiberi, litterarum nostrarum tenore constituendum duximus, ac etiam deputandum, sibi omnia & singula, quæ ad hujusmodi Vicariatùs officium pertinent, libere exequendi, potestatem plenariam concedentes. Quocirca universitati vestræ per apostolica scripta mandamus, quatenus memorato Guiraudo *tamquam Vicario nostro in eadem civitate* in omnibus, quæ ad hujusmodi Vicariatus officium pertinent, *pareatis humiliter ac efficaciter intendatis*; ita quod ipse in commisso sibi hujusmodi officio ad honorem nostrum & ipsius Ecclesiæ, ac prosperum statum vestrum, exercere se possit utiliter, & nos *devotionis vestræ promptitudinem* commendare merito valeamus. Alioquin *pœnas & sententias, quas ipse rite tulerit seu statuerit in rebelles*, ratas habebimus, & faciemus auctore Domino usque ad satisfactionem condignam inviolabiliter observari.

Dat. ut supra.

Num. V.

# Num. V.

*Lettres d'Innocent VI. antérieures a l'homage des Avignonois au St. Siége, qui confirment Raimond Berenger dans la Viguèrie de cette ville pour la seconde année.*

1354. 1. Decemb.

INNOCENTIUS EPISCOPUS

Servus Servorum Dei

*Dilectis filiis universitati civitatis Avinion., ad nos & Romanam Ecclesiam immediate spectantis, salutem & apostolicam benedictionem.*

De statu vestro prospere dirigendo propensior nos cura sollicitat, & instantia cujusdam peculiaris affectus attentius cogitare compellit. Attendentes igitur, quantum dilectus filius nob. vir. Berengarius Raymundi miles Avinion. dioec. *Vicarius noster in temporalibus in civitate nostra, ad nos & Rom. Ecclesiam immediate spectante*, in officio Vicariatus in dicta civitate pro uno anno proxime praeterito, *auctoritate nostra sibi commisso*, se laudabiliter habuit; & virtutibus suis debita consideratione pensatis, sperantes, quod ipse in eo se laudabilius gerere debeat in futurum, eundem militem *Vicarium nostrum in temporalibus in civitate praedicta*, pro alio uno anno a data praesentium in antea com-

computando, fieri auctoritate nostra mandavimus & fecimus ordinari. Cum autem, sicut accepimus in civitate ipsa ex privilegio vel statuto aut consuetudine seu conventionibus observetur, quod nullus, qui in dicta civitate pro uno anno Vicariatus officium gesserit, pro alio uno anno immediate sequenti possit hujusmodi officium gerere in eadem; nos *devotionem, quam ad nos & eandem Ecclesiam geritis*, favorabiliter prosequentes, per receptionem dicti militis ad idem officium pro hujusmodi alio uno anno, cujusmodi receptionem intelleximus de nostro beneplacito processisse, prædictis & quibuscumque aliis privilegiis statutis consuetudinibus & conventionibus nostris nullum volumus præjudicium generari. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ voluntatis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum.

Datum Avinione kalend. decembris pontificatus nostri anno secundo.



## Num. VI.

*Autres lettres d'Innocent VI., également antérieures a l'homage des Avignonois, qui confirment le même Berenger de Raymond dans la Viguérie d'Avignon pour la troisiéme année.*

1355. 13. Decemb.

INNOCENTIUS EPISCOPUS

Servus Servorum Dei

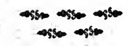
*Dilectis filiis universitati civitatis Avinion., ad nos & Romanam Ecclesiam immediate spectantis, salutem & apostolicam benedictionem.*

DUdum, videlicet Kalend. decembris pontificatus nostri anno II., dilectum filium nob. virum B. Raymundi militem Avinion. dioec. Vicarium nostrum in temporalibus *in civitate nostra Avinion. ad nos & Romanam Ecclesiam immediate spectante*, in qua per unum annum tunc immediate praeteritum Vicariatus officium auctoritate nostra sibi commissum exercuerat, pro alio uno anno ex tunc in antea secuturo sibi auctoritate nostra mandavimus & fecimus ordinari; & volumus quod per receptionem dicti militis ad idem officium, quae dicebatur de voluntate quoque nostra procedere, privilegio vel statuto, aut con-

 sue-

ſuetudini ſeu conventionibus noſtris, quibus in civitate ipſa dicebatur, prout dicitur obſervari, quod nullus qui in dicta civitate pro uno anno hujuſmodi Vicariatus officium geſſiſſet, pro uno alio anno immediate ſequenti poſſet hujuſmodi officium gerere in eadem, nullum præjudicium generaretur, prout in noſtris inde confectis litteris plenius continetur. Cum autem nos attendentes, quantum idem miles pro duobus hujuſmodi annis præteritis proxime in officio ipſo ſe laudabiliter habuit, & virtutibus ſuis debita conſideratione penſatis, ſperantes quod ipſe in eo ſe laudabilius gerere debeat in futurum, ipſum *Vicarium noſtrum in temporalibus in civitate prædicta* pro alio uno anno a data præſentium in antea ſecuturo, fieri auctoritate noſtra mandavimus & fecimus ordinari. Nos per receptionem dicti militis ad hujuſmodi officium pro eodem alio uno anno cujuſmodi receptionem intelleximus etiam de beneplacito noſtro procedere, prædictis & quibuſcumque aliis privilegiis, ſtatutis conſuetudinibus & conventionibus noſtris, nullum volumus præjudicium generari. Nulli ergo &c. ſi quis &c.

Datum Avinione idibus decembris pontificatus noſtri anno tertio.



Num. VII.

## Num. VII.

### *Donations de Guillaume III., & de Guillaume V. Comtes de Forcalquier, de la Souveraineté d'Avignon aux Consuls & au peuple de cette ville.*

1206. 4. Juillet.

In nomine Domini nostri Jesu Christi Anno ab incarnatione ejusdem 1206., scilicet quarto nonas julii.

EGO Guillelmus Dei gratia comes Forcalquerii, filius domini Bertrandi eadem gratia quondam comitis Forcalquerii, & filius dominæ Jausserandæ uxoris ejusdem, de mea bona & spontanea voluntate confiteor, & ita verum esse cognosco, tibi Guillelmo Præposito ecclesiæ Avinion., & per te Rostagno ejusdem ecclesiæ Episcopo, & vobis Consulibus Avinion. in mea præsentia constitutis, scilicet Raymundo de Foz, Guillelmo de Ferreoli, Chasbaldo de Jocas, Pontio de Codaleto, Guillelmo Raymundo de Maillana, & Isnardo Aldegario tunc temporis in civitate Avinion. Judice existente; vos & omnes antecessores vestros Consules Avinion. in toto populo Avinion., & in toto territorio ejusdem civitatis, plenum potestativum, plenam dominationem, plenam etiam jurisdictionem, & omnimodam dominandi libertatem, quam quilibet magi-

ſtratus habere ſeu exercere debent vel poſſunt, per ſeptuaginta annos, & eos amplius habuiſſe, & tenuiſſe, & exercuiſſe. Hanc autem dominandi poteſtatem, & juriſdictionem, & pleniſſimam libertatem vos credo, & vobis confiteor de jure habere debere, & anteceſſores veſtros de jure habere debuiſſe, & exercuiſſe; tum quia credo, & vobis confiteor, bonæ memoriæ avum meum dominum Guillelmum comitem Forcalquerii, cujus corpus in venerabili cœmeterio eccleſiæ Beatæ Mariæ Avinion. requieſcit, ita ſicut ſuperius dictum eſt, Epiſcopo tum temporis exiſtenti & anteceſſoribus veſtris donaſſe & conceſſiſſe, tum quia vos & anteceſſores veſtros tempore tam longævo in modum ſuprascriptum ſcio plenarie & abſque omni querela, & abſque omni contradictione, in pace & quiete, plenam dominationem, plenum poteſtativum, plenam etiam juriſdictionem, & omnimodam libertatem habuiſſe & tenuiſſe, pleniſſime in tota civitate Avinion. & ejus territorio exercuiſſe.

Hinc eſt, quod ego primo dictus Guillelmus Dei gratia comes Forcalquerii conſiderans & attendens, quanta & quam devota affectione anteceſſores mei civitatem & populum Avinionenſem dilexerunt; conſiderans etiam & attendens, quam bonam & quam liberam fidelitatem anteceſſores veſtri mihi & anteceſſoribus meis, & quanta & quam magna ſervitia exhibuerunt; per me, & per omnes ſucceſſores meos Epiſcopo Avinionenſi & ejus ſucceſſoribus, & vobis Conſulibus Avinionenſibus & omnibus ſucceſſoribus

ve-

vestris, *plenissimam libertatem*, *potestativum*, *dominationem*, *jurisdictionem*, sicut huc usque habuistis in tota civitate Avinionensi & ejus territorio, & nunc habetis, remota omni fraude & dolo, per hanc scripturæ paginam *in perpetuum concedo*, *laudo*, *atque confirmo*.

Præterea vobis Guillelmo sæpefato Præposito, & per vos Episcopo ecclesiæ Avinionen., & vobis suprascriptis Consulibus, & per vos omnibus in Consulatu Avinionen. in futurum vobis succedentibus, per me & per successores meos ego Guillelmus Dei gratia sæpefatus comes Forcalquerii per stipulationem promitto, nullo unquam tempore contra hanc laudationem concessionem & confirmationem vobis a me factam, per me vel per interpositam personam, aliquo excogitato ingenio venturum. Promitto etiam vobis, nihil me facturum vel dicturum cum aliqua persona vel cum aliquibus personis, quominus confessio laudatio & confirmatio vobis a me factæ, ratæ firmæ & irrevocabiles perpetuis temporibus perseverent. Excipio tamen mihi & illis, qui in comitatu Forcalquerii voluntate mea successerint, ut Consules Avinionenses contra quos debent, sicut consueverunt, cavalcatas faciant. Si quis vero sine mea voluntate comitatum Forcalquerii, vel partem ejus habuerit, hujusmodi cavalcatis illum vel illos indignum vel indignos esse judico, & illi vel illis ex parte Dei, & mea vos Consules Avinion. cavalcatas facere prohibeo; immo immunes a jam dictis cavalcatis vos & civitatem vestram omnino esse volo & mando. Promitto etiam vobis Prapo-

posito, & per vos Episcopo Avinionen., & Consulibus supra memoratis, me nunquam cavalcatas vel jus cavalcatarum alicui aliorum dominorum civitatis vestræ vendituturum donaturum seu permutaturum, vel alia excogitata alienationis specie concessurum. Novissime homines Avinionen. per totam terram meam, pro omni posse meo, bona fide & sine dolo, stando eundo & redeundo defendam atque salvabo; ab omni exactione leidarum & pedagiorum liberos & immunes semper esse volo: & sic me observaturum & custoditurum per me & per omnes successores meos vobis prædictis Consulibus per stipulationem promitto.

Ad majorem autem omnium suprascriptorum firmitatem, & ut rata & firma & irrevocabilia a me & a meis vobis & successoribus vestris observentur, me nunquam contra ea vel aliquid eorum, quæ vobis confessus sum laudavi concessi & confirmavi, venturum, tactis sacrosanctis Evangeliis, jurejurando vobis promitto. Et ne malitia hominum contra vos, vel contra ea quæ a me vobiscum facta vel dicta sunt, aliquid fraudis excogitari valeat, confessiones quas vobis feci omnimodo veras esse credens, eas sacramento meo confirmo. Et ego in Dei nomine Bertrandus filius quondam dñi Bertrandi Dei gratia comitis Forcalquerii, & filius dñæ Jausserandæ uxoris ejusdem, frater etiam dñi Guillelmi Dei gratia comitis Forcalquerii, idem per omnia & eodem modo, quo frater meus dñs Guillelmus comes Forcalquerii tibi Guillelmo Præposito, & per te Episcopo Avinion., & vobis Consulibus Avinion. suprascri-

scriptis agnovit & confessus est, confiteor & agnosco, & per omnia & omnibus modis confessionem laudationem promissionem & confirmationem omnium eorum, quæ dñs Guillelmus comes Forcalqueriensis frater meus vobis fecit, ego similiter per hanc præsentis scripturæ paginam plenarie facio, & tactis sacrosanctis Evangeliis me, nullo unquam tempore, per me vel per aliam quamcumque interpositam personam, aliquo excogitato ingenio, contra ea vel aliquid eorum, quæ in hac carta superius continentur, venturum; sed ea firmiter pro toto posse me servaturum, & custoditurum, bona fide vobis promitto, & confessiones, quas vobis feci, omnimode veras esse credens, sacramento meo eas confirmo.

Acta sunt hæc in castro de Forcalquerio sursum, sub plancato ante aulam, cujus ostium respicit occidentem, quibus multi viri nobiles interfuerunt, videlicet Dragonetus, Arnaudus Flotta, Raymundus Osatecha, & Raimbaldus fratres, Franco Dosa, Ricanus de Insula, Bertrandus de Forcalquerio, Bertrandus Laugerius de Insula, & Raymundus filius ejus, Guillelmus Arnulfus de Sigoyer, Isnardus Præpositus Forcalquerii, & Fulco de Vedene.

Et ego Petrus domini Guillelmi comitis Forcalquerii notarius omnibus suprascriptis testis interfui, & mandato ipsius domini comitis Forcalquerii, & domini Bertrandi fratris ejus, hanc cartam sigillo suo plumbeo signavi, & sigillo cereo sigillavi, & huic Instrumento subscripsi, & signum meum apposui.

NUM. VIII.

## Num. VIII.

*Donations de la ville Episcopale d'Avignon, & de plusieurs terres & isles adjacentes, faites aux Evêques & a l'Eglise de cette ville, par les Empereurs Louis le débonnaire, Frideric I., Frideric II., & Charles IV.*

In nomine sanctæ et individuæ Trinitatis feliciter. Amen.

*CAROLUS IV. Divina favente clementia Romanorum Imperator semper Augustus & Bohemiæ Rex, ad perpetuam rei memoriam.*

Etsi Imperialis præeminentiæ generosa sublimitas erga fideles & devotos sacri Romani Imperii, & præcipue inclitos Principes, qui ad ipsius decus & gloriam adornantur, jugiter nos moveat esse sollicitos, ad honorem tamen omnipotentis Dei, cujus providentia nos quamquam immeritos, sua suæ bonitatis dignatione, in apicem dignitatis Cæsareæ collocavit, erga Principes Ecclesiasticos, & ipsorum Ecclesias, & loca divino cultui mancipata, cordis nostri & mentis intentio ferventius inflammatur, ut illis submoveamus incommoda, profectus procuremus, & commoda pacis, & quietis compendia ministremus, justisque, & rationabilibus eorumdem Principum,

pum, & Ecclesiasticarum personarum petitionibus annuamus & votis: inter quos & quas sic erga Ecclesiam Avinionen., quæ in veneratione gloriosissimæ & intemeratæ genitricis Dei Virginis Mariæ fundata ac Deo dicata dignoscitur, & a christicolis devotis præ cæteris Ecclesiis devotissime frequentatur, & venerabilem Anglicum Episcopum Avinion. Principem Consiliarium & devotum nostrum dilectum, oculum nostræ considerationis erigimus; sic eamdem Ecclesiam & ejus Antistitem specialis devotionis & affectionis zelo prosequimur intimo, quoad ipsorum exaltationem status, honoris augmenta, & incrementa profectuum, sinceris mentibus affectuosius excitamur. Et sane ejusdem venerabilis Episcopi supplex exhibita nostræ majestati petitio continebat, quatenus sibi & Ecclesiæ suæ Avinion. privilegia infrascripta a divis Ludovico, Friderico I., & Friderico II. Romanis Imperatoribus recolendæ memoriæ, necnon Privilegia, quæ ipse Anglicus a nostra celsitudine nuper obtinuisse dignoscitur, ac omnia & singula contenta in ipsis, etiam jura, consuetudines laudabiles, libertates, donationes, & gratias ipsius Avinion. Ecclesiæ, a dictis Imperatoribus & Regibus Romanorum prædecessoribus nostris, & aliàs rite obtenta seu obtentas, ratificare, approbare, auctorizare, confirmare, innovare, immo de novo concedere, auctoritate Cæsarea dignaremur. Quorum quidem Privilegiorum tenores diligenter per personas nostræ Curiæ approbatas videri & examinari mandavimus, & per omnia in hæc verba sequuntur.

Primi videlicet. O In

In nomine Domini nostri Jesu Christi.

„ LUDOVICUS gratia Dei Imperator Augustus, Si
„ erga loca divinis cultibus mancipata, ob amorem Dei
„ eorumque reverentiam, beneficia opportuna largimur,
„ id nobis procul dubio ad æterna retributionis præmia
„ capessenda profuturum liquido credimus. Idcirco notum
„ esse volumus cunctis fidelibus sanctæ Dei Ecclesiæ, &
„ nostris, præsentibus scilicet & futuris, quia adiens
„ serenitatem nostri culminis, sub introductu cujusdam
„ fidelis nostri Theodeberti Comitis, quidam sanctæ Avi-
„ nionen. Ecclesiæ Episcopus nomine Remigius, nostram
„ flagitavit clementiam & auctoritatem, quam pristinis
„ temporibus prædecessori suo facere duximus, eandem
„ nostra confirmare dignaretur majestas, quo firmior habea-
„ tur venturis temporibus. Quorum petitiones placide su-
„ scipientes, per hujusmodi nostræ auctoritatis collationem
„ reddimus Ecclesiæ suæ in honorem sanctæ Mariæ Dei
„ Genitricis dicatæ, quandam Insulam subtus Avinion.
„ sitam, quæ terminatur ex una parte Rhodano discur-
„ rente, & altera Surgilione, atque ad Vedrerras, cum
„ omnibus appendicis suis usque in exquisitum; atque ex
„ portu ejusdem civitatis tertiam partem præfatæ Ecclesiæ
„ per hujus nostræ pietatis donum concedimus: quatenus
„ ex iis omnibus supradictis rebus faciant rectores ejusdem
„ Ecclesiæ, cui nunc præesse dignoscitur Remigius vene-
„ rabilis Episcopus, quidquid facere & disponere volue-
„ rint, absque alicujus contradictione vel repetitione seu

„ ali-

„ aliqua injusta refragatione. Et ut hæc nostræ potestatis „ institutio futuris temporibus firma permaneat, atque „ inconvulsam obtineat firmitatem, manu propria subter „ eam firmavimus, & annulo nostro sigillari jussimus. „ Signum ✠ piissimi Ludovici Augusti. Gernerius nota- „ rius ad vicem domini Alexandri Archicancellarii reco- „ gnovi. Datum XIV. kalen. novemb. anno VII. regni „ Ludovici piissimi Augusti indict. XI. Actum Viennæ pu- „ blice in Dei nomine feliciter. Amen.

Secundi vero tenor.

In nomine Dei æterni et Salvatoris nostri Jesu Christi.

„ LUDOVICUS divina ordinante providentia Impe- „ rator Augustus. Si fidelium nostrorum petitionibus pie & „ gratanter annuimus, maximum nobis retributionis apud „ Deum fructum profuturum credimus, atque fidelium „ nostrorum devotione magis magisque roborari confidi- „ mus. Itaque omnium fidelium sanctæ Dei Ecclesiæ ac „ nostrorum, præsentium videlicet & futurorum, compe- „ riat magnitudo, quia adientes serenitatem nostræ exi- „ miæ pietatis quidam spectabilis vir & propinquus noster, „ necnon & bonus nobis Hugo Comes, atque etiam Thu- „ bertus fidelis noster, nostram sublimitatem humiliter po- „ stularunt, ut quandam Villam Bitorritam nomine, cum „ suis omnibus, quæ dici ac nominari possent, ad ean- „ dem Villam ex antiquitate juste & legaliter pertinentibus,

„ sitam in Comitatu Avinionensi, seu etiam medietatem „ de descensu Rhodani, cuidam Episcopo fideli nostro Remigio nomine, cum universis adjacentiis ejus concederemus. Quorum precibus propter diuturnum famulatum „ ab ipsis sincerissime exhibitum libentissime annuentes, „ hos nostræ sublimitatis apices fieri censuimus, per quos „ memoratam Villam cum omnibus rebus ibidem pertinentibus, ad supradictam Avinionensem Ecclesiam, in „ honorem sancti Stephani consecratam, propter remedium „ animæ nostræ subjectam esse statuimus, & jure perpetuo sub integritate confirmare studuimus: ut deinceps „ omni tempore supradictus Remigius Episcopus, & omnes „ pontifices Ecclesiæ Avinion. exinde ordinare quidquid „ rationabiliter decreverint, perpetualiter ratam habeant „ privilegii nostri auctoritatem, absque cujuslibet subtractionis dumtaxat injuria seu injustæ repetitionis calumnia. Hoc autem nostræ immunitatis præceptum, ut „ inviolabilem obtineat firmitatem, more imperiali subtus „ firmavimus, & annulo nostro illud jussimus sigillari. „ Signum ✠ Ludovici serenissimi Augusti. Gernerius „ notarius ad vicem Alexandri Archicancellarii recognovi. Datum XVII. kal. junii Indict. XIV. anno IX. regni „ domini Ludovici piissimi Imperatoris. Actum Viennæ „ in Dei nomine feliciter. Amen.

Tertii vero, videlicet Friderici I. sub bulla aurea, tenor sic sequitur:

In

IN NOMINE SANCTÆ ET INDIVIDUÆ TRINITATIS.

„ FRIDERICUS divina favente clementia Imperator
„ semper Augustus. Quandocumque nostræ Imperialis
„ donationis vel corroborationis pie exposcitur suffragium,
„ celeri effectu est attribuendum; & si in iis exposcitur,
„ quæ durare perpetuo videntur, litteris est etiam adno-
„ tandum, ne prolixitas temporum posteris hoc dubium
„ reddat vel incertum. Omnibus igitur tam futuris quam
„ præsentibus Christi Imperiique nostri fidelibus notum
„ esse volumus, qualiter nos Gaufredum venerabilem
„ Avenicæ civitatis Episcopum ad Curiam nostram venien-
„ tem benigne suscepimus, honorifice tractavimus, ac
„ accepta ab eo debita fidelitate & hominio, de omnibus
„ regalibus sive possessionibus vel justitiis, quas Avi-
„ nionensis Ecclesia largitione Regum vel Imperatorum
„ vel oblatione fidelium legitime visa est hactenus posside-
„ re, plenarie investivimus. Concessimus itaque præfato
„ Gaufredo Episcopo, & per eum omnibus successoribus
„ suis in perpetuum, Villam videlicet, quæ Episcopalis
„ vocatur, infra muros Avenicæ civitatis, & medieta-
„ tem de descensu Rhodani, & tertiam partem portus
„ prædictæ civitatis, & Insulam subtus Avinionem sitam,
„ quæ ab Oriente terminatur rivulo Surgiliono, ab Occi-
„ dente vero Rhodano discurrente; & quidquid a nobis
„ habet vel habere debet in territorio præfatæ civitatis,
„ in terris cultis & incultis, vineis, aquis, aquarumque
„ decursibus, mercatis, paulis, theloneis, castellis,

„ villis,

„ villis, vicis, areis, servis, ancillis, tributariis, fore-
„ stibus, silvis, venationibus, molendinis, campis,
„ pratis, pascuis, & paludibus, quarum quædam propriis
„ duximus experimenda vocabulis: Villam Bittoritæ cum
„ omnibus appendiciis suis; Castrum novum cum appendi-
„ ciis suis: Castrum de Novis cum appendiciis suis; Vil-
„ lam de Agel cum appendiciis suis. Hæc supradicta
„ omnia & subtus notata damus & confirmamus Gaufredo
„ Avinionensi Episcopo & Ecclesiæ suæ, salva per omnia
„ Imperiali justitia. Nulla in his infestatio tyrannorum
„ sæviat, nulla Potestas per violentiam irruat, sed solus
„ Episcopus habeat in omnibus plenariam jurisdictionem.
„ Præterea Imperiali auctoritate per omnem episcopatum
„ interdicimus, ut non liceat alicui homini, Ecclesiasticæ
„ personæ, vel sæculari, masculo vel fœminæ, eorum
„ quæ Avinion. Ecclesia modo possidet vel in posterum
„ possederit, aliquid vendere vel alienare, vel in alienum
„ dominium transfundere, seu etiam relinquere, vel in
„ feudum constituere, sine consilio vel permissione Avi-
„ nionensis Episcopi & successorum suorum. Sit itaque
„ præfatus Episcopus cum supradictis omnibus possessioni-
„ bus ab omni extranea & iniqua securus potestate; verum
„ in nostra Imperiali ditione immobilis semper perma-
„ neat. Ut autem huic nostræ confirmationi nihil ad per-
„ fectionem valitudinis deesse possit, præsentem inde pagi-
„ nam conscribi, & aurea bulla nostra insignari jussimus,
„ adhibitis idoneis testibus, quorum nomina hæc sunt:

„ Hum-

„ Humbertus Bisuntinen. Archiepiscopus, Odo Valenti-
„ nen. Episcopus, Matth. Dux Lotharingiæ, Comes
„ Uldalricus de Vocemburgh, Hugo de Tajesburgh, Co-
„ mes Stephanus, Walcherus de Salino, Odo Campanien-
„ sis. Signum ✠ domini Friderici Romanorum Impera-
„ toris invictissimi. Ego Raynaldus Cancellarius vice
„ Stephani Viennen. Archiepiscopi & Archicancellarii re-
„ cognovi. Datum Bizuntii IX. kal. decemb. Indict. V.
„ anno dominicæ incarnationis MCLVII. regnante domino
„ Friderico Romanorum Imperatore gloriosissimo, anno
„ regni ejus VI. Imperii vero III.

Tenores etiam privilegiorum ejusdem Friderici I. sub sigillis in hæc verba sequuntur.

In nomine sanctæ, et individuæ Trinitatis.

„ FRIDERICUS divina favente clementia Romano-
„ rum Imperator semper Augustus. Imperatoriam decet
„ majestatem eorum, qui devoti ac fideles Imperio exi-
„ stunt, precibus aurem suæ pietatis accommodare, &
„ quæ ipsorum usibus profutura noscuntur, tam præsen-
„ tialiter quam in futurum, munifica largitate confirma-
„ re. Ea propter noverit Imperii nostri fidelium præ-
„ sentium ac sequentis ævi universitas, quod nos,
„ pro petitione dilecti nostri Gaufridi venerabilis Avi-
„ nion. Episcopi, ipsam Avinion. Ecclesiam, & univer-
„ sas possessiones ejus, sub nostræ imperialis defensionis
„ tuitione recepimus, ac præsentis scripti cautione sta-

„ tui-

„ tuimus, quatenus Regalia, quæ idem Episcopus aut
„ successores ejus ab Imperiali serenitate obtinent, nullius laicæ personæ jurisdictioni supponantur, sed
„ libera & quieta possessione sicut hactenus ab Imperatoriæ dignitatis excellentia teneantur. Censuimus etiam,
„ ut si qui sint, qui feuda Ecclesiæ per manum Episcopi
„ ejusdem tenent, & ipsum atque Ecclesiam ejus læserint
„ seu lædentibus opem vel consilium tribuerint, aut ipsum
„ in adversitate positum adjuvare pro debito noluerint,
„ sive erga successores suos in simili culpa deprehensi fuerint, liceat ei suisque successoribus, si semel, secundo,
„ ac tertio commoniti satisfacere noluerint, eadem
„ feuda, quibus non legitime utuntur, præsenti nostræ
„ authoritatis præcepto, ab ipsis retrahere, & suis ea
„ & Ecclesiæ usibus applicare. Illos etiam, qui feuda
„ ipsius Ecclesiæ detinent, & infra tempus legibus statutum, id est annum & diem, venire & investituram
„ petere, atque hominium Episcopo præstare noluerint,
„ nostra jussione ab eisdem feudis cadere, ipsaque ad
„ Episcopi & Ecclesiæ usum redire. Statuimus universaliterque prohibemus, ne quisquam feudum, quod ab
„ ipsa Ecclesia tenetur, alteri Ecclesiæ aut alicui venerabili loco contradere præsumat, absque Episcopali concessione; & si usurpatum est, aut de cetero factum
„ fuit, cassum fore judicamus. Decernimus quoque, ut si
„ feudaliter investitus morte seu alio casu feudum amittere contigerit, & in recta linea descendentes; ut sunt

„ filii

„ filii aut filiæ vel ex eis geniti, defuerint, ex latere
„ descendentes, velut fratres paterni sive alii ex transversa
„ linea constituti, eadem feuda nullatenus obtinere va-
„ leant, absque Episcoporum benefica largitione. Si qui
„ forte ex talibus ea occupaverint, nullatenus ea dein-
„ ceps possideant sine ipsorum collatione. Sane si patribus
„ mortuis, filii, qui eis in feudo successerunt, etiam
„ defuncti fuerint, & eo modo feuda ad matres devoluta,
„ auctoritate nostra inhibemus, ne matres, dotis aut
„ donationis seu aliquo alienationis genere, ipsa ad
„ ipsas transferant, sed post mortem ipsorum Episcopo
„ atque Ecclesiæ sine omni diminutione restituantur: idem
„ etiam de patribus in simili casu observetur. Præterea
„ interventu dilecti nostri Arnoldi Colonien. Ecclesiæ ele-
„ cti & Italiæ Archicancellarii, quo mediante hujus pri-
„ vilegii nostri contulimus donationem, largiti sumus
„ eidem Avinionensi Episcopo suisque successoribus juris-
„ dictionem infra Episcopatum suum statuendi publicum
„ tabellionem sive notarium, qui sua ordinatione statu-
„ tus publica instrumenta conficiat in perpetuum valitura,
„ & hujus jurisdictionis officium cui voluerit convenienti
„ personæ, sive laico sive clerico, committat. Hæc
„ videlicet omnia prænominata Aven. venerabili Episcopo
„ ejusque successoribus perpetua lege servanda stabilimus,
„ statuentes, ut ulla ecclesiastica sæcularisve persona,
„ major seu minor, hujus nostræ præceptionis confirma-
„ tionem ullatenus infringere præsumat. Quod si quis eam

P „ ausu

„ ausu temerario violare attentaverit, sexaginta libras
„ auri optimi componat, medietatem nostræ Cameræ,
„ medietatem vero sæpe memorato fideli nostro Episcopo.
„ Ut autem hæc omnia futuris omnibus sæculis rata & in-
„ convulsa permaneant, præsentem paginam manu propria
„ roborantes, sigillo nostro jussimus insigniri. Si-
„ gnum ✠ domini Friderici Romanorum Imperatoris
„ invictissimi. Ego Arnoldus sanctæ Coloniensis Ecclesiæ
„ electus, & Italiæ Archicancellarius recognovi. Datum
„ X. kal. julii anno domini 1161. Indict. IX. anno domini
„ Friderici gloriosissimi Romanorum Imperatoris regni X.
„ Imperii VII. Acta sunt hæc apud novam Laudam.

In nomine Domini. Amen.

„ FRIDERICUS Dei gratia Romanorum Imperator
„ semper Augustus, clero, consulibus, & universo
„ populo Avinionensi, gratiam suam & omne bonum.
„ Devotionis vestræ fidelitas, quantum nobis obsequio
„ subjiciatur, ex relatu dilecti nostri G. Avinionensis
„ Episcopi satis didicimus, & multoties effectu prose-
„ quente sensisse meminimus. Quamobrem de laudabilibus
„ obsequiis & larga devotione vobis gratias referentes,
„ de eo nihilominus grates referimus, qui eundem
„ Episcopum, sicut ipse asserit, & ejus Ecclesiam sincere
„ diligitis, & congruis obsequiis favorabiliter honoratis.
„ Nos enim Episcopum & Ecclesiam, sicut jam dudum sub
„ nostra protectione suscepimus, ita & adhuc perpetua de-
„ fen-

„ fenfione tenemus ; & neque hactenus conceffimus, neque
„ in pofterum concedemus, quod Epifcopus vel Ecclefia
„ Avinionenfis alicujus ecclefiafticæ vel fæcularis perfonæ
„ dominio vel poteftati debeat in temporalibus fubjacere,
„ nifi nobis tantum, noftrifque fucceforibus Imperatoribus
„ & Regibus Romanorum. Ad hæc prætetea duximus adne-
„ ctendum, quod jura, dignitatem quoque, ac libertatem,
„ quam habere civitas confuevit, ei perpetuo volumus con-
„ fervare, nec ullo unquam tempore eorumdem diminutio-
„ nem Deo volente fieri patiemur. Nihilominus vero fcire
„ vos volumus, quod precibus & interventu chariffimi
„ noftri Avinionen. Epifcopi, quia ad mandatum noftrum
„ venire contempfiftis, vobis ad præfens remittimus. In
„ præfentiarum vero ftatuimus & perpetua ftabilitate jube-
„ mus, ut in rebus & poffeffionibus ipfius Epifcopi & Eccle-
„ fiæ fuæ nemini liceat in ædificiis, ac theloneis, five
„ pedagiis, aut aliis quibuslibet modis, aliquid novum
„ facere vel inftituere, fine Epifcopi vel Ecclefiæ fpon-
„ tanea conceffione. Quod fi quis facere tentaverit, omni
„ jure & ftabilitate carere cenfemus, & noftram iracun-
„ diam cum gravi pœna fe noverit incurfurum.

Item „ FRIDERICUS Dei gratia Romanorum Impe-
„ rator femper Auguftus, fidelibus fuis clero Avinio-
„ nenfi, confulibus, & militibus, & populo, gratiam
„ fuam & omne bonum. Per præfentes noftræ majeftatis
„ apices veftræ univerfitati fignificamus, quod remoto
„ omni dubio apud vos certum effe debet, quod Epifco-

 „ pum

„ pum vestrum Gaufridum pro sinceritate fidei suæ, quam „ circa nos ad honorem Imperii operum exhibitione declaravit, sicut dilectum & honestum Principem nostrum arctius amplecti, fovere & amplius honorare decrevimus: utpote cujus personam, cujus honorem, cujus Ecclesiam, cujus possessiones universas, auctoritate nostri privilegii communivimus. Pro certo itaque scire debetis, quod nos & Ecclesiam Avinionensem cum omnibus castris, & villis, & ceteris possessionibus intus & foris, pro honore & servitio Imperii, ad manus nostras specialiter ita integre volumus retinere & conservare, quod nunquam alicujus dominio, nisi tantum nostro, nostrorumque successorum Regum & Imperatorum ea subjiciemus. Præcipimus igitur modis omnibus prohibendo, ne super Pontem Malipassus, quem nos Episcopo fideli nostro concessimus & confirmavimus, aliquas munitiones ædificare absque voluntate & consilio Episcopi aliquis præsumat, nec in possessionibus ejus aliquid de novo quisquam constituere audeat. Inhibemus etiam Imperiali auctoritate, ne paludes Episcopi, quæ sunt circa Villam Bittoritam, & Villulam de Agello, & circa Castrum de Novis, aliquis audeat exsiccare, vel in eis laborare, absque Episcopi voluntate; & si aliquid ex iis contra voluntatem Episcopi factum est, nullius momenti habeatur. Si quis autem prædictum Episcopum, vel ejus Ecclesiam, vel possessiones inquietare vel gravare præsumpserit, mandamus vestræ omnium

„ fide-

„ fidelitati rogantes & præcipientes, quatenus vice noſtra „ conſilium & auxilium Epiſcopo fideliter præbeatis, & in „ omnibus manuteneatis.

Item „ FRIDERICUS Dei gratia Romanorum Im„ perator Auguſtus. Conſuevit imperatoria majeſtas eos, „ quos diſcretos & Imperio magis fideles & devotos „ aſpexit, propenſius diligere, & fidei illorum, plura „ committere, ac ipſorum merita dignis, ubi fuerit „ opportunum, beneficiis remunerare. Noverint igitur „ Imperii noſtri fideles tam futuri quam præſentes, quod „ nos attendentes prudentiam conſtantiam & fidelitatem, „ quibus dilectus ac fidelis noſter Pontius Avinionenſis „ Eccleſiæ venerabilis Epiſcopus conſpectui noſtræ ma„ jeſtatis complacere meruit, Judæos in ſua civitate ma„ nentes, qui ſpecialiter ad cameram noſtram pertinere „ dignoſcuntur, ut ex noſtræ tuitionis patrocinio magis „ ſecuri & defenſi debeant conſiſtere, eos utique, qui „ vel nunc ibidem reperiuntur, vel in futurum illic habi„ tare decreverint, eidem fideli noſtro Pontio Avinio„ nen. Epiſcopo committimus, ut ipſe eis vice noſtra „ præſit, & ſtudeat eos omnimode fovere, manutenere, „ & ab omni violentia defenſare. Quod ea prorſus in„ tentione facimus, ut ipſos Judæos a vexationibus Co„ mitum, Nobilium, & quorumlibet aliorum vexationi„ bus liberemus, & nos vicis noſtræ cuſtodiam ſuper „ ipſos Judæos de manu prædicti Epiſcopi requirere ha„ beamus, ſi bene, rationabiliter, & benigne eos non „ ſervaverit,

„ Præ-

„ Præterea ex nostra dignitatis munificentia conce-
„ dimus eidem Pontio Episcopo, & per eum suis in perpe-
„ tuum successoribus, Portum, & plena jura portus in fluvio
„ Durantia, a loco qui vocatur Rometa usque ad Rhoda-
„ num; & hoc ex parte illius castri, quod vocatur Bar-
„ bentana, & ex parte Avinionis usque ad Sorgentilium;
„ ita quod infra hos terminos, quocumque prædictum
„ flumen brachia sua extenderit, liceat Episcopo Portum
„ facere ubicumque voluerit: ea tamen conditione, quod
„ commeantes illic in transitu non graventur, sed conve-
„ niens passagium sive naulum, & tolerabile a transeun-
„ tibus accipiatur. Quod si quis in hoc commisso nostro,
„ aut in hac donatione nostra, prædicto fideli nostro Epi-
„ scopo aliquam molestiam seu violentiam intulerit, nove-
„ rit se majestatis nostræ offensam & indignationem gravi-
„ ter incurrisse, & pro pœna quadraginta libras auri pu-
„ rissimi compositurum, quarum media pars fisco Impe-
„ riali, media præfato Episcopo vel ejus successori, quis-
„ quis ille pro tempore fuerit, persolvatur. Ad cujus rei
„ memoriam & certam observationem, præsentem car-
„ tam fecimus conscribi, & majestatis nostræ sigillo robo-
„ rari, ut firma teneat; salva imperiali justitia. Datum
„ apud castrum Montilium Adimari anno dominicæ Incar-
„ nationis 1178, Indict. XI. 3. non. augusti mensis.

Tenor vero confirmationis a Friderico II. super privilegio Avi sui Friderici I. sequitur in hæc verba.

IN NOMINE SANCTÆ ET INDIVIDUÆ TRINITATIS.

,, FRIDERICUS II. divina favente clementia Roma-
,, norum Imperator semper Augustus, Hierusalem & Sici-
,, liæ Rex. Imperialis excellentia tunc præcipue sui nomi-
,, nis titulos ampliat, tunc officii sui debitum reddit cum
,, fænore Deo vivo, cum loca Deo dicata & personas
,, ecclesiasticas pio favore tuetur, & justas earum favora-
,, biliter petitiones exaudit, ejus intuitu . . . . per quem
,, præest Principibus terræ. Ea propter notum fieri volu-
,, mus universis Imperii fidelibus tam præsentibus quam
,, futuris, quod Bernardus venerabilis Avinionensis Epi-
,, scopus dilectus fidelis noster quoddam privilegium Avi
,, nostri divi Imperatoris Friderici memoriæ recolendæ
,, Ecclesiæ suæ quondam clementer indultum, nostro
,, culmini præsentavit, humiliter supplicans & devote, ut
,, ipsum innovare, & omnia quæ continentur in eo confir-
,, mare de nostra gratia dignaremur: cujus tenor per omnia
,, talis est.

IN NOMINE SANCTÆ ET INDIVIDUÆ TRINITATIS.

,, FRIDERICUS divina favente clementia Romano-
,, rum Imperator Augustus. Quandocumque nostræ Impe-
,, rialis donationis &c. ,, (Per omnia, prout ipsum Privi-
legium Friderici I. præscribit, cujus tenor de verbo ad
verbum præsentibus est insertus, & post hæc sequitur)

,, Nos itaque, qui Deum habemus præ oculis, & per-
,, sonas ecclesiasticas ac Ecclesiastica loca ipsius intuitu &
,, hu-

„ humanitate nobis ſuggerente fovemus, attendentes fidem „ puram & devotionem ſinceram, quam dictus Bernardus „ Epiſcopus ad majeſtatis noſtræ perſonam & ſacrum „ Imperium habet, ipſius quoque ſupplicationibus incli- „ nati, privilegium divi Imperatoris Friderici Avi noſtri „ memoriæ recolendæ indultum dictæ Eccleſiæ de verbo „ ad verbum inſeri juſſimus, omnia quæ continentur „ in eo de Imperialis præeminentiæ gratia confirmantes. „ Statuimus igitur & Imperiali ſancimus edicto, ut nulla „ perſona alta vel humilis, Eccleſiaſtica vel ſæcularis, „ prædictum B. Avinionenſem Epiſcopum vel ſucceſſores „ ſuos, aut Avinionen. Eccleſiam, contra præſentis „ Privilegii noſtri tenorem, temere impedire vel moleſtare „ præſumat. Quod qui præſumpſerit, mille libras auri „ pro pœna componat, medietatem ſcilicet Cameræ no- „ ſtræ, & reliquam medietatem paſſis injuriam applican- „ dam. Ut autem hæc noſtra innovatio & confirmatio „ perpetuam obtineat firmitatem, præſens Privilegium „ fieri, & bulla aurea typario noſtræ majeſtatis impreſſa „ juſſimus communiri. Hujus rei teſtes ſunt Siffridus Ma- „ guntin. Archiepiſcopus, Bertoldus Patriarcha Aquilejen., „ Hermannus Herbipolen., L. Vormacien., R. Patavien. „ Epiſcopi, Joannes Arelaten. Archiepiſcopus, G. Va- „ lentinen. Electus, B. Dux Carinth., R. Comes Provin- „ ciæ, B. Marchio Montisferrati, & alii quamplures. „ Signum ✠ domini noſtri Friderici II. Dei gratia invi- „ ctiſſimi Rom. Imperatoris ſemper Auguſti, Hieruſa- „ lem & Siciliæ Regis.

„ Acta

„ Acta sunt hæc anno dominicæ Incarnationis 1238.
„ mense septembris, XII. Indictione, imperante domino
„ nostro Friderico II. Dei gratia invictissimo Romano-
„ rum Imperatore semper Augusto, Hierusalem & Si-
„ ciliæ Rege, imperii ejus anno 18. regni Hierus. XIII.
„ regni vero Siciliæ XLI. feliciter. Amen. Datum in
„ castris in obsidione Brixiæ, anno, mense, & Indictione
„ præscriptis.

Nos igitur ob unigeniti Filii Dei & intemeratæ genitricis ipsius Mariæ Virginis gloriam, & ejusdem Principis nostri virtuosam industriam, constantiam fidei, & sinceræ conscientiæ puritatem, quibus ipsum virtutum meritis verbis operibus & exemplo clarere limpidius experimur, quem etiam præcedentis famæ celebris de ipso fuerit vox testata; necnon puræ ipsius sinceritatis affectum, quo ad Imperatoriæ majestatis honorem in opportunitatibus nostris omni benevolentiæ studio promptum se reddidit hactenus placidum & acceptum; & ut ipsum in antea pro nostris beneplacitis fortius annuamus, suis justis & rationabilibus supplicationibus annuentes, ipsum Episcopum pro tempore, & ejus Ecclesiam Avin., & ipsorum bona quæ juste possident & in antea assequentur, in nostram & sacri Imperii protectionem tuitionem & salvamguardiam recipientes, prædicta Privilegia nostrorum prædecessorum in omnibus suis summis tenoribus punctis & titulis, prout de verbo ad verbum sunt inserta: insuper gratias articulos atque puncta, super quibus nostræ majestatis litteras, cum additione certæ pœnæ,

nuper eidem nostro Principi suis successoribus & Ecclesiæ Avinionensi dedisse meminimus, videlicet ut ipse & iidem sui successores in castris Novarum, Barbentanæ, & aliis locis ad dictam Ecclesiam Avinionen. spectantibus, in & sub Imperio situatis, quotiescumque & quando ipsis placuerit, monetam auri, argenti, & ex ære, incontaminatam, debitam & legalem, dativam & legitimam, juxta cursum patriæ, sub figuris & caracteribus debitis, quæ legitimo pondere non fraudentur, cudendi effigiandi & faciendi plenam potestatem habeant; & liberam facultatem magistros custodes monetarios & operarios ad opus ipsius monetæ rite creandi deputandi, & omnia & singula faciendi & quomodolibet exercendi, quæ ad eamdem monetam pro utilitate reipublicæ necessaria fuerint seu etiam opportuna; decernentes auctoritate Cæsarea omnes & singulos ad receptionem & usum dictæ monetæ teneri: monetarios etiam magistros custodes & operarios per Episcopatum pro tempore debite faciendos, aliorum monetariorum nostrorum sub Imperio consistentium ministris & consortio aggregantes, juribusque & libertatibus perfrui & gaudere volentes.

Item in villa castri de Novis Ecclesiæ Avinionensis, in qua forum hebdomadale die mercurii septimanis singulis celebrari consuevit, nundinas annuales in octava sancti Michaelis incipiendas, & octo diebus continuis duraturas, annis singulis libere celebrandi, & easdem per omnis districtus loca seu terras Imperii publice indicendi seu edicendi insinuandi, & ubilibet prout expediens fuerit proclamandi, nec-

necnon nundinas supradictas in locum alium seu villam aliam Avinionen. Ecclesiæ, seu tempus aliud, ubi & quando plus utilitati communi conveniat, & in aliorum locorum minus præjudicium vergi possit, transmutandi & libere transferendi, omnesque homines utriusque sexus ad prædictas nundinas causa mercandi, residendo stando & redeundo una cum eorum mercibus, in nostram & sacri Imperii protectionem securitatem & tuitionem recepimus singularem.

Item Portum salis in flumine & riparia Rhodani prope Castrum Novum Avinionensis Ecclesiæ, & in ipsius territorio faciendum, ita quod omnes & singuli sal ducentes navigiis, & vehentes per flumen Rhodani supradictum, valeant ad Portum hujusmodi in riparia ipsa propinqua territorio Castri Novi libere applicare & sal exonerare, & ad dictum Castrum Novum deducere portare & vendere ibidem, vel alibi in partibus ubique Romano subjectis Imperio, prout eis & eorum cuilibet ac utilitati reipublicæ melius & utilius videbitur expedire, absque impedimento & requisitione pedagii solutionis & exactionis cujuslibet, si quod vel si quæ in loco de Lercio aut alibi in superiore parte fluminis ubicumque solitæ sint exigi vel exsolvi.

Item omnes & singulos sine fraude officiales servientes donatos & familiares, qui sunt & erunt pro tempore, utriusque sexus, tam Episcopi pro tempore & Ecclesiæ Avinionensis, quam etiam Ecclesiasticorum sæcularium & regularium, monasteriorum, & domuum religiosarum per dictam Avinionensem diœcesim, etiamsi laicales per-

ſonæ extiterint, ab omni cognitione & juriſdictione temporali, & domini temporalis & ejus officialium quorumcumque, in quibuſcumque cauſis civilibus vel criminalibus, de certa ſcientia, gratia ſpeciali, ac Imperialis plenitudine poteſtatis eximimus: Imperiali ſancientes edicto, quod ſi quis eorumdem ſive officiando vel non officiando delinquat, cognitio & punitio ad Epiſcopum & ejus ſucceſſores pro tempore, aut ad Vicarium & Officialem eorum, debeat in antea pertinere. Mandantes omnibus, & ſingulis cujuſcumque præeminentiæ, ſtatus, vel conditionis extiterint, ne quis dictum Epiſcopum pro tempore, & Eccleſiam Avinionenſem, aut perſonas, quas dictæ gratiæ concernere poterint, contra earumdem litterarum tenorem & contentorum in eis, quomodolibet aggravent impetant aut moleſtent, aut gravari & a quocumque impeti & moleſtari permittant, prout noſtram & ſacri Imperii indignationem, & pœnam in cujuslibet gratiæ & confirmationis privilegio & littera expreſſarum, cupiat evitare, prout in ſingulis litteris plenius continetur. Quæ quidem Privilegia ſupradicta & noſtra, ac quæcumque prædeceſſorum noſtrorum & contenta in ipſis, univerſas etiam & ſingulas donationes conceſſiones indulta jura juriſdictiones, altas & baſſas, libertates, conſuetudines laudabiles, immunitates, & obſervantias, bona, proprietates, & poſſeſſiones, quæ & quas tam ipſe Epiſcopus ſupradictus, quam ſui anteceſſores juſte acquiſierunt & tenent & poſſident, etiamſi de iis jure vel conſuetudine deberet in præſentibus

tibus nostris litteris fieri mentio specialis, animo deliberato, non per errorem aut improvide, sed de certa nostra scientia, ac principum procerum & nobilium nostrorum consilio habito, auctoritate cæsarea, & de Imperialis plenitudine potestatis, ex innatæ nobis pietatis clementia, ratificamus authorizamus confirmamus innovamus, immo etiam de novo concedimus: reservato etiam ipsis jure in iis possessionibus, juribus, & rebus, siquarum vel quorumlibet possessionem, per injuriam non usum aut dissuetudinem, amisissent; supplentes omnem defectum, si quis obscuritate verborum, sententiarum dubietate, aut alio quovis modo in præmissis compertus fuerit, de Imperialis plenitudine potestatis: nostris tamen & Imperii juribus semper salvis. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ approbationis, ratificationis, confirmationis, innovationis, & de novo concessionis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, gravem nostræ majestatis offensam, ac pœnam centum marcharum puri auri, toties quoties contra factum fuerit, se noverit incursurum; quarum medietatem ærario Imperialis Cameræ, reliquam vero medietatem Episcopo & Ecclesiæ Avinionensi passis injuriam, decernimus applicandam. Signum ✠ serenissimi Principis, & domini domini Caroli IV. Romanorum Imperatoris invictissimi & gloriosissimi Bohemiæ Regis.

Testes hujus rei sunt: Venerabilis Petrus sanctæ Narbonen. Ecclesiæ Archiepiscopus & Primas, Bertholdus

Eyste-

Eyſteten. noſtræ aulæ Imperialis cancellarius, Marquardus Auguſten., Theodoricus Vormacien., & Lampertus Spiren. Eccleſiarum, Epiſcopi illuſtres; Ripertus junior Comes Palatinus Rheni & Dux Bavariæ; Ludovicus Andegaven., Joannes Bituricen. fratres Regis Franciæ; Barninus Stetinen., Henricus & Rupertus Legincen., Bolzo Oppolen., & Primislaiis Seſſinen. Duces; ac Amedeus Comes Sabaudiæ, Principes ſpectabiles; Burgardus Burgravius Magdeburgen. Imperialis curiæ noſtræ magiſter, Joannes Lantgravius Lutzbergen., Henricus de Suſamzburg., Federicus de Lyningen., Ludovicus junior de Ortingen., Comites Nobiles; Andreas de Brunes, Lampoldus de Hortemburg., Conradus & Joannes Mareſcalli de Rapellen., Joannes de Wartemberg., Bozo de Ryſemburg.; & alii quamplures noſtri & Imperii ſacri fideles dilecti, præſentium ſub bulla aurea typario noſtræ majeſtatis impreſſa teſtimonio litterarum.

Datum Avinione anno Domini 1365. indict. tertia, 7. idus junii, regnorum noſtrorum anno decimonono, imperii vero undecimo. Et ego Bertoldus Dei & Apoſtolicæ Sedis gratia Eyſteten. Epiſcopus, ſacræ Imperialis aulæ cancellarius, vice reverendi in Christo patris domini Cunonis Treveren. Archiep. ſacri Romani Imperii per Galliam & Regnum Arelaten. Archicancellarii recognovi.



Num. IX.

## Num. IX.

### *Conceſſion de Charles V. Roi de France d'une partie du Pont d'Avignon au Pape Urbain V.*

1368. 5. Decemb.

*CAROLUS Dei gratia Francorum Rex, ad perpetuam rei memoriam.*

REgi Regum, per quem vivimus regimur & regnamus, gratum in ſuis miniſtris impendere credimus famulatum, ſi ad ea, quæ ſanctæ Romanæ Eccleſiæ matri noſtræ utilia, ſanctiſſimoque in Chriſto patri ſummo pontifici, qui ipſius ac univerſitatis Eccleſiæ caput fore dignoſcitur, grata ſcimus, nos reddimus, quantum cum Deo poſſumus, liberales. Hinc eſt, quod nos attendentes, quod pater beatiſſimus ſummus Pontifex modernus totis exactis hactenus temporibus, & potiſſime tempore, quo dictæ ſanctæ præfuit Eccleſiæ, ad noſtrum & Regni noſtri ſtatum felicem jugiter totis conaminibus aſpiravit, & ad omnia, quæ ſcire potuit nobis grata Regnoque noſtro præfato utilia, ſe reddidit & reddit continue gratioſum propitium & benignum; Ac præterea volentes in omnibus ſibi gratis, Romanæque Eccleſiæ utilibus, nos etiam reddere liberales, ſibi pro ſe & ſucceſſoribus ſuis Romanis Pontificibus certam partem Pontis inter VILLAM SUAM DE AVINIONE, ac villam noſtram *Ville neuve* Gallice nuncupatam, ſuper fluvium Rhodanum ſituati, videlicet ab exitu VIL-

VILLÆ SUÆ Avinionen. usque ad quamdam Capellam, quæ supra eumdem Pontem situatur, una cum aqua fluvii atque fundo sub eodem, a prædicto exitu dictæ villæ Avinionensis usque ad dictam Capellam existentem, nec non in quantum territorium civitatis Avinionensis tam supra quam infra Pontem se extendit, tantumdem spatii seu mensuræ ipsius Rhodani, & terræ supra quam ipse Rhodanus fluit, a ripa ipsius Rhodani ex parte territorii Avinionensis mensurando, quantum spatium est a Porta Avinionis usque ad Capellam prædictam ipsius Pontis, omnique jurisdictione, & justitia, alta media & bassa, mero etiam ac mixto imperio, ressorto, & superioritate omnimoda, aliisque juribus universis & singulis, quæ in ipsa parte Pontis & fluvii, tam per terram quam per aquam, habebamus & habere poteramus ante datam præsentium litterarum, dedimus & concessimus, damusque & concedimus per præsentes, regia authoritate, de nostræ plenitudine potestatis, ex certaque scientia & gratia, nihil juris, ressorti, superioritatis, seu dominii in prædictis penitus retinendo. Damus igitur tenore præsentium in mandatis charissimo ac fideli fratri nostro Duci Andegavensi, locum nostrum tenenti in partibus Occitanis, necnon Senescallo nostro Bellicadri vel ejus Locumtenenti, ceterisque justitiariis & officiariis nostris præsentibus & futuris, & cuilibet eorumdem, quatenus prædictum summum pontificem ipsiusque successores dicta parte dicti Pontis, cum aliis supradictis per nos eidem concessis, perfecte gaudere & uti de cetero pacifice

ac

ac perpetuo faciant & permittant, omnia impedimenta circa hoc apposita penitus amovendo, quæ nos etiam tenore præsentium amovemus. Quod ut firmum & stabile permaneat in futurum, præsentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Datum in castro nostro de Lupara Parisiis die quinta mensis decembris anno Domini 1368., & regni nostri quinto. Per Regem: Yvo (*Visa & a dorso registrata*).

## NUM. X.

*Cautionements prêtés par Louis XII. Roi de France aux Papes Paul II. & Sixste IV., pour la bonne & fidéle administration du Cardinal Charles de Bourbon dans sa légation d'Avignon.*

1470. & 1472.

*Nos LUDOVICUS Dei gratia Francorum Rex.*

IN verbo regio promictimus, & ad sancta Dei evangelia juramus, Nos facturos & efficaciter curaturos, quod charissimus & dilectissimus consanguineus noster Carolus Archiepiscopus Lugdunensis, & civitatis Avinionensis ac comitatus Venaisini pro beatissimo patre nostro domino Paulo divina providentia Papa II. & sancta Romana Ecclesia, ad supplicationem & requisitionem nostram, Gubernator cum potestate Legati de latere, usque ad ipsius domini Papæ & apostolicæ Sedis beneplacitum deputatus,

cum omni integritate & munditia universis civibus & incolis civitatis & comitatus prædictorum bonam & expeditam justitiam ministrabit: quodque in commissa sibi gubernatione prædicta *tamdiu manebit, & illam ut præfertur exercebit, quamdiu idem dominus Papa permittet, aut ipsi Archiepiscopo de suæ Beatitudinis vel successorum ejus contraria voluntate constabit, & non ultra; ad omnemque ipsius domini Papæ aut successorum simplicem requisitionem vel mandatum, cum omni debita obedientia, illam absque contradictione dilatione sive aliqua difficultate dimittet*; & cui Beatitudini suæ aut successoribus ipsis placuerit, cum palatio omnibusque juribus & pertinentiis suis, assignabit cum effectu; omni quoque tempore *illa fideliter adimplebit, quæ iidem dñs Papa vel successores mandabunt*. In quorum omnium fidem & testimonium præsentes literas fieri jussimus, manus nostræ subscriptione, nostrique sigilli appensione communitas. Datum in oppido nostro Ambasiæ die 26. mensis septembris anno Domini 1470., & regni nostri decimo.

LOYS.

Per regem: De Moulins.

Nos LUDOVICUS &c. In verbo regio promittimus &c. domino Sixto divina providentia Papa IV. &c.

Datum apud Monasterium s. Florentii die 5. mensis junii anno Doimni 1472. & regni nostri undecimo.



NUM. XI.

# Num. XI.

*Acte, par lequel Charles IX. Roi de France prend Avignon & le Comtat sous sa défense, & s'engage a contenir leurs habitants dans la soumission & obéissance, au St. Siége, pendant la légation d'un autre Cardinal de Bourbon.*

1564. 4. Decemb.

*CHARLES par la grace de Dieu Roy de France, a tous ceux qui ces presentes Lettres verront, salut.*

NOtre cher & bien amé le sieur de Villeparisis, Chevalier de notre Ordre, Capitaine de cinquante hommes d'armes de nos ordonances, & notre ambassadeur près notre St. Pére, Nous a faist entendre, que entre autres choses, que notre St. Pére desiroit, avant que confirmer la permutation de la légation d'Avignon, traictée entre nos tres chers & bien amés cousins les Cardinaux de Bourbon & Farneze, & bailler a notres cousins les provisions necessaires, sa saintetè desiroit, que nous promissions a lui, au St. Siége Apostolique, & a notre cousin le Card. de Bourbon, *prendre la ville d'Avignon, le Comté de Venisse, & autres terres du dit Estat d'Avignon en notre protection & sauvegarde*; Et que en ce faisant, nous pro-

 mis-

missions tenir la main a ce que aulcun de la prétendue nouvelle Religion ne feist aulcun exercice d'icelle, ny ne vesquit autrement, que suivant l'antienne Relligion Catholique & Romaine au dit Avignon, & suivant la volonté de nôtre St. Pére; Et en cas qu'aucuns subjects d'Avignon & Comté de Venisse se trouvassent, qui ne voulussent a ce que dessus obéyr, nous ayderions nôtre St. Pére & notre cousin le Cardinal de Bourbon de nos forces, si besoin y echeoit, pour chastier & . . . sser les seditieux & rebelles, & faire de sorte, que nôtre St. Pére, & nôtre cousin demeurassent obeys. POUR CE EST IL, que Nous desirans faire cognoistre de plus en plus le zeelle & affection que nous avons tousjours a nôtre Relligion Catholique & Romaine, & au St. Siége Apostolique, & aux merites, vertus, proximité de sang & degré, que nôtre cousin le Card. de Bourbon tient auprès de nous, SCAVOIR FAISONS, que nous, après avoir eu sur ce l'advis de nôtre tres chere & tres honorée dame & mére, & des Princes de nôtre sang, & gens de nôtre premier Conseil, avons promis & promettons a nôtre St. Pére & au St. Siége Apostolique, tant que nôtre cousin le Card. de Bourbon sera Légat d'Avignon & Comté de Venisse, que nous tiendrons la main & ferons de sorte, que sa sainteté & nôtre cousin le Cardinal de Bourbon seront obeys au dit Avignon & au dit Comté en ce qu'ils ordonneront, tant pour le faict de la Relligion, qu'autres choses: pourveu toutes fois, qu'ils ne soyent en prejudice de notre Couronne, & a proced-

cedder contre les sedicieux & rebelles, les ayderons tant que la force & l'obeissance les en demeure. En foy de quoi nous avons signé les presentes de nôtre main, & ycelles fait sçeller de nôtre scel. Donné à Arles le quatrieme jour de decembre l'an mil cinq cents soixante quattre, & de nôtre regne le quatriesme.

CHARLES.

## Num. XII.

### *Accord fait entre les officiers des deux Cours pour le Sel, & son usage dans Avignon & dans le Comtat.*

1603. 5. Avril.

SUR les remonstrances faictes par Monf. M. François du Faure conseiller du Roi, procureur general de sa majesté en la cour de Parlement du Daufin seant a Grenoble, a ce que conformément a l'intention de sa majesté *les subjects de notre St. Père le Pape* se fournissent du sel de la ferme du pays du Daufiné a un prix raisonable, durant le temps de la nouvelle ferme, que le dit pays du Daufiné a obtenu de sa dit majesté, qui finira en l'année mil six cens treize, a esté convenu & accordé entre Monf. M. Laurens de Labeau Berard docteur éz droicts advocat & procureur general de sa dit sainteté en la Légation de ceste ville d'Avignon, après en avoir conferé avec Mgr. Illustrissime & Reve-

verendiſſime Charles de Comti Eveſque d'Anconne Baron Romain Vice-Legat & Gouverneur general de la dite Légation d'Avignon, & ſubs le bon plaiſir de ſa dite Sainteté d'une part, & le dit ſieur du Faure pour & au nom des gens des trois Eſtats du dit pays du Dauſiné de l'autre, comme s'enſuit.

Que pour conſerver l'union reciproque & mutuelle intelligence, qui a eſté de tout tems & eſt entre ces deux Provinces, *les ſubjects de ſa dite Sainteté* ſeront tenus ſe fournir & uſer du ſel de la dite ferme du Dauſiné & non d'autre, & les fermiers & autres officiers des greniers d'icelle ferme, eſtablis dans les terres de ſa dite Sainteté, ſeront auſſi tenus leur en bailler & fournir au prix de quatre livres douze ſols Tournois le minot au grenier du dit Avignon; & aux autres greniers du pays du Comtat a l'equipollent, eu eſgard ſeulement au port du ſel & qui en depend de ceſte dite ville d'Avignon en hault contremont la riviere du Roſne, ſur le quel prix ſa dite Sainteté prendra dix ſols Tournois pour minot; procurant toutes fois, que la dite quantité neceſſaire pour le dit fourniſſement ſoit raiſonnablement limitée, ſans qu'*eux ſubjects de ſa Sainteté* en puiſſent prendre d'avantage, mais bien moins s'ils veulent, ou qu'ils puiſſent vendre donner ny contratter aucunement du dit ſel, ſi ce n'eſt qu'entr'eux pour leur uſage & dans le dit pays, & non entre aucuns eſtrangers; ny que pareillement les dits ſubjects ou autres eſtrangers puiſſent debiter & tranſporter hors ou dedans icelluy pas autre ſel

que

que celluy de la dite ferme directement ou par indirect, & passé le temps d'icelle dite ferme les parties demeureront en mesme estat, qu'elles estoient avant ces presentes.

Et pour ce seront continuées les proclamations & differences anciennement faictes en ceste ville d'Avignon, que pays du Contat Venaissin, sur le trafic commerce passage transport & debitement d'autre sel ez dite ville & pays du Contat, sur les peynes y contenues & autres telles qu'il plaira a mon dit Seigr. le Vice-Legat ordonner, & si besoing est en faire de nouveau. Et pour la commodité des dits *subjects de sa Sainteté* se continuera la forniture du sel au grenier de Chateau-neuf Calcernier dict de Pape, ainsin que souloit fere de toute ancienneté subs le dit equipollent.

Ce que le dit Sr. Procureur moïennera faire aggreer & ratiffier aux dits sieurs des trois Estats du dit pays du Dauffiné, & après cela les dits sieurs des trois Estats a sa majesté, s'il est besoing, lors de la requisition des officiers de sa Sainteté, & leur en fournir la ratiffication aux despens du dit pays du Daufiné en bonne & dbue forme, en ce qui concernera l'expedition de la dite ratiffication tant seulement; & à tout evenement faire avoir tenir & entretenir le contenu cy dessus, pendant que les dits sieurs des Estats, ou autres qu'ils pourront subroger en leur lieu & place, seront jouissants de la dite ferme, moyennant la quelle ratification des dits Estats le dit sieur Procureur general de sa majesté demeurera suffisamment deschargé de la presente convention, tout ainsi que le dit sieur Advocat general de sa Sainteté,

té, en rapportant semblable ratification de mon dit Seigr. le Vice-Legat ; & seront rendus les presentes originaux reciproquement de l'un a l'autre, des quels jusques au dit temps ils sont demeurés chargés.

Faict en Avignon ce cinquiesme jour du mois d'apvril mil six cens & trois. L. de Labeau Advocat, & Procureur general de N. S. Pére en la cité & Légation d'Avignon. Du Faure Procureur general de sa majesté au Parlement de Grenoble pour & au nom des trois Estats du pays du Daufiné. Siffredi greffier.

## NUM. XIII.

*Lettres de naturalité accordée par Louis XIII. aux habitants d'Avignon, confirmatoires du même privilége concédé par ses prédécesseurs, & particuliérement par François I.*

1611. Mars.

*LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, Comte de Provence, Forcalquier, & terres adjacentes, a tous presents, & a venir salut.*

A Nos chers & bien amez les consuls & habitants de la ville d'Avignon & Comté Venaissin, nous ont fait remonstrer par le premier & jusques au douzieme articles du cayer & requeste, que le sieur Paul Antoine de Dony escuyer de la dite ville, seigneur de

Gault

Gault & de Beauchamps, gentilhomme ordinaire de nôtre chambre, premier consul & deputé de celle ville, nous a presentée de leur part au mois de decembre dernier, sur la confirmation de leurs priviléges, que de tout temps ils ont été tres humbles, tres fidelles, & tres affectionez serviteurs au bien & service de cette couronne, & l'ont toujours témoigné en toutes les occasions, qui se sont présentées, même lors que l'Empereur Charles V. descendit en Provence avec une grande & puissante armée ; que le Roi François premier fut reçeu dans celle ville ; qu'il avoit dressé son armée, & tiré de la dite ville grande somme d'argent, & munitions de guerre, vivres & autres choses necessaires pour s'opposer aux entreprises, que le dit Empereur avoit contre la dite province ; C'est pourquoy les Roix nos prédecesseurs en consideration de ce, & des bons grands & signalez services receus de la dite ville & des habitants d'icelle, & aussi de la bonne intelligence & amitié, la quelle a eté de tout temps entre eux, les Papes, & le St. Siége Apostolique, ont toujours accordé *aux dits habitants sujets de sa Sainteté* plusieurs grands priviléges, & *semblables qu'a leurs vrais sujets*, regnicoles, & originaires : & ceux confirmées successivement de regne en regne, & même par lettres patentes du dit Roi François premier, & confirmées par les Roix Henry second, Charles neuf, & Henry troisieme ; exemption des droits forains &c.... . Les parties ouyes en nôtre Conseil, & avec connoissance de cause; Ce qui leur auroit eté confirmé par les dits Roix

S Fran-

François premier, Charles neuf, & Henry trois; d'avantage qu'il auroit eté permis par les Roix nos dits prédecesseurs a la dite Ville & habitants d'icelle & leurs successeurs, de pouvoir &c. . . . sans payer aucuns droits forains, les ayant en tout, ce que dessus, tenus censez & reputez comme nos propres sujets: tous les quels priviléges &c. . . . le fermier de la foraine, qui est a present depuis son bail, sous pretexte, que dans celuy il auroit fait mettre une clause portant revocation de tous priviléges, bien que telle revocation ne se puisse entendre pour eux; parcequ' ils ont obtenu les dits priviléges, non seulement par le dit secours, mais moyennant vingtcinq mil ecus, qui feurent prêtez au dit Roi François premier pour la necessité de ses affaires, & pour ainsi a titre onereux, qui ne se peut revoquer, auroit etabli des bureaux tout a l'entour de la dite ville d'Avignon & Comté Venaissin &c. . . .

A ces causes desirans subvenir aux dits consuls & habitants de la dite ville d'Avignon, & ceux gratifier, & favorablement traiter, autant qu' il nous sera possible, *tant en consideration de notre saint Pére le Pape, dont ils sont sujets*, que pour les bons & agreables services, qu' ils ont faits aux feus Roix nos prédecesseurs, & ceux que nous promettons qu' ils continueront envers nous a l'advenir, & pour autres considérations a ce nous mouvans; après avoir fait voir en nôtre Conseil les dites lettres a eux octroyées par les Roix nos prédecesseurs, & notamment celles du dit feu Roi nôtre tres honoré seigneur & pére du mois

mois de may mil cinq cens quattre vingt dix neuf ; Arrêts de nôtre dit Conseil du dit neuvieme septembre mil six cens cinq, & trentieme juin mil six cens neuf : autres Arrêts donnez par nôtre dite cour des comtes le quinzieme may mil six cens trois, & onzieme mars mil six cens six, & autres pieces concernans les dits privilèges ; Nous, de l'advis de la Reine Régente nôtre tres honorée dame & mére, & de celuy de nôtre dit Conseil, & de nôtre grace spéciale, pleine puissance & authorité royale, conformément aussi aux responces par nous faites en nôtre dit Conseil sur les dits articles du dit cayer, dont l'extraict est icy attaché sous le contrescel de nôtre chancellerie ; avons aux dits consuls & habitants de la dite ville d'Avignon continué & confirmé, continuons & confirmons tous & chacuns les dits privilèges & exemptions, qui leurs ont, comme dit est, été accordez, même par le dit feu Roi nôtre tres honoré seigneur & pére, ainsi qu'ils sont particuliérement specifiez en dits lettres patentes, qui leur ont été expediées au dit mois de may mil cinq cens quattre vingt neuf, & qui ont eté vérifiées en nos cours de Parlement, & chambres des comtes de Paris, & Parlement de Toulouse ; & ceux & chacun d'eux, en tant que besoin est ou seroit, leur avons de nouveau concedez & confirmez, concedons & confirmons par ces presentes signées de nôtre main &c. . . .

Voulons & entendons aussi, que les supplians jouissent pleinement des lettres de naturalité, pour être eux & leurs

fucceffeurs, nais & a naître, tenus & reputez *comme naturels François & nos propres sujets*, & comme tels les avons déclarez & déclarons, avec pouvoir de tenir offices, benefices, & autres charges, posséder biens meubles & immeubles, y fucceder, & demeurer en ceux & toutes les terres de nôtre obeiffance, comme & tout ainfi, que nos dits vrais & propres fujets originaires & regnicoles: & ce tant pour le paffé, que pour l'advenir, & fans que a l'occafion du droit d'Aubéne &c. . . . A la charge de prendre confirmation de la dite naturalité des Roix, qui nous fuccéderont, deux ans après le decéds de leurs prédeceffeurs. Voulons &c. . . . que les dits fupplians foient deformais cenfez & reputez comme nos vrais & naturels fujets, & nais en nôtre pais de Provence, fans qu'ils puiffent être conftraints par nos fermiers, ni autres au payement &c. . . . Si donnons en mandement a nos amez & feaux les gens de nos cours de Parlement &c. Et a fin que ce foit chofe ferme & ftable à toujours, nous avons fait mettre nôtre fcel a ces dites préfentes, fauf en autres chofes notre droit & l'autruy en tout. Donné a Paris au mois de mars l'an de grace mil fix cens onze, & de nôtre regne le premier. ( *Signé*, Louis; *& plus bas*, par le Roy en fon Confeil, la Reine Régente fa mére préfente. Philippeaux; *& fcellées du grand fceau de cire verde fur lais de foye rouge & verde.* ) . . . .



Num. XIV.

# Num. XIV.

## *Concordat sur les limites des territoires d'Avignon & de Provence.*

1623. 30. Avril.

ARticles accordés entre Messire Octavio Corsini Archevesque de Tarse Nonce de sa Sainteté près de sa Majesté tres Chrestienne, Commissaire député de sa dite Sainteté, & les Sieurs de Champigny conseiller du Roi en les Conseils d'Estat & privé, controlleur general de ses finances, Depreaux conseiller aux dits Conseils d'Estat, chevalier & chancellier des Ordres de sa majesté, & de Marillac aussi conseiller aux dits Conseils d'Estat & privé, Commissaires deputés de sa dite majesté, dont les pouvoirs sont inserés a la fin du present accord : pour raison des différents entre les habitants de la ville d'Avignon, & les sujets de sa majesté de Provence, sur les limites des terroirs de la dite ville d'Avignon & de Noves, de Chateaurenard, & autres lieux le long de la riviere de Durence, depuis le Pont de Bompas jusques au Rhosne &c.

L'eau de la dite rivière faira séparation des Estats d'Avignon et de Provence, *demeurant neantmoins la Souveraineté de la dite eau a sa Maiesté*, bien qu'elle passât la ligne du costé d'Avignon; & les isles & iscles, qui se feront èn la dite largeur de trois cents cannes, tant qu'elles seront environnées d'eau, & tant qu'elles ne seront unies & con-

contigues a la terre ferme du dit Avignon , appartiendront a sa dite majesté ; Comme de mesme les isles & iscles , qui sont & se fairont au deça la dite ligne du costé d'Avignon , bien qu'elles soint environnées d'eau , *appartiendront en pleine Souveraineté a sa dite Sainteté* .

La *proprieté jurisdiction & souveraineté de tout le terroir , qui se trouvera deça la dite riviere du costé d'Avignon,* soit en terre ferme , graviers , isles , iscles , bois laissés , assablements , & atterrissements jusques a l'eau courante de la dite riviére , a commencer du dit Pont de Bompas jusques au Rosne , & nottemmant le dit terroir prétendu par les dits de Noves du costé d'Avignon , *appartiendra a sa dite Sainteté & ville d'Avignon respectivement* ; comme de mesme tout ce,qui se trouvera au dela de la dite riviére du costé de Provence de mesme nature , appartiendra a sa dite Majesté & Communauté de Provence en mesme jurisdiction & propriété .

Si la dite riviére descendant du costé d'Avignon passe la ligne de cette part , les terres , qui seront enfermées entre la riviére & la ligne du costé d'Avignon, *demeureront en la souveraineté de sa dite Sainteté* ; & le cours & navigation de la dite riviére tousjours en la souveraineté du Roy seulement .

Si la dite riviére descendant du costé de Provence passe la ligne du dit costé tirant vers Tarascon , ou autres lieux de Provence , la ligne du costé de Provence en ce cas servira de frontiére entre Provence & Avignon , sans

*que*

*que la souveraineté de sa Sainteté s'étende outre icelle.*

Toutes assignations & collocations faites par les officiers de sa dite Majesté au deça la dite riviére du costé d'Avignon, & a l'endroit du terroir prétendu par les dits du Noves en faveur des créanciers de la dite Communauté, seront de nul effect & valeur, & comme si jamais n'avoient esté faits; & non obstant icelles le dit terroir appartiendra aux dits d'Avignon, *& la souveraineté a sa dite Sainteté, comme dit est.*

Les dits sieurs députés promettent de faire ratiffier le present Traité par sa Sainteté, & Majesté, & en fournir les lettres de ratification dedans trois mois, & de faire enregistrer le present accord en la cour de Parlement a Aix. Fait & passé a Fontainebleau le dernier jour d'avril mil six cents vingtrois.

Octavius Archiepiscopus Tharsen. Nuntius Apostolicus.

Bernard Champigny, de Marillac, de Laubespine.

LOUIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, Comte de Provence, Forcalquier, & terres adjacentes, a nos amés & feaux les sieurs de Champigny controlleur general de nos finances, Depreaux chevalier & chancellier de nos Ordres, De Marillac conseillers en nôtre Conseil d'Estat, salut. Ayant toujours desiré l'accommodement des differents, qui sont *entre nos sujets de Noves* en nôtre pays de Provence, *& ceux de notre saint Pére le Pape*

*Pape de la ville d'Avignon & Comté Venaissin*, survenus a a cause des limites & bornes des terres de la dite ville d'Avignon & ceux du dit Noves, Chateaurenard, & autres lieux estans le long de la riviére de Durence du costé de nôtre dit pays de Provence, Nous aurions commis a plusieurs & diverses fois aucuns de nos principaux officiers, pour avec les Commissaires députés par sa Sainteté aviser aux moyens convenables pour les terminer; A quoy ils auroient travaillé en telle sorte, que demeurans d'accord de certains points, ils n'ont peu convenir entiérement des autres pour plusieurs difficultés qui se sont rencontrées, soit en la validité des pouvoirs des Commissaires ou autrement; mais considérant que la continuation des dits différents pourroit apporter de l'alteration entre nos dits sujets, contre ce qui est de nôtre intention, Nous avons estimé a propos, affin de conserver & entretenir entre eux la bonne union amitié & intelligence, que nous avons toujours desirée, de faire de nouveau conferer & traicter des dits différents par aucuns des principaux de notre Conseil, avec celuy ou ceux qui seront députés de la part de nôtre dit saint Pére. Au moyen de quoy estant nécessaire de commettre quelques personnages, sur la suffissance & capacité des quels nous puissions nous reposer de l'accommodement de cette affaire, sçachant pour cet effect ne pouvoir faire plus digne election que de vos personnes, tant pour l'affection que portez au bien de nôtre service & de cet Estat, que pour la particuliére connoissance que vous

avez

avez des dits différents. A ces causes Nous vous avons commis deputés & ordonnés, commettons deputons & ordonnons par ces presentes signées de nostre main, pour avec les Députés de nôtre dit saint pére le Pape conferer & traitter de tous les dits différents & pretentions, qui peuvent estre representées de part & d'autre, iceux régler arrester & terminer entierement, y procedant en telle sorte, que nostre authorité & droits y soint conservés, & ceux de nos dits sujets. Voulons, que ce qui sera par vous fait geré negotié & arrêté en l'accommodement des dits differents, soit suivi gardé & observé de point en point, promettant l'avoir pour agreable, tenir ferme & stable, confirmer ratiffier & approuver, pour avoir telle force & vertu, que s'il estoit par Nous fait en nôtre Conseil. De ce faire vous avons donné, & donnons plein pouvoir authorité commission & mandement spécial par ces dites presentes, car tel est nostre plaisir. Donné a Fontainebleau le dixieme jour d'avril l'an de grace mil sixcents vingt trois & de nôtre regne le treiziesme (*signé*: Louis; *& plus bas*: Par le Roy Comte de Provence, Phelipeaux; *& scellé du grand sceau de cire jaune sur simple queue*). O. Archiepiscopus Tharsen. Nuntius Apostolicus, Bernard Champigny, de Laubespine (*ainsin signés a l'original*).

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France, Comte de Provence, Forcalquier, & terres adjacentes &c. a tous ceux qui ces presentes Lettres verront, salut. Le desir que

nous avons tousjours eu d'entretenir *nos subjects* en amitié & bonne intelligence *avec ceux de nostre saint Père le Pape*, nous a fait rechercher avec soin les moyens convenables, pour terminer les différends, qui estoient *entre nos subjects de Noves* en nostre pays de Provence, *& ceux de nostre saint Père de la ville d'Avignon*, pour raison des limites & bornes des terres de la dite ville & ceux du dit Noves Chasteauregnard, & autres lieux; Pour cet effect nous avions députe a plusieurs & diverses fois de nos officiers, pour avec ceux, qui seroint commis de la part de nostre dit saint Pére, vacquer a l'accommodement des dits différends: mais les conférences qu'ils ont tenues pour y parvenir estant demeurées inutiles & infructueuses, Nous nous serions resolus, depuis n'a gueres, de commettre de rechef quelques personnages d'aucthorité & des principaux de nôtre Conseil, pour conférer de nouveau avec les depputés de nostre dit saint Pére, & aurions pour ce fait choix de nos amés & feaux les sieurs Champigny controlleur general de nos finances, Depreaux chevalier & chancelier de nos Ordres, & de Marillac conseiller en nôtre dit Conseil d'Estat & cour, aurions pour ce fait expedié nos Lettres de commission du dixiéme avril dernier, lesquels s'estant assemblés a cette fin avec nôtre amé & feal le Sieur Archevêque de Tarse Nonce de nôtre dit saint Pére près nôtre personne, ils auroient, suivant ce pouvoir que nous leur en aurions donné, traicté accordé & terminé tous les différends dessus dits, & redigé par escrit par articles ce qu'ils ont

ont resolu sur iceux. Les quels articles ont estés confirmés & ratiffiés par nôtre dit saint Pére le Pape. Au moyen de quoy desirans aussi de nôtre part faire le semblable, a ces causes, après avoir fait revoir en nôtre Conseil les dits articles, cy avec la ratiffication de nôtre dit saint Pére attachés soubs le contrescel de nôtre Chancelerie, de l'advis d'iceluy, & de nôtre certaine science, pleine puissance & auctorité Royalle & Provençalle, Nous avons iceux articles, & tout ce qui a esté fait géré & négotié pas les dits Commissaires en cette occasion, loué agrée confirmé ratiffié & approuvé, louons agreons confirmons ratiffions & approuvons par ces présentes signées de nôtre main. Voulons, ordonnons, & nous plaist, qu'ils sortent leur plein & entier effect, & soient suivis & gardés inviolablement de point en point, sans qu' il y soit contrevenu en aucune maniere, & y donnons en mandement a nos amés & féaux les gens tenants nôtre Cour de Parlement, Cour des comptes, aides & finances d'Aix, & autres nos justiciers & officiers qu' il appartiendra, que ces presentes nos Lettres de ratiffication ensemble les dits articles & autres actes y attaschés ils fassent publier & enregistrer garder & observer, & de tout le contenu en iceux jouir & user nos subjects du dit Noves pleinement & paisiblement, cessant & faisant cesser leurs troubles & empeschements au contraire. Mandons a nos Procureurs generaux en nos dites Cours faire pour l'enregistrement des dits articles de nos dites Lettres

de ratiffication & autres actes y attachés, toutes poursuites & perquisitions nécessaires ; car tel est nostre plaisir. En temoing de quoy nous avons fait mettre nostre scel a ces dites presentes. Donné a Paris le jour ... de juing l'an de grace mil six cents vingt trois, & de nostre regne le quatorziesme. Par le Roi Comte de Provence : Phelypeaux.

## Num. XV.

### *Article XIV. du Traité fait a Pise entre les Plenipotenciaires du Pape Alexandre VII. & de Louis XIV. Roi tres-chrétien.*

### 1664. 12. Fevr.

LE Roi tres Chrestien, immediatement après que le Legat aura esté veu de sa Majesté, *remettra le Pape & le saint Siège Apostolique en possession de la ville d'Avignon & du Comtat Venaissin, avec toutes leurs appartenances & dependances ; & fera casser & annuller tous actes, & arrests, & tout ce qui a esté fait par le Parlement d'Aix touchant cette affaire, faisant lever tous obstacles, a fin que le saint Siège Apostolique en puisse jouir comme auparavant.*

Les habitants de la ville d'Avignon & du Comtat Venaissin, de quelque estat qualité condition & sexe qu'ils soyent, tant ecclesiastiques que laics, nobles ou rotuiers, sans exception d'aucune personne qui soit originai-

re

re de la dite ville ou du dit Comtat, ou qui s'y soit domicilié, ou qui y posséde des biens meubles ou immeubles, feodaux, ou allodiaux, sous quelque pretexte que ce soit, ne pourront estre inquiétés, poursuivis, ni recherchéz d'aucune chose arrivée en la dite ville & au dit Comtat, depuis le 20. d'aoust 1662. jusqu'au jour, que le Roi tres Chrestien remettra le Pape & le saint Siége en possession de la dite ville & Comtat.

Les dits habitants joüiront d'une pleine paisible & tranquille sureté, en vertu & par le bénéfice du présent Traité; & sa Sainteté donnera de bonne foy, sans reserve aucune, ni tacite ni expresse, tous les ordres édits declarations & asseurances, qui seront desirées par sa majesté, afin que les habitans d'Avignon & de tout le dit Comtat, directement ou indirectement, virtuellement ou expressement, compris sous les clauses apposées au comencement du present article, tant de la ville d'Avignon & des autres villes du dit Comtat, que des Communautés bourgs chasteaux & autres lieux subalternes de l'étenduë d'iceluy, ne puissent recevoir aucun trouble peine ni condamnations des officiers de sa Sainteté, soit en jugement ou hors de la, ni en leurs biens ni en leurs personnes, en haine ressentiment ou vengeance de tout ce qui s'est fait & passé en la dite ville & au dit Comtat en conséquence de l'affaire arrivée dans Rome le 20. d'aoust 1662. Et pour l'exécution de toutes les clauses exprimées çi dessus, sa Sainteté donnera les dites expeditions

en

en la meilleure forme & la plus authentique, que sa majesté tres Chrestienne estimera necessaire pour la seureté & indemnité des habitants d'Avignon, & de tout le dit Comtat, comme il est dit ci dessus.

Et sa Sainteté considérant, qu'il n'y a qu'un Juge en Avignon, & un autre pour tout le Comtat, leur donnera des assesseurs, afin qu'a l'avenir la justice y soit mieux administrée.

## NUM. XVI.

### *Déclaration de Louis XIV. cassant & annullant les Arrêts du Parlement d'Aix, ainsi que tous les actes faits en conséquence de la prise d'Avignon de 1662.*

1664. 31. Juill.

*LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, Comte de Provence, Forcalquier & terres adjacentes, a tous ceux qui les presentes lettres verront, salut.*

PAR le Traicté fait a Pize le douziesme febvrier dernier entre les plenipotentiaires de notre saint Pére le Pape & les nostres, & que nous avons depuis ratiffié, il est porté qu'aussi tost, que nous aurions veu nostre tres cher cousin le Cardinal Chigi, qui devoit venir vers nous en qualité de Légat, *nous ferions remettre sa Sainteté & le saint*

*saint Siège Apostolique en possession de la ville d'Avignon & du Comtat Venaissin avec toutes leur appartenances & dependances*, faisant lever tous obstacles affin que *le dit saint Siège en puisse jouir comme auparavant*; & sa Sainteté ayant de sa part fait expédier les bulles, que nous avons reçues de nostre dit cousin le Cardinal Legat pour l'amnistie & l'entiere seureté & indemnité de tous les habitants de la dite ville d'Avignon & du dit Comtat, *abolissant la memoire de tout ce qui peut estre passé au prejudice de sa Sainteté & du dit saint Siège, depuis le 20. d'aoust 1662. jusqu'au jour de la remise du dit Estat entre ses mains*, nostre intention est d'accomplir aussi fort ponctuellement de nostre part les conditions du dit Traicté, & de ne rien obmettre de tout ce qui dépendra de nous pour cet effect. A ces causes & autres a ce nous mouvans, nous avons par ces présentes signées de notre main *révoqué, & révoquons tous jugemens, arrests, & aultres actes qui ont esté rendus* par nostre cour de Parlement d'Aix depuis le 20. d'aoust 1662. jusques a ce jour d'huy, touchant la dite ville d'Avignon & Comtat Venaissin, ensemble tout ce qui s'en est ensuivi, *tous lesquels actes*, jugements, arrests, & procédures, mesme la prise de possession qui a été faite en nostre nom des dites ville & Comtat, *Nous avons déclaré & declarons nuls & de null' effect & valeur*. Voulons que sa Sainteté & le dit saint Siége Apostolique soyent incessamment restablis en possession de la dite ville & du dit Comtat avec toutes leur appartenances & dependean-

dean-

dances, *pour en jouir tout ainsi, & en la mesme maniere, qu'ils fesoient avant le dit jour 20. aoust de la dite année 1662., & comme si les dits arrests & aultres actes n'avoient point esté donnez*. Si donnons en mandement a nos amez & feaux les gens tenans nostre cour de Parlement d'Aix, que ces presentes ils ayent a faire enregistrer, & leur contenu exécuter & faire exécuter, selon leur forme & teneur; car tel est nostre plaisir. En tesmoing de quoi nous avons fait mettre nostre scel a ces dites présentes. Donné a Fontainebleau le 31. jour de juillet 1664. l'an de grace mil six cens soixante quatre, & de nostre regne le vingt deuxieme.

De Lionne &c.



Num. XVII.

## Num. XVII.

*Déclaration du Roi tres Chrestien sur la restitution de la Ville d'Avignon, & du Comtat Vanaissin, faite au St. Siége, donnée le 3. jour du mois de novembre 1689. avec l'Arrest d'enregistrement du Parlement de Provence, portant cassation & annullation de touts Arrêts & actes faits en conséquence de la prise de cette ville de l'an 1688.*

*LOVIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, Comte de Provence, Forcalquier & terres adjacentes, a tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut.*

Ayant pleu a Dieu donner a son Eglise par l'exaltation du Pape Alexandre VIII. un Pére comun, qui a toutes les grandes qualités & les bonnes intentions nécessaires pour la gouverner sagement, *& a la satisfaction de tous ceux, qui sont soumis a l'Eglise Catholique Apostolique & Romaine*, Nous avons aussy resolu de continuer a luy donner toutes les marques de nostre respect filial pour sa personne, & de nostre zéle pour le saint Siége, qu'il remplit si dignement. C'est dans cette veüe, que nous aurions résolu *de faire remettre sa Sainteté en possession de la ville d'Avignon & du Comtat Venaissin* avec toutes leurs appartenances & dependances, *& de faire lever tous les obstacles, qui pourroient empecher nostre dit saint Pére, & le*

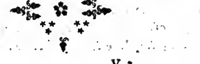
 *saint*

*ſaint Siége d'en jouir comme ils ont fait avant nos ordres* du troiſiéme ſeptembre mil ſix cents quatre vingts & huict, & l'Arreſt de noſtre cour de Parlement de Provence du deuxieſme octobre ſuivant. A ces cauſes & autres à ce nous mouvants, *nous avons*, par ces preſentes ſignées de noſtre main, *revoqué, & revoquons les dits ordres* du troiſieſme ſeptembre, le dit Arreſt du deuxieſme octobre mil ſix cents quatre vingts & huit, *& tous jugements, Arreſts, & actes, qui ont eſté rendus par noſtre cour du Parlement d'Aix* depuis le dit jour deuxieſme octobre 1688. juſques à ce jour d'huy, touchant la ville d'Avignon & Comtat Venaiſſin, *enſemble tout ce qui s'en eſt enſuivi. Tous les quels actes*, jugemens, arreſts, procedures, meſme la priſe de poſſeſſion qui a eſté faite en noſtre nom de la dite ville & Comtat Venaiſſin, *nous avons declaré & declarons nuls & de nul effect & valeur*. Voulons, que ſa Sainteté & le ſaint Siége apoſtolique ſoyent inceſſamment reſtablis en poſſeſſion de la dite ville & du dit Comtat, avec toutes leurs appartenances & dependances, *pour en jouir tout ainſi, & en la meſme maniere, qu'ils faiſoient avant le deuxieſme octobre* 1688., & comme ſi les dits arreſts & autres actes n'avoient point eſté donnés. Si donnons en mandement a nos amés & feaux les gens tenants noſtre dite cour de Parlement d'Aix, que ces dites préſentes ils ayent a faire enregiſtrer, & leur contenu exécuter & faire exécuter en ce qui les concerne, ſelon leur forme & teneur; car tel eſt noſtre plaiſir. En teſ-

 moin

moin de quoy nous avons fait apposer nostre scel. Donné a Versailles le troisiéme jour de novembre l'an de grace 1689., & de nôtre regne le 47. (*signé*: Louis; *& sur le reply*: Par le Roy Comte de Provence, Colbert; *& scellé du grand sceau de cire jaune*).

Extraict des Registres du Parlement. Veu par la cour, les chambres, assemblées la Declaration du Roy, par la quelle sa majesté remet la ville d'Avignon & Comtat Venaissin entre les mains de nostre saint Pére le Pape, donné a Versailles le troisiesme novembre présent mois, signée Louis, & sur le reply: Par le Roy Comte de Provence, Colbert; & sçellée du grand sçeau de cire jaune, Ouy le Procureur general du Roy en ses conclusions verbales requerant l'enregistrement pur & simple de la dite Declaration, & le rapport de mre. Charles de Lombard & de Gourdon Marquis de Montaureoux conseiller du Roy, doyen en la cour, tout considéré, dit a esté, que la cour, les chambres assemblées, a ordonné & ordonne, que la dite Declaration sera enregistrée ez registres de la cour, pour estre gardée, observée, & exécutée selon sa forme & teneur. Publié a la barre du Parlement de Provence seant a Aix le dixseptiesme novembre 1689. (*Collationnée*) Imbert.



V 2 Nu-

# NUM. XVIII.

## *Arrêt du Conseil privé du Roi Louis XIV. dans la Cause territoriale du Sieur de Maillane, dûement signifié & exploité, par lequel le domaine & jurisdiction du St. Siége dans l'Etat d'Avignon sont pleinement reconnus.*

1655.

Extrait des Registres du Conseil privé du Roi.

SUR la Requeste presentée au Roi en son Conseil par les consuls & habitants de la ville d'Avignon contenant, qu' encore que *la dite ville ny les habitants d'icelle ne soint justiciables, & ne recognoissent autres juges que le sieur Vice-Légat de nostre saint Pére le Pape, qui en est souverain,* neantmoins sur la plainte faicte par M. Louis de Porcelet Marquis de Maillane au Parlement d'Aix de quelques prétendus désordres & excés commis en une sienne maison située en la dite ville d'Avignon le 29. decembre 1653. par quelques habitants d'icelle, le dit Parlement en a pris cognoissance, faict informer, & mesmes a donné Arrest le 16. decembre dernier 1654. qui porte, que le dit Porcelet proposera le contenu de sa requeste de querele en jugement, & qu'elle sera signifiée aux dits supplians pour

y ve-

y venir deffendre, *qui est une entreprise du tout extraordinaire sur l'authorité de sa Sainteté & sur sa justice* ; car si le dit sieur de Maillane a quelque chose a prétendre ou demander contre les supplians, pour raison des dits prétendus désordres excez domages & intérêts, il s'est deub pourvoir par devant le dit sieur Vice-Légat, *& non pas au dit Parlement d'Aix, qui est du tout incompetant ; puisque les supplians ne sont pas soubmis a sa jurisdiction, & ne le recognoissent en façon quelconque, estant inouy qu'on puisse obbliger les subjects de sa Sainteté de plaider ailleurs, que par devant ses juges naturels*, principalement pour choses, qui sont survenues en la dite ville, & qu'on prétend avoir esté commises par les habitants d'icelle. A ces causes requeroint les dits supplians, qu'ils pleust a sa majesté casser & annuller toute la procédure faicte par le dit Parlement d'Aix a la poursuite du dit sieur de Maillane & son fils contre les dits supplians particuliers & habitants de la dite ville d'Avignon, le dit arrest du 16. decembre dernier 1654., & tout ce que pourroit estre fait en conséquence d'iceluy, ce faisant descharger les dits supplians de l'assignation a eux donnée par devant le dit Parlement, luy faire inhibitions & défenses, & a tous autres juges de sa majesté, de cognoitre du subject dont est question, & aux dits sieurs de Maillane pere & fils & tous autres d'y faire poursuites, sauf a eux a se pourvoir par devant le dit sieur Vice-Legat & autres juges de la dite ville, ainsin qu'ils verront bon estre.

Veu

Veu la dite Requeste, copie collationée du dit Arrest du Parlement d'Aix du 16. decembre 1654. avec la commission & exploict de signification & assignation au bas, & autres piéces joinctes a la dite Requeste; ouy le rapport d'icelle faict par le sieur d'Albertas commissaire a ce deputé, & tout consideré, *le Roi en son Conseil ayant esgard a la dite resquete, & sans avoir esgard a l'Arrest du Parlement de Provence* du seizieme decembre dernier, a deschargé & descharge les supplians de l'assignation a eux donnée au dit Parlement, sauf au dit de Maillane de se pourvoir par devant les officiers de la Légation d'Avignon ainsin qu'il verra a faire. Faict au Conseil privé du Roi tenu a Paris le 15. janvier mil six cents cinquante cinq. ( Collationé ) de Mons ( ainsin signé ),

Louis par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, Comte de Provence, Forcalquier & terres adjacentes, au premier des huissiers de nos Conseils, ou autre notre huissier ou sergent. Sur ce requis nous te mandons & enjoignons, que l'Arrest de nostre Conseil, dont l'Extraict est cy attaché soubs le contreseel de notre chancellerie, ce jour d'huy donné, sur la Requeste presentée par les consuls & habitants de la ville d'Avignon, tu signifies a Louis de Porcelet Marquis de Maillane y denommé, & a tous autres qu'il appartiendra, a ce que n'en pretendent cause d'ignorance, leur faisant de part nous tres expresses inhibitions & déffences d'y contrevenir, a peine de tous despens dommages & intérêts,

& pour

& pour contraire exécution de notre dit Arrest tout autres actes & exploicts requis & nécessaires, sans pour ce demander autre permission ny *pareatis*; car tel est nôtre plaisir. Donné a Paris le quinziéme jour de janvier l'an de grace mil six cents cinquante cinq, & de notre regne le douziéme. Par le Roi Comte de Provence en son Conseil. De Mons (*ainsin signé avec les sceaux de sa majesté en cire jaune*).

Teneur des exploicts faicts aux Procureurs generaux du Parlement de Provence.

L'an mil six cents cinquante cinq & le 15. jour du mois de mars, en vertu de l'Arrest rendu par le Roi & nos seigneurs de son privé Conseil, a la poursuite des consuls & habitants de la ville d'Avignon, remonstrants *n'estre justiciables, que du sieur Vice-Légat d'Avignon & de notre saint Pére le Pape, & non des nos seigneurs de Parlement de ce pays*. Sur quoy est ordonné, que sans avoir esgard a l'Arrest du dit Parlement du seize decembre dernier, a deschargé & descharge les dits sieurs consuls de l'assignation a eux donnée au dit Parlement par Messire Louys de Porcelet Marquis de Maillane, sauf a icelluy de se pourvoir par devant les officiers de la Légation du dit Avignon, ainsin qu'il verra à faire, du quinsieme janvier dernier, lettres sur icelluy levées deubement scellées en cire jaune, & signées par le Roi Comte de Provence en son Conseil, de Mons, en datte du jour du dit Arrest, & a la requeste des dits sieurs consuls & habitants du dit Avi-

gnon.

gnon. Nous Honoré Meynier huissier en la cour de Parlement de ce pays de Provence soubsigné, avons signifié & mis en notice, & faict les déffences y portées, a messieur les Procureurs generaux du Roy au dit Parlement, parlant a la personne de Maitre François de Gantes sieur de Val Bonete un d'iceux dans son parquet, lequel a requis copie baillee par nous dit huissier, tant des dites lettres, que du present exploict. Megnier.

Du lendemain mesme signification, & aux fins que dessus, a esté faicte a Monsieur le Procureur general de Vergons, parlant a lui dans son parquet, par nous Meynier, ainsin signé.



Num. XIX.

## Num. XIX.

*Extrait du Traité paſſé entre les deux Cours pour le Tabac & les Toiles peintes d'Avignon & du Comtat.*

1 7 3 4.

Articles du Reglement, qui doit eſtre fait pour défendre dans Avignon & le Comtat Venaiſſin la fabrique & le commerce des toiles peintes, y etablir le droit & le privilége de la vente excluſive du Tabac, & aſſurer les conditions & l'exécution du bail, qui doit eſtre paſſé aux fermiers generaux de ſa Majeſté tres Chrétienne, en conſéquence du Traité de ce jour, au quel le preſent Projet ſera & demeurera annexé.

SA Sainteté *ordonnera* en conſéquence *a tous ſes ſujets*, & autres de quelque qualité & condition qu'ils ſoyent, qui auront dans leur poſſeſſion dans l'étendue de l'Etat d'Avigon & Comtat Venaiſſin des Tabacs en feuille, en corde, en poudre, ou autrement fabriqué, de les déclarer dans le courant du préſent mois de mars en la forme & dans les lieux dont on conviendra, pour eſtre les dits Tabacs livrés & remis dans le courant du mois d'avril ſuivant, dans les magazins du fermier, lequel ſera tenu

d'en payer la valeur aux proprietaires aux prix cy après &c.

Sa Sainteté, conformément a l'article quatrieme du Traité signé cejour d'huy, autorisera le fermier a établir des magazins, bureaux & entrepofts en tel nombre, villes, & lieux, qu'il jugera a propos, pour la vente en gros & en detail des Tabacs de toutes espéces ; & elle défendra a tous officiers & autres personnes de quelque qualité & condition qu'elles soyent de les troubler, ni ses Commis, dans leurs établissements & fonctions, a peine de desobeissance & de tous dépens dommages & intérêts.

Elle ordonnera, que *tous & chacun de ses sujets*, & autres qui seroient trouvés saisis, soit sur eux, soit dans les lieux de leurs domiciles, ou trasportants & conduisant dans l'étendue de l'Etat d'Avignon & Comtat Venaissin des Tabacs de contrebande & Toiles peintes, seront outre les confiscations cy devant mentionnées, condamnés, sçavoir, pour le Tabac en trois cinquiémes de marcs d'argent d'amende pour chacune livre de Tabac, depuis une livre jusqu' a dix: En dix marcs d'argent d'amende depuis dix jusqu'a cinquante livres de Tabac; & en vingt marcs d'argent d'amende au dessus de cinquante livres pesant de Tabac ; Et pour les toiles peintes, en dix marcs d'argent d'amende: le tout pour la premiere fois; les quelles amendes seront doublées pour la seconde fois, & ainsi augmentées a proportion des rescidives.

Sa Sainteté défendra *a tous ses sujets*, & autres de quelqu' etat & condition, qualité & profession qu' ils so-

foyent, mefme aux Communautés, d'enfemencer, planter, & cultiver, a compter du premier avril prochain aucuns Tabacs dans leurs terres, jardins, vergers, & autres lieux, fitués dans l'étendue de l'Etat d'Avignon & Comtat Venaiffin, fous quelque prétexte & dénomination que ce puiffe être, a peine de confifcation, & d'être en outre les cultivants, qui jouiront ou feront valoir actuellement, foit a titre de proprieté, ou de fermage, les terres enfemencées ou plantées en Tabac, condamnés en l'amende de trente marcs d'argent & autres peines, fuivant ce qui fera jugé par Monfieur le Vice-Légat : de l'autorité du quel, & par les officiers de fa Sainteté feront faites toutes recherches & perquifitions &c.

Le prefent Projet de Reglement contenant vingt fix articles a été par nous Commiffaires de fa Sainteté, & de fa Majefté tres Chrétienne convenu & arrêté, conformément a l'article cinq du Traité par nous figné ce jour d'hui, auquel il demeurera annexé. En foy de quoy nous en avons figné deux Exemplaires uniformes. Fait a Paris le onze mars mil fept cent trentequatre.

Ranieri d'Elci Arciv. di Rodi &c.

Roüillé.



## Num. XX.

### *Bulle du Pape Gregoire XI. qui garantit la possession d'Avignon & du Comtat pour le St. Siége.*

1376.

GREGORIUS EPISCOPUS

Servus Servorum Dei

*Ad futuram rei memoriam.*

URget nos charitas ſponſæ Chriſti, ut ejus jura atque bona volentibus, præſumptuoſis auſibus ac reprobis invadere ſeu uſurpare conatibus, curemus opportunis remediis obviare. Sane dudum, tam nos, quam nonnulli prædeceſſores noſtri Romani Pontifices in die Jovis ſancta, & aliàs adverſus omnes qui per ſe vel alium ſeu alios, directe vel indirecte, ſub quocumque titulo ſeu colore, Civitatem noſtram Avinionenſem ejuſque territorium, & Comitatum Venaiſſini, ad nos & Romanam Eccleſiam nullo medio pertinentes, necnon alias civitates, caſtra, villas, terras, & loca, ac jura quælibet ejuſdem Eccleſiæ Romanæ, vel aliqua, ſeu aliquid ipſorum, ſeu alicujus eorum partem, ſcienter occuparent & detinerent occupata, varios proceſſus fecimus, diverſas excommunicationes & anathematis ſententias continentes, hujuſmodi ſententiarum abſolutione eidem Sedi reſervata. Cum autem ſicut do-

dolenter referimus, & pluribus est manifestum, in diversis mundi partibus sint quamplures, qui gloriantur cum male fecerint, & sæpius aliorum terras etiam quandoque ejusdem Romanæ Ecclesiæ invadere, destruere, & ibidem prædari, ut de aliis malis innumeris taceamus, non formidant. Nos in iis, nobis & ipsi Romanæ Ecclesiæ sponsæ nostræ salubriter providere volentes, universis & singulis clericis & laicis cujuscumque conditionis, status, ordinis, dignitatis, vel præeminentiæ fuerint, etiamsi Pontificali, vel Imperiali, seu Regali, aut alia quacumque præfulgeant dignitate, vel universitatibus, communitatibus, & civitatibus quibuscumque, auctoritate Apostolica districtius inhibemus, & expresse præcipimus, ne hujusmodi Civitatem nostram Avinionensem, ejusque territorium, Venaissini, ac Valentini, & Viennensis, qui a nobis & Romana Ecclesia tenentur in feudum, Comitatus, sive quascumque alias terras aut loca, quæ a nobis & ipsa Romana Ecclesia, ratione dictorum Comitatuum, mediate vel immediate, tenentur in feudum, aut aliquorum seu alicujus eorum partem, per terram vel per aquam, quocumque colore quæsito, cum stipendiis aut sine stipendiis, invadere vel offendere, aut propter hoc exhibere stipendia, sive navigia dare, locare, commodare, aut titulo quocumque concedere, seu remigare in eis, quovismodo præsumant, sive præstare super iis præsumptoribus ipsis auxilium consilium vel favorem, directe vel indirecte, publice vel occulte; alioquin in omnes & singulos, qui contra hujusmodi

modi inhibitionem aut mandatum nostrum venire præsumpserint, etiamsi ut prædicitur Pontificali, aut Imperiali, sive Regali, seu quavis alia præfulgeant dignitate, excommunicationis, quam eò ipso volumus eos incurrere, sententiam promulgamus; eorumque terras, & loca, & quaslibet alias communitates, ac universitates, & civitates, contra præmissa vel eorum aliqua attentantes, ecclesiastico supponimus Interdicto &c. Non obstantibus, si eorum aliquibus, aut statui, conditioni, & dignitati, ordini, seu personis, a prædicta Sede indultum existat, quod generalibus sententiis non ligentur, quodque interdici, suspendi, vel excommunicari non possint, etiam per literas Apostolicas, nisi plena & expressa ac de verbo ad verbum de Indulto hujusmodi, aut eorum propriis nominibus, statu, conditione, dignitate, seu ordine in ipsis sententiis mentio habeatur, & quibuslibet aliis privilegiis seu indulgentiis dictæ Sedis generalibus vel specialibus, quorumcumque tenorum existant, statui, conditioni, dignitati, ordini, aut personæ concessis, seu statutis & consuetudinibus, per quæ præsentibus non expressa, vel totaliter non inserta, præmissarum literarum nostrarum effectus possit differri aliqualiter, aut quomodolibet impediri, quæ in præmissis omnibus nolumus alicui, seu aliquibus suffragari; sed omnia quoad illa decernimus non tenere. Absolutionem autem omnium sententiarum in iis omnibus nostris processibus contentarum, & relaxationem Interdictorum nobis, & nostris successoribus, mortis articulo duntaxat excepto

pto, specialiter reservamus &c.. Nulli ergo omnino hominum liceat &c.

Datum Avinione kalend. septembris, pontificatus nostri anno VI. De Curia, L. Fontalis.

## Num. XXI.

*Prohibition Consistoriale de ne jamais aliéner la Ville d'Avignon.*

1465.

PAULUS EPISCOPUS

Servus Servorum Dei

*Ad perpetuam rei memoriam.*

Super cathedram præeminentiæ pastoralis divina clementia constituti, etsi multis arduisque negotiis, quæ in Romanæ Curiæ alveum undique confluunt, circumdamur, circa id tamen vacamus instantius, ut civitates nostræ, præcipue Avinion. & Comitatus Venaissini sub nostra & Apostolicæ Sedis ditione in perpetuum censeantur remanere. Sane pro parte dilectorum filiorum Consulum tunc Syndicorum Concilii & Communitatis civitatis nostræ Avinion. felicis recordationis Nicolao Papæ V. prædecessori nostro inter cetera porrecto, quatenus Civitatem, & eos omnes suos similes subditos dignaretur eadem Sanctitas sub alarum suarum protectione continuo habere recommissos, & in

& in sua obedientia, & suo ac Sanctæ Romanæ Ecclesiæ dominio semper custodire, & nullis temporibus ab eodem alienare: quamquam aliqui iniquitatis filii tendentes ad aliqua commoda particularia & propria, sub certis fictis coloribus, quæsivissent ipsam civitatem ac eos a dicto dominio separare & alienare, quod ipsis summe displicibile atque gravissimum foret; dubitantesque ne dicti iniquitatis filii & alii pro tempore dictam separationem seu alienationem quærerent, ac cupientes sub ejusdem Nicolai Sanctitate, & Ecclesiæ Romanæ dominio perpetuo subjici, & sub illo semper persistere; & propterea ad ipsorum perpetuam consolationem, & fidelitatis confirmationem, dignaretur Sanctitas sua per Bullam ad perpetuam rei memoriam reddere civitatem ipsam, & suos subditos, a d. dominio ejusdem Nicolai prædecessoris & Romanæ Ecclesiæ inalienabiles; &, si videretur eidem Nicolao consistorialirer hoc facere, reputarent ad summam gratiam & immensam consolationem. Præfatus Nicolaus laudabilem voluntatem & devotionem Consulum tunc Syndicorum & modernorum Concilii prædictorum commendans, de venerabilium Fratrum suorum Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium, de quorum numero tunc eramus, consilio pariter & assensu, per suas literas declaravit, suæ voluntatis esse d. civitatem ejusque territorium & districtum, necnon Comitatum nostrum Venaissini, perpetuis futuris temporibus sub suo & successorum suorum Romanorum Pontificum & Romanæ Ecclesiæ dominio potestate & jurisdictione tenere, & ita esse de-

debere promisit ; successores suos in Domino exhortans, ut nullo unquam tempore civitatem, vel ejus comitatum & castra, & etiam ipsum Venaissini Comitatum, non venderent neque alienarent, aut impignorarent quoquomodo, neque de eis aut eorum aliquo, quemquam alicujus alienationis aut concessionis contractum, seu literas facerent, sed ipsos omnes conservarent pro posse sub suo & d. Ecclesiæ dominio & potestate, tamquam bonos & devotos suos & ipsius Ecclesiæ fideles. Postmodum vero pro parte Consulum ac Concilii Communitatis prædictorum piæ memoriæ Calixto Papæ III. etiam prædecessori nostro exposito, quod ipsi pro tutioris cautelæ præsidio literas Nicolai prædictas Apostolico desiderabant munimine roborari; idem Calixtus Consulum tunc Syndicorum ut præfertur, & Concilii hujusmodi etiam supplicationibus inclinatus, literas prædictas ratas & gratas habens, illas validas fuisse & esse declaravit pariter & decrevit, ipsasque observari velle nunciavit, prout in singulis literis prædictis plenius continetur. Cum autem sicut exhibita nobis nuper pro parte Consulum, & Concilii, ac Communitatis prædictorum petitio subjungebat, ipsi pro majori & firmiori tutamine summopere affectent singulas literas prædictas rursus Apostolico munimine roborari, pro parte Consulum, & Concilii, ac Communitatis prædictorum nobis fuit humiliter supplicatum, ut super his opportune providere de benignitate Apostolica dignaremur. Nos igitur, ad quos ex debito pastoralis officii nobis quamquam immeritis com-

commiſſo ſpectat, dominia civitates & juriſdictiones ſub noſtro & Romanæ Eccleſiæ imperio retinere, illaſque inalienabiles præſervare, de Fratrum noſtrorum Sanctæ Romanæ Eccleſiæ Cardinalium conſilio & aſſenſu, prædeceſſorum hujuſmodi literas auctoritate Apoſtolica, & ex certa ſcientia tenore præſentium approbamus, illaſque plenum Apoſtolicæ robur firmitatis obtinuiſſe & obtinere decernimus; & etiam declaramus, & pollicemur Civitatem & Comitatus hujuſmodi nuſquam a noſtra & Sedis Apoſtolicæ poteſtate alienare. Et quoniam præmiſſa in noſtrum & ejuſdem Sedis commodum & decorem non modica cedere noſcantur, ſucceſſores noſtros Romanos Pontifices qui pro tempore fuerint exhortamur in Domino, ne contra tenorem literarum prædictarum quidquam agere ſtudeant, quod in diſpendium Apoſtolicæ Sedis vergere dignoſcatur. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam noſtræ approbationis, conſtitutionis, declarationis, & exhortationis infringere, vel ei auſu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei, & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus, ſe noverit incurſurum.

Datum Romæ apud ſanctum Marcum, anno Incarnationis Dominicæ 1465. 5. id. decembris, pontificatus noſtri anno ſecundo. Grat. de mandato D. N. Papæ. A. de Collis. (*Sequuntur Cardinalium tunc præſentium ſubſcriptiones*).

# ERRATA

PAGES 22. ligne 3. *des Notes*: peur; *liſez* : pour.
l. 5. juriſconſult; *liſez* : juriſconſulte.
33. l. 16. le plus; *liſez*: les plus.
39. l. *derniere*, Ttraité; *liſez*: Traité.
41. l. 2. Frideric II. & Charles IV. avoient fait à ſes Evêques; *liſez* : Frideric II. avoient fait à ſes Evêques, & qui furent confirmées après par Charles IV.
44. l. 20. *des Notes*, leure; *liſez*: leur.
49. l. 10. le plus; *liſez* : les plus.
55. l. 11. plein pied; *liſez*: plain piè.
l. 18. Maiſon; *liſez*: Maiſons.
56. l. 4. fit caution; *liſez*: ſe fit caution.
l. 14. fit la même caution; *liſez*: ſe fit de même caution.
57. l. 6. per; *liſez*: par.
60. l. 6. 1663.; *liſez*: 1662.
61. l. 12. fois, & de la; *liſez*: fois de la.
63. l. 1. aſſi; *liſez*: auſſi.
l. 15. Parlemcnt; *liſez* : Parlement.
88. l. 10. oſculatione; *liſez*: oſcula.
l. 20. fatemur, humiliter; *liſez*: fatemur humiliter,

PA-

PAGES 89. l. 16. pertinentiis; *ajoutez*: fuis.
90. l. 1. Gorlis; *lisez*: Gorlicz.
l. 4. Colonienfis; *lisez*: Olomucenfis.
120. l. 4. experimenda; *lisez*: exprimenda.
147. l. 8. Provinçialle; *lisez*: Provençalle.
152. l. 1. dependeances; *lisez*: dependances.
156. l. 11. conenant; *lisez*: contenant.



